

Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized  
Public Disclosure Authorized



LA BANQUE MONDIALE  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Rapport annuel 2017



**Mettre fin à l'extrême pauvreté •  
Promouvoir une prospérité partagée**



Accélérer la croissance  
économique



Accroître le  
capital humain



Promouvoir  
la résilience



# Table des matières

- 2 Message du Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs
- 4 Groupe de la Banque mondiale : résumé des résultats de 2017
- 8 Message du Conseil des Administrateurs
- 12 Message de la Directrice générale de la Banque mondiale
- 15 Aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement prioritaires
- 30 Renforcer les opérations et les politiques de la Banque pour la rendre meilleure
- 32 Accroître les connaissances relatives au développement dans le monde : données et travaux de recherche de la Banque mondiale
- 35 Perspectives régionales
- 60 Collaboration et engagement de la Banque mondiale à l'échelle internationale
- 63 Une institution responsable sur les plans environnemental et social
- 68 Veiller à rendre des comptes et améliorer les opérations
- 70 Le rôle et les ressources de la Banque mondiale
- 80 Une volonté de résultats

## PRINCIPAL ENCADRÉ

- 19 Attirer des financements du secteur privé dans les contextes les plus difficiles

## PRINCIPAUX TABLEAUX

- 76 Données de l'exercice pour la BIRD : principales informations et opérations de prêt
- 78 Données de l'exercice pour l'IDA : principales informations et opérations de prêt

Le présent rapport couvre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2017. Il a été établi par les Administrateurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA) — qui, réunies, prennent le nom de Banque mondiale — conformément aux règlements respectifs de ces deux institutions. M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs, a soumis ce rapport ainsi que les budgets administratifs et les états financiers vérifiés au Conseil des Gouverneurs.

Les rapports annuels de la Société financière internationale (IFI), de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) sont publiés séparément.

Tout au long de ce rapport, le terme Banque mondiale et sa forme abrégée Banque désignent exclusivement la BIRD et l'IDA. Le terme Groupe de la Banque mondiale et sa forme abrégée Groupe de la Banque font référence au travail collectif de la BIRD, de l'IDA, d'IFI et de la MIGA. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent rapport sont en dollars courants des États-Unis. Les fonds affectés aux projets multirégionaux sont comptabilisés au niveau des pays dans les tableaux et dans le texte. Les chiffres des tableaux ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué, et la somme des pourcentages cités dans les figures n'est pas toujours égale à 100 %.

# Développement durable : la démarche du Groupe de la Banque mondiale

## 2

### OBJECTIFS

1. METTRE FIN À L'EXTRÊME  
PAUVRETÉ D'ICI 2030

2. PROMOUVOIR UNE  
PROSPÉRITÉ PARTAGÉE

En **Haïti**, la Banque a aidé à mobiliser rapidement plus de 170 millions de dollars au profit du pays après le passage de l'ouragan Matthew. (Voir page 50)

La fourniture de ressources financières immédiatement après la survenue d'une crise peut aider à remettre en état les infrastructures et à rétablir les services pour les plus nécessiteux.

1 milliard de dollars de financements concessionnels ont été débloqués en faveur de la **Jordanie** et du **Liban** au titre de l'aide que ces pays apportent aux réfugiés syriens. (Voir page 54)

L'utilisation de financements innovants pour promouvoir des services de santé publics essentiels et assurer des infrastructures cruciales peut aider à répondre aux besoins tant des réfugiés que des citoyens des pays qui les accueillent.



Promouvoir  
la résilience



Accroître le  
capital humain

À **Madagascar**, confrontées à une grave sécheresse, plus de 350 000 personnes bénéficient de transferts monétaires et de services de nutrition. (Voir page 38)

L'apport d'un soutien à l'accès à des services de base de qualité et à des dispositifs de protection sociale peut permettre aux individus de donner le meilleur d'eux-mêmes et aux pays d'obtenir de meilleurs résultats économiques.

Au **Bangladesh**, une seconde chance de s'instruire est donnée à près de 690 000 enfants vivant dans des zones rurales reculées. (Voir page 58)

L'éducation est un puissant moteur du développement : elle a des retombées importantes et régulières sous forme de revenus et réduit les inégalités.

## 3

### DOMAINES PRIORITAIRES



Accélérer la  
croissance  
économique

Au **Bélarus**, des technologies de pointe aident à mieux gérer les autoroutes et à améliorer la circulation de véhicules commerciaux sur un corridor régional important. (Voir page 46)

Des routes de qualité ne sont pas que de simples infrastructures, elles rapprochent les personnes, les marchés, les emplois et les opportunités.

En **République démocratique du Congo**, l'amélioration des installations à la frontière avec les pays voisins à l'est et au sud contribue à faciliter le commerce transfrontalier. (Voir page 20)

La réduction des coûts et des délais de passage à la frontière peut promouvoir l'intégration des marchés, stimuler les échanges, notamment pour les petits commerçants et les commerçantes, et favoriser la croissance économique.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans ces domaines et sur d'autres projets, rendez-vous à l'adresse [worldbank.org/annualreport](http://worldbank.org/annualreport).

## La mission du Groupe de la Banque mondiale s'articule autour de deux objectifs ambitieux mais réalisables :

### Mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030

en abaissant le pourcentage de personnes disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre

### Promouvoir une prospérité partagée

en stimulant la croissance des revenus des 40 % les plus pauvres de la population dans chaque pays.

Atteindre ces objectifs suppose, pour le Groupe de la Banque mondiale, de travailler avec ses partenaires des secteurs public et privé, de collaborer avec la société civile et les gouvernements des pays, et de faire participer les bénéficiaires et parties prenantes sur le terrain afin de s'assurer de donner à chaque individu la possibilité de réaliser pleinement son potentiel.

**En poursuivant ces objectifs, le Groupe de la Banque concentrera son action dans trois domaines prioritaires :**



**Accélérer le rythme d'une croissance économique durable et inclusive** — la voie la plus sûre pour sortir de la pauvreté.



**Investir dans la population pour accroître le capital humain** — afin que chaque individu puisse concrétiser la possibilité qui lui est offerte de réussir dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle.



**Promouvoir la résilience aux chocs et aux menaces d'envergure mondiale** — pour se préparer à relever les défis qui pourraient compromettre les acquis de la lutte contre la pauvreté.

Le Groupe de la Banque mondiale s'attaque aux problèmes d'envergure mondiale susceptibles de toucher chaque individu — en mobilisant des ressources, en créant des marchés et en poursuivant à grande échelle des solutions porteuses d'innovations. Il est convaincu que le monde que tout un chacun souhaite — celui où personne ne vit dans le dénuement et où chaque individu a la possibilité de mener une vie meilleure — est possible.

De plus amples informations sont disponibles sur les sites internet ci-après et autres pages web auxquelles renvoient les liens fournis tout au long du rapport :

- Rapport annuel 2017 : [worldbank.org/annualreport](http://worldbank.org/annualreport)
- Résultats du travail de la Banque mondiale : [worldbank.org/results](http://worldbank.org/results)
- Données en libre accès de la Banque mondiale : [data.worldbank.org](http://data.worldbank.org)
- Fiches de performance institutionnelle : [scorecard.worldbank.org](http://scorecard.worldbank.org)
- Responsabilité institutionnelle : [worldbank.org/corporateresponsibility](http://worldbank.org/corporateresponsibility)
- Accès à l'information : [worldbank.org/en/access-to-information](http://worldbank.org/en/access-to-information)

# Message du Président du Groupe de la Banque mondiale et Président du Conseil des Administrateurs

Mes voyages à travers la planète ne cessent de me rappeler combien le monde devient de plus en plus petit. Grâce à la technologie — en particulier Internet, les téléphones mobiles et les réseaux sociaux — pratiquement chaque individu peut voir comment les autres vivent partout ailleurs. Pour beaucoup, le niveau de vie dans les pays les plus avancés, dont les pauvres de la planète ne savaient rien autrefois, est quelque chose qu'ils connaissent bien à présent comme s'il s'agissait de leurs propres collectivités.

La connaissance d'informations de ce type a changé la façon dont les personnes pensent leur vie, et les amène à revoir à la hausse leurs attentes. Les aspirations, qui jadis étaient ancrées dans les expériences locales, convergent à présent partout dans le monde. Et, autant les personnes aspirent à mieux, autant elles deviennent plus exigeantes en matière d'éducation, d'emplois et de services tels que les soins de santé et les transports qui représentent des perspectives d'une vie meilleure pour elles-mêmes et leurs familles. Alors que le monde se rapetisse virtuellement, le fossé entre les individus, lui, se creuse. Le rôle et l'ambition du Groupe de la Banque mondiale consistent à combler ce fossé. Il doit utiliser toute son énergie, ses connaissances, sa créativité et ses capacités de financement pour aider les pays à répondre favorablement aux attentes de tous leurs citoyens.

Cela signifie accélérer les progrès vers la réalisation de ses deux objectifs, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir la prospérité parmi les 40 % les plus pauvres de la population des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Pour réaliser ces objectifs, nous promovons des investissements qui jetteront les bases d'une croissance économique durable et solidaire dans les pays. Nous investissons dans le capital humain, notamment dans la jeunesse, pour que les personnes — et les pays — puissent réaliser leur potentiel et aspirer à un avenir plus radieux. Nous aidons en outre à renforcer la résilience aux chocs d'envergure mondiale qui nous touchent tous — notamment les pandémies, le changement climatique, la crise des réfugiés et la famine.

Pour autant, si le monde semble se rapetisser, les défis auxquels nous sommes confrontés, eux, se multiplient. Nous devons sans cesse évoluer et nous adapter pour les surmonter. Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous avons entrepris de repenser fondamentalement le financement du développement. Nous disposons de milliards de dollars pour faire notre travail, mais il faut des milliers de milliards de dollars chaque année pour financer le développement. Nous devons à présent utiliser nos ressources limitées comme levier pour mobiliser des capitaux privés beaucoup plus importants et les conjuguer à nos compétences afin d'investir dans les pays en développement.

Pour parvenir à ce niveau de financement, nous devons créer des marchés et faire une plus grande place au sens de la rigueur et de l'innovation du secteur privé dans les pays clients, en particulier les plus pauvres et les plus fragiles. Nous devons commencer par nous poser la question de savoir si les capitaux du secteur privé, plutôt que les fonds publics ou l'aide des bailleurs de fonds, peuvent financer un projet. Si les conditions ne se prêtent pas à l'investissement privé, nous travaillerons avec nos partenaires pour éliminer les risques associés à des projets, à des secteurs et à des pays tout entiers. En ayant recours à la concertation et au transfert de connaissances, nous pouvons aider les gouvernements à réformer les lois et règlements et à améliorer les pratiques économiques. Nous pouvons inspirer de nouveaux modes plus efficaces de financement du développement. La tâche ne sera pas aisée, mais c'est le seul moyen d'aider les pays à l'échelle qu'imposent les temps actuels.



Au cours de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé plus de 61 milliards de dollars sous forme de prêts, de dons, de prises de participation ou de garanties au profit de ses membres et d'entreprises privées. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) a enregistré une demande soutenue de ses services de la part de ses clients et engagé un montant total de 22,6 milliards de dollars. Pour sa part, l'Association internationale de développement (IDA), notre fonds pour les plus pauvres, a fourni 19,5 milliards de dollars pour aider les pays qui en avaient le plus besoin à faire face à leurs problèmes les plus épineux.

Nous nous sommes engagés à intensifier considérablement les interventions de l'IDA à l'appui du développement au moyen de financements innovants. Nous utilisons par exemple les fonds propres de l'Association comme levier en combinant les contributions des donateurs, les ressources internes et les fonds levés sur les marchés obligataires. Grâce à ces efforts et au soutien solide et constant de nos partenaires, nous sommes parvenus à un niveau record de reconstitution des ressources pour IDA-18, soit 75 milliards de dollars. Alors que l'exercice 18 démarre, nous utilisons de nouveaux outils, tels que le Guichet de promotion du secteur privé financé à hauteur de 2,5 milliards de dollars, pour mobiliser des capitaux privés en faveur des pays les plus pauvres.

La Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), nos deux institutions qui se consacrent au développement du secteur privé, mènent des initiatives pour créer des marchés et attirer les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

IFC a consenti des financements considérables en appui au développement du secteur privé — environ 19,3 milliards de dollars, dont 7,5 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d'investissement. Sur ce montant total, près de 4,6 milliards de dollars ont été alloués à des pays IDA et près de 900 millions de dollars à des zones fragiles et touchées par des conflits.

La MIGA a émis des garanties contre des risques politiques et pour des opérations de rehaussement de crédit à hauteur de 4,8 milliards de dollars afin d'amener les investisseurs privés et les prêteurs à s'intéresser aux pays en développement. Quarante-cinq pour cent des projets soutenus au cours de l'exercice 17 étaient menés dans des pays admis à emprunter à l'IDA et 21 % dans des pays touchés par des conflits et en situation de fragilité.

Le Groupe de la Banque mondiale s'emploie à disposer des connaissances, des ressources et des outils nécessaires pour être efficace et souple face aux mutations rapides. Il est disposé à accroître et à renforcer son engagement à aider les pays à relever leurs défis de développement, à promouvoir l'égalité des chances et à donner à chaque être humain la possibilité de réaliser ses aspirations.



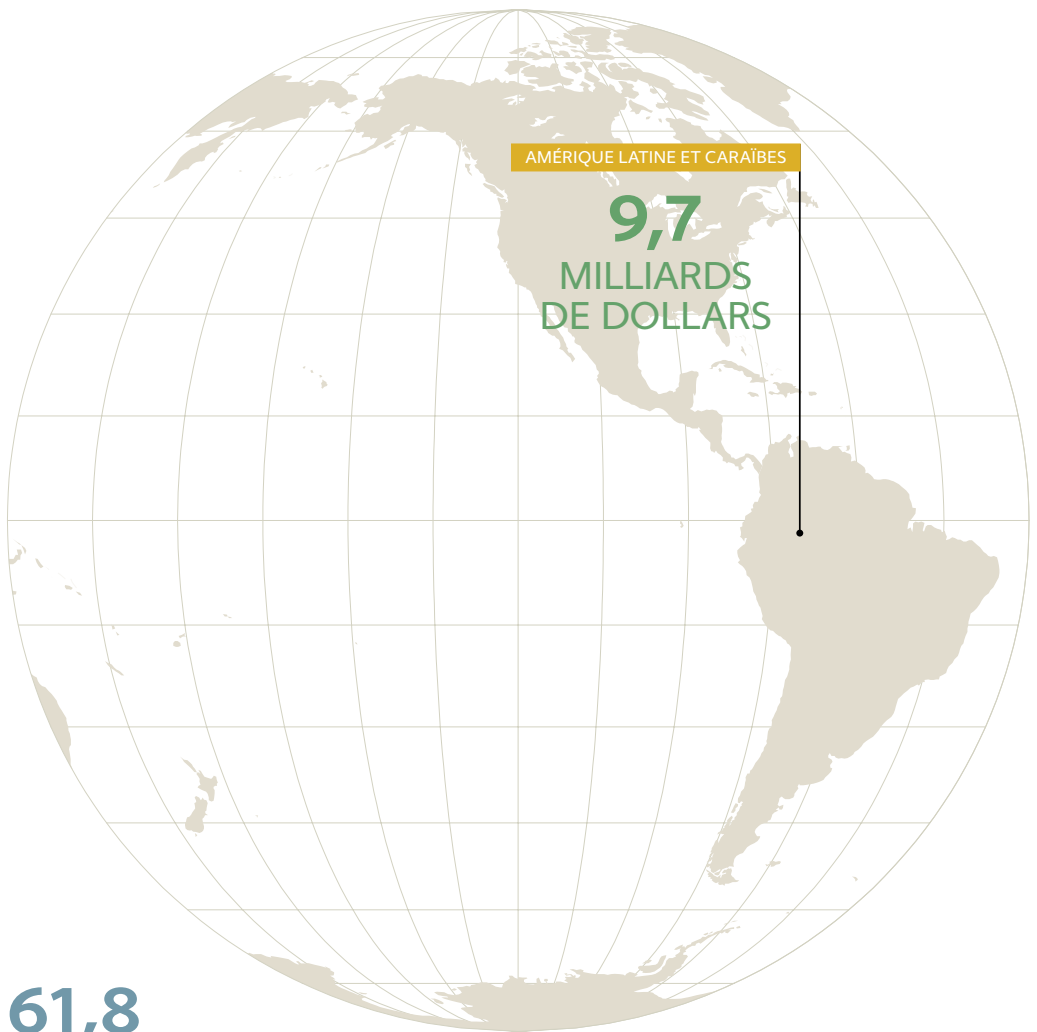
**JIM YONG KIM**

*Président du Groupe de la Banque mondiale  
et Président du Conseil des Administrateurs*



## Engagements mondiaux

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'apporter une aide importante aux pays en développement durant l'exercice écoulé, et l'institution s'est attachée à obtenir des résultats plus rapidement, se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires et apportant des solutions de niveau mondial à des problèmes locaux.

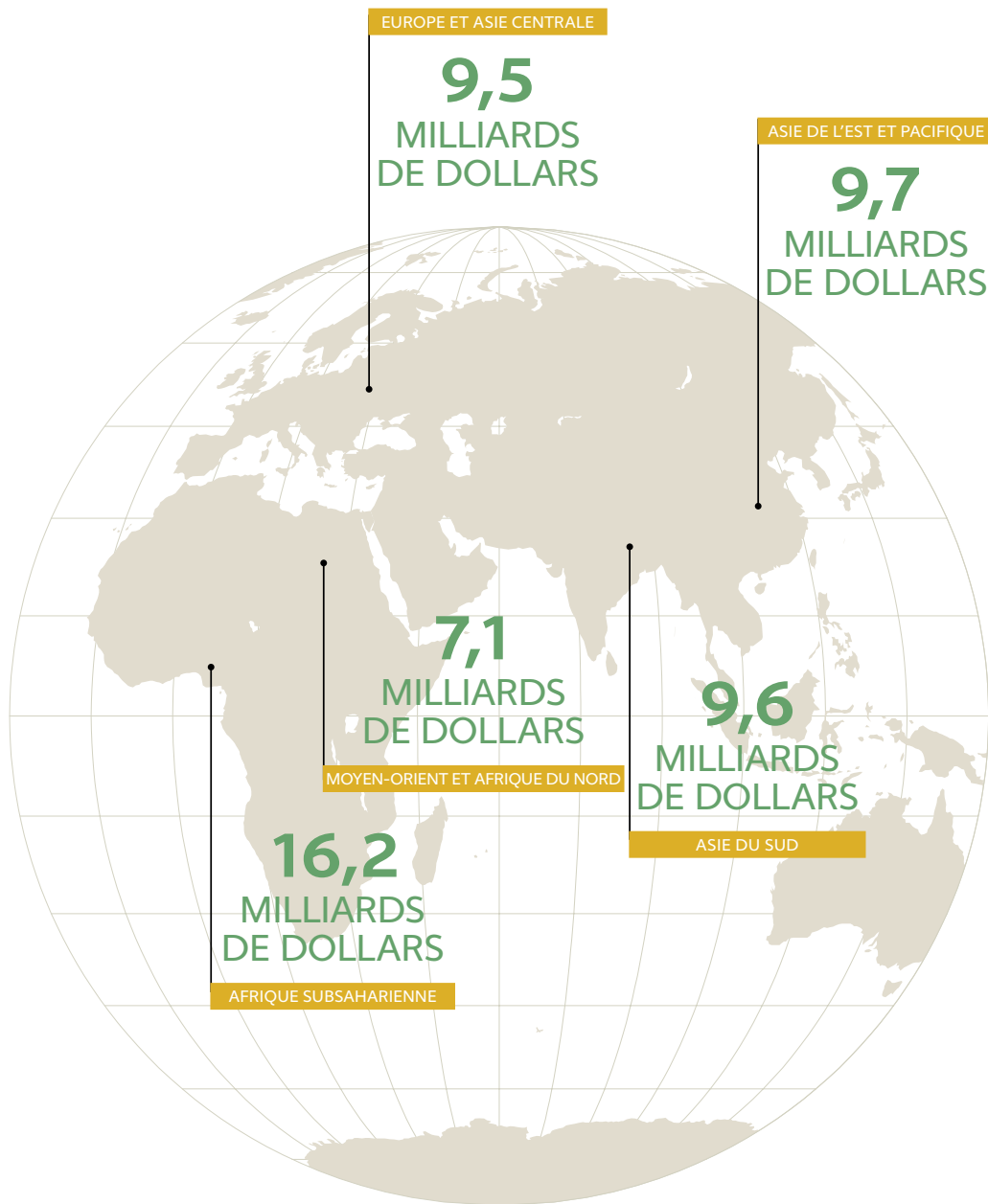


de prêts, dons, prises de participation  
et garanties en faveur de pays  
partenaires et d'entreprises privées.

*Le montant total inclut les projets multirégionaux et mondiaux. La répartition par région reflète la classification des pays par la Banque mondiale.*







# Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale à ses pays partenaires

PAR EXERCICE, EN MILLIONS DE DOLLARS

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE</b>					
Engagements <sup>a</sup>	50 232	58 190	59 776	64 185	61 783
Décaissements <sup>b</sup>	40 570	44 398	44 582	49 039	43 853
<b>BIRD</b>					
Engagements	15 249	18 604	23 528	29 729	22 611
Décaissements	16 030	18 761	19 012	22 532	17 861
<b>IDA</b>					
Engagements	16 298	22 239	18 966	16 171	19 513 <sup>c</sup>
Décaissements	11 228	13 432	12 905	13 191	12 718 <sup>c</sup>
<b>IFC</b>					
Engagements <sup>d</sup>	11 008	9 967	10 539	11 117	11 854
Décaissements	9 971	8 904	9 264	9 953	10 355
<b>MIGA</b>					
Émissions brutes de garanties	2 781	3 155	2 828	4 258	4.842
<b>Fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires</b>					
Engagements	4 897	4 225	3 914	2 910	2 962
Décaissements	3 341	3 301	3 401	3 363	2 919

- a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Étant donné que les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobent tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.
- b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.
- c. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.
- d. Engagement à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

# Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions qui partagent la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

## **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)**

Accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.

## **L'Association internationale de développement (IDA)**

Accorde des prêts sans intérêt, ou crédits, et des dons aux gouvernements des pays les plus pauvres.

## **La Société financière internationale (IFC)**

Fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.

## **L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)**

Fournit des assurances contre les risques politiques et des services de rehaussement du crédit pour les investisseurs et les prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes

## **Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)**

Fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements.



## Message du Conseil des Administrateurs

Au cours de l'exercice 17, le Conseil des Administrateurs, dont la nouvelle session a démarré en novembre 2016, s'est appuyé sur son travail antérieur pour définir l'orientation stratégique du Groupe de la Banque mondiale. Ce travail a consisté notamment à mettre en œuvre de la Vision d'avenir du Groupe de la Banque à l'horizon 2030 (baptisée *Forward Look*) ; poursuivre l'examen des besoins financiers du Groupe de la Banque ; et élaborer des options pour rééquilibrer la répartition du capital de l'institution, en se fondant sur l'accord conclu durant l'exercice précédent pour la Formule dynamique de l'ajustement des droits de vote des pays membres. Chacun de ces axes de travail continuera d'être prioritaire au cours de l'exercice à venir.

### Points saillants du travail du Conseil des Administrateurs au cours de l'exercice 17

La collaboration entre la direction et le Conseil sur la formulation de la Vision d'avenir du Groupe de la Banque mondiale a permis aux actionnaires de s'accorder sur la marche à suivre par l'institution pour réaliser ses deux objectifs et soutenir le programme de développement à l'horizon 2030.

Les discussions sur les progrès accomplis par rapport aux engagements pris au titre de la Vision d'avenir et les orientations données à la direction sur la marche à suivre pour atteindre les objectifs du Groupe de la Banque ont été soutenues par les accords conclus dans le cadre de la 18<sup>e</sup> Reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-18), la stratégie à long terme 3.0 de la Société financière internationale (IFI), l'approche en « cascade » pour mobiliser les financements privés, le Mécanisme de réponse aux crises de l'IDA et le Guichet de promotion du secteur privé, les programmes visant à rendre la Banque plus souple et à simplifier ses procédures, la Stratégie de gestion des ressources humaines, et la stratégie du Groupe de la Banque pour la période couverte par les exercices 18-20, et les perspectives concernant les activités de l'institution.

En soutien à ces engagements, le Conseil a également fourni des orientations sur des questions importantes telles que les résultats et la performance, les fiches de performance institutionnelles, la stratégie en matière de genre, le Plan d'action sur le changement climatique, le plan d'action pour la gestion des connaissances, le Mécanisme de financement complémentaire, la mobilisation des ressources intérieures et les flux financiers illicites, le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu, la sortie des



**Debout (de gauche à droite) :** Andrei Lushin, Fédération de Russie ; Hervé de Villeroché, France ; Omar Bougara, Algérie ; Frank Heemskerk, Pays-Bas ; Subhash Chandra Garg, Inde ; Daniel Pierini, Argentine (suppléant) ; Otaviano Canuto, Brésil ; Jean-Claude Tchatchouang, Cameroun (suppléant) ; Andin Hadiyanto, Indonésie ; Werner Gruber, Suisse ; Fernando Jiménez Latorre, Espagne ; Juergen Zattler, Allemagne ; David Kinder, Royaume-Uni (suppléant) ; Christine Hogan, Canada ; Patrizio Pagano, Italie.

**Assis (de gauche à droite) :** Bongli Kunene, Afrique du Sud ; Jason Allford, Australie ; Andrew N. Bvumbe, Zimbabwe ; Khalid Alkhudairy, Arabie saoudite ; Merza Hasan, Koweït (doyen) ; Susan Ulbaek, Danemark ; Kazuhiko Koguchi, Japon ; Yingming Yang, Chine ; Karen Mathiasen, États-Unis ; Franciscus Godts, Belgique.

petits États du régime de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'intensification des opérations axées sur l'énergie solaire, les stratégies de gestion de la dette publique, et les migrations et le développement. Le Conseil a par ailleurs examiné les quatre rapports phares ci-après publiés par l'institution : *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality (Pauvreté et prospérité partagée 2016 : s'attaquer aux inégalités)* ; *Rapport sur le développement dans le monde 2017 : la gouvernance et la loi* ; *Global Economic Prospects (Perspectives économiques mondiales)* ; et *Doing Business 2017 : égalité des chances pour tous*.

## Points saillants du travail des comités du Conseil

Le Comité d'audit a étudié plusieurs propositions pour renforcer l'assise financière de la BIRD, de l'IDA et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Ces propositions ont été présentées notamment dans les documents suivants : *Implementation of IDA's Hybrid Financial Model (Application du modèle financier hybride de l'IDA)* ; *Operationalizing the IDA18 IFC-MIGA Private Sector Window (Modalités pour rendre opérationnel le Guichet de promotion du secteur privé d'IFC et de la MIGA établi dans le cadre d'IDA-18)* ; *Increasing the Frequency of Variable Spread Reset for IBRD IFLs (IBRD Flexible Loans) (Accroissement de la fréquence de réajustement des spreads variables des prêts flexibles de la BIRD)* ; *Amendments to the General Investment Authorizations of the Bank and the Association (Modification du pouvoir général de placement de la Banque et de l'Association)* ; *Proposed Amendments to MIGA's Guarantee Capacity and Portfolio Reinsurance Limit (Proposition de modification de la capacité et de la limite du portefeuille de réassurances de la MIGA)* ; et *Revised Equity Management Framework (Cadre révisé de gestion des fonds propres)*. Le Comité d'audit s'est également penché sur les propositions visant à renforcer la gestion des risques, le dispositif de contrôle interne et l'intégrité institutionnelle du Groupe de la Banque.

Le Comité du budget a prêté son concours à la mise en œuvre satisfaisante du processus annuel de budgétisation en veillant à ce que l'allocation des ressources obéisse

aux principes de l'alignement stratégique, de la viabilité budgétaire et de l'accent mis en permanence sur l'efficacité. Il a aussi fourni des orientations sur la viabilité financière des institutions qui forment le Groupe de la Banque, l'Examen des dépenses du Groupe de la Banque et d'autres mesures d'économie.

Le Comité pour l'efficacité du développement s'est penché sur les questions relatives à l'orientation stratégique du Groupe de la Banque. Il a examiné la qualité des opérations financées par la Banque, ainsi que la modernisation et la mise en œuvre du Cadre environnemental et social de la Banque mondiale, les premières évaluations du Programme pour les résultats et des Cadres de partenariat-pays, et les initiatives de simplification.

Se fondant sur l'accord sur la Formule dynamique conclu lors des Assemblées annuelles de 2016, le Comité des questions administratives concernant la gouvernance et les Administrateurs a travaillé sur le rééquilibrage de la répartition du capital dans le cadre de l'Examen de la répartition du capital.

Le Comité des ressources humaines a examiné diverses activités ayant trait à la stratégie du Groupe de la Banque en matière de ressources humaines. Il s'est notamment penché sur les plans de carrière ; le travail dans les zones en situation de fragilité, de conflit ou de violence ; les traitements ; l'éthique et le système de justice interne ; la planification des effectifs ; la diversité et l'inclusion ; et l'enquête sur l'engagement des employés.

## Soutenir les opérations dans les zones sensibles

Les Administrateurs ont approuvé des opérations ou des mécanismes de financement en réponse à des situations de crise, notamment pour l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Libéria, la Sierra Leone, la République du Yémen, le Soudan du Sud et le Tchad, au moyen d'engagements axés sur la famine et les crises en Afrique et au Moyen-Orient, de la Plateforme mondiale d'intervention en cas de crise et du Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

Les Administrateurs se rendent périodiquement dans les pays membres pour apprécier par eux-mêmes les difficultés économiques et sociales des pays, observer le déroulement des projets financés par la BIRD et l'IDA, et discuter avec les responsables gouvernementaux de la collaboration avec le Groupe de la Banque. Durant l'exercice 17, ils se sont rendus en Albanie, en Algérie, en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Kosovo, au Maroc et en Serbie.

Le Conseil a par ailleurs examiné le rapport du Groupe indépendant d'évaluation sur les résultats et les performances du Groupe de la Banque mondiale, intitulé *Results and Performance of the World Bank Group 2016*, et les rapports du Panel d'inspection concernant le Kenya, le Kosovo et l'Ouganda.

Dans l'ensemble, au cours de l'exercice 17, le Conseil a approuvé des aides financières s'élevant à 42,1 milliards de dollars à travers 383 opérations, dont 22,6 milliards de prêts de la BIRD et 19,5 milliards de dollars d'appui de l'IDA. Les Administrateurs ont également examiné 51 produits de la collaboration avec les pays. Le Conseil a approuvé le budget administratif de la Banque mondiale, qui s'établit à 2,6 milliards de dollars pour l'exercice 18.

## Présentation des Administrateurs de la Banque mondiale

Les 25 Administrateurs du Conseil permanent, représentant les 189 pays membres de la Banque mondiale, sont responsables de la conduite des opérations générales de la Banque mondiale, fonction qu'ils exercent en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. Les Administrateurs choisissent le Président du Conseil. La durée du mandat du Conseil actuel va de novembre 2016 à octobre 2018.

## Donner une orientation à l'organisation

Les Administrateurs ont pour mission importante de guider les opérations générales et de définir l'orientation stratégique de l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, représentant les points de vue des pays membres sur le rôle de la Banque. Ils statuent sur les projets de prêts, de crédits, de dons et de garanties de la BIRD et de l'IDA proposés par le Président, ainsi que sur les nouvelles politiques, le budget administratif et d'autres questions opérationnelles ou financières. Ils examinent également les Cadres de partenariat-pays — principal outil utilisé par la direction et le Conseil pour étudier et guider la collaboration du Groupe de la Banque avec les pays clients et l'appui apporté aux programmes de développement. En outre, les Administrateurs sont chargés de présenter au Conseil des Gouverneurs les comptes vérifiés, un budget administratif et le Rapport annuel de la Banque mondiale.

## Organisation du travail du Conseil

Le Conseil compte cinq comités permanents et un comité ad hoc. Les Administrateurs siègent à un ou plusieurs de ces comités, qui aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à un examen attentif des politiques et des pratiques de l'institution. Le Comité directeur des Administrateurs, auquel siègent tous les Administrateurs, se réunit deux fois par mois pour examiner le programme de travail stratégique du Conseil.

Par l'intermédiaire de ses comités, le Conseil entretient un dialogue sur l'efficacité des activités de la BIRD et de l'IDA avec le Panel d'inspection et le Groupe indépendant d'évaluation, qui rendent compte directement au Conseil.

**FIGURE 1 Les comités du Conseil des Administrateurs**



Pour en savoir plus sur le Conseil des Administrateurs, rendez-vous sur le site [worldbank.org/boards](http://worldbank.org/boards).

## Message de la Directrice générale de la Banque mondiale

Je reviens à la Banque mondiale après sept années d'absence durant lesquelles le monde a connu de nombreuses mutations. Les nouvelles technologies donnent accès à des informations et à des services qui peuvent stimuler le développement et contribuer à préserver l'environnement. Mais les chocs d'envergure mondiale — d'ordre économique, environnemental et politique — sont plus fréquents et sévères. La vitesse des mutations met à l'épreuve notre capacité à remplir notre mission. Cette situation impose davantage à la Banque mondiale d'être une institution souple pour ceux dont elle est au service afin de renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation au changement.

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque mondiale a poursuivi les efforts qu'elle déploie pour rester à la hauteur des exigences du programme de développement durable à l'horizon 2030 et jouer un rôle central dans l'architecture financière mondiale comme l'imaginent ses parties prenantes.

Premièrement, nous avons répondu aux attentes de tous nos pays clients — toutes catégories de revenu confondues — qui comptent sur nos compétences et nos ressources financières pour relever efficacement les défis de développement auxquels ils se heurtent. Forte de la portée mondiale de son action et de sa grande expérience des pays, la Banque est appréciée comme partenaire de confiance. Durant l'exercice 17, la Banque mondiale a engagé 42,1 milliards de dollars, dont 22,6 milliards de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et 19,5 milliards de dollars de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds pour les pays les plus pauvres. La BIRD a continué d'aider les pays clients à surmonter leurs défis de développement les plus pressants tout en préservant son solide bilan financier. Les ressources de l'IDA-17 ont été engagées dans leur totalité, et l'institution est prête pour la mise en œuvre d'IDA-18, dont le montant est beaucoup plus élevé grâce au soutien des partenaires donateurs.

À l'avenir, nous poursuivrons nos activités dans un contexte de ressources limitées face à une forte demande de nos services. Nous ne ménagerons aucun effort pour assurer un déploiement stratégique de nos ressources à l'appui d'activités qui bénéficient le plus à nos clients.

Deuxièmement, nous avons continué de montrer le chemin sur des questions d'envergure mondiale, notamment la famine, les déplacements forcés de populations, et la préparation aux pandémies. Nous élargissons notre présence dans les zones fragiles pour renforcer notre action : nous avons réagi à la crise de la famine en mobilisant 1,8 milliard de dollars ; le Mécanisme mondial de financement concessionnel a mis 1 milliard de dollars à la disposition des pays à revenu intermédiaire confrontés au problème de la fragilité ; et dans le cadre d'IDA-18, nous allons affecter 14 milliards de dollars à des opérations axées sur la fragilité, le conflit et la violence et 2 milliards de dollars à l'aide aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent. Nous nous employons par ailleurs à apporter des solutions financières innovantes face aux défis de développement les plus épineux du monde. Dans le cadre des efforts que nous déployons pour aider les pays à faible revenu à prévenir les pandémies et à s'y préparer, nous avons émis le tout premier instrument d'assurance ayant permis de fournir une couverture de 500 millions de dollars contre les éclosions de maladies les plus susceptibles d'entraîner une pandémie de grande envergure.

Enfin, comme l'a souligné le Président, dans l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale, nous nous attachons à mobiliser des volumes plus importants de financements privés, qui aideraient à porter au maximum les financements à l'appui du développement d'une manière responsable sur le triple plan fiscal, environnemental et



social. Stimuler la croissance économique et créer des emplois sont des priorités essentielles, et aider les entreprises dirigées par des femmes à donner leur pleine mesure y contribue. Avec une coalition de partenaires, nous avons lancé l'Initiative pour le financement des femmes entrepreneurs, qui devrait permettre de mobiliser plus d'un milliard de dollars pour aider les femmes à accéder à des capitaux et à de l'assistance technique pour leurs entreprises.

Pour entretenir cette dynamique, la Banque mondiale devra continuer d'améliorer son modèle économique de manière à être encore plus agile et à adapter plus facilement ses méthodes de travail. Obtenir des résultats dans un environnement qui ne cesse d'évoluer tout en promouvant les normes et la qualité de la Banque exige que nous fassions preuve de souplesse et de créativité. Nous promouvons une culture qui fait une plus grande place à l'innovation, l'autonomisation et la responsabilisation. Notre programme qui vise à rendre la Banque souple permet de mettre à l'essai et de poursuivre à grande échelle des mesures destinées à améliorer les méthodes opérationnelles afin d'aider les équipes à obtenir de meilleurs résultats et à les pérenniser. Ces mesures incluent la réduction de la paperasserie et l'allégement des formalités administratives, l'adoption d'un modèle axé sur les risques et le recours à des produits et services innovants pour mieux répondre aux besoins des clients. Les réactions favorables et l'engagement observés à travers l'institution sont pour moi une source d'inspiration.

Le personnel de Banque mondiale, qui se dévoue à sa mission, accomplit tous les jours un excellent travail, souvent sous la pression et dans des environnements complexes et parfois pleins de risques. Ce rapport annuel présente des exemples de moyens mis en œuvre récemment par la Banque mondiale pour accompagner les pays dans leur marche vers le progrès, qu'il s'agisse des 690 000 enfants auxquels une seconde chance est donnée de s'instruire grâce à de nouvelles écoles au Bangladesh, du programme de protection sociale qui a aidé plus de 350 000 personnes à faire face à la sécheresse et à l'insécurité alimentaire à Madagascar, ou de la mise en place d'installations améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans plus de 11 500 villages ruraux en Indonésie.

Je suis très fière des résultats obtenus par le personnel de la Banque mondiale. Je suis tout aussi fière de la direction de l'institution qui a veillé à ce que nous puissions réaliser cette performance remarquable. Les mutations qu'a connues le monde récemment ont engendré des défis nouveaux et complexes. Nous devons œuvrer sans relâche pour les relever et je me réjouis à la perspective d'y travailler justement avec vous tous.



**KRISTALINA GEORGIEVA**

*Directrice générale de la Banque mondiale*





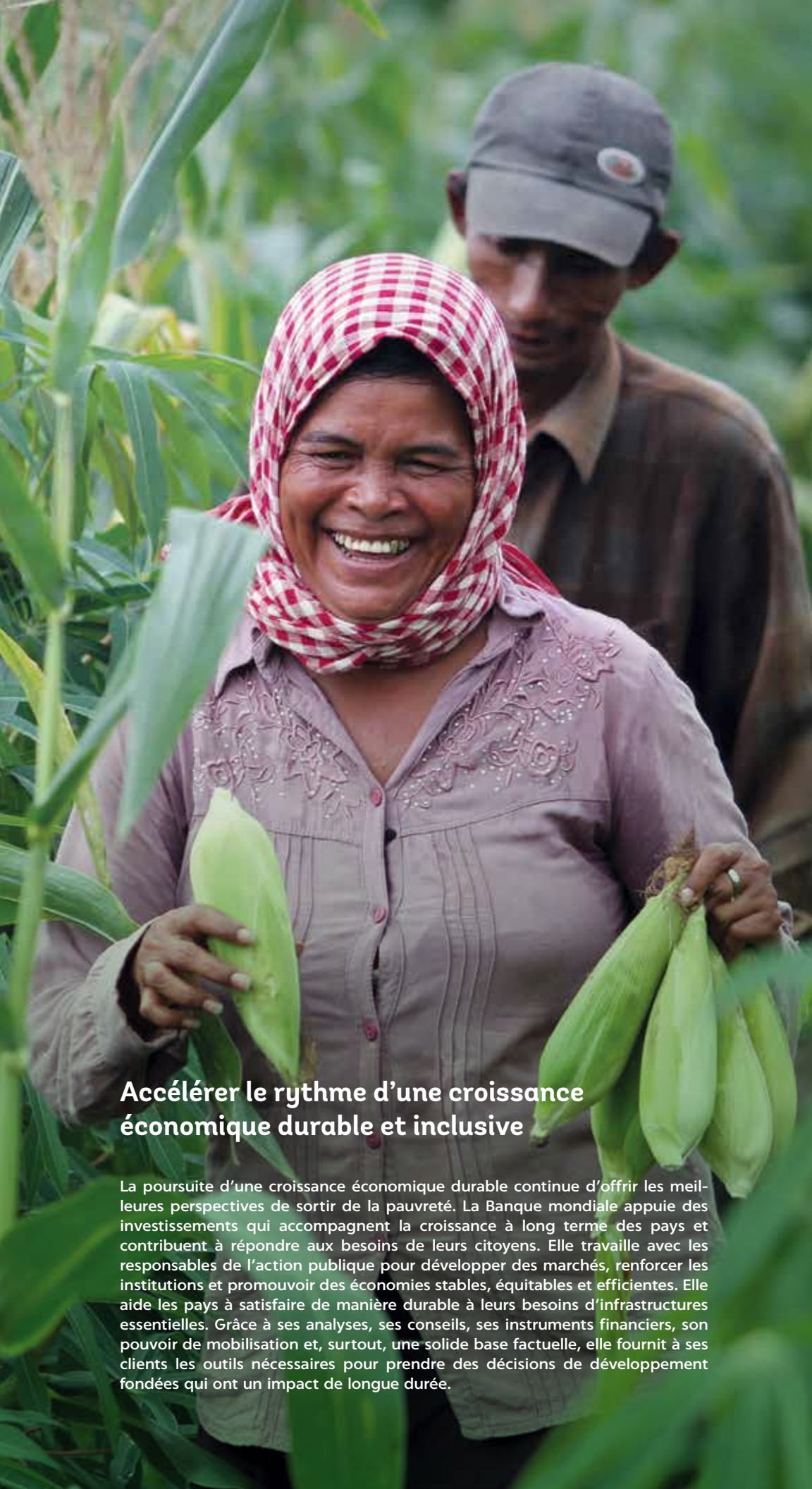


## Aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement prioritaires

Pour parvenir à mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, la Banque mondiale doit collaborer avec les pays pour les aider à atteindre leurs objectifs de développement prioritaires. Cela exige, à l'évidence, des ressources financières. Il faut aussi toutefois disposer de données et d'éléments probants et savoir comment utiliser au mieux ces informations pour promouvoir le développement. Il est enfin nécessaire de s'engager sur une longue période pour suivre le déroulement des investissements, de leur conception à leur achèvement.

La Banque mondiale apporte tous ces éléments — financements, savoirs, expérience et détermination — aux pays avec lesquels elle collabore, qui aspirent à développer leur économie et à améliorer les opportunités offertes aux membres de leur population. Grâce à ses 189 pays membres, cette institution a une envergure mondiale sans égale qui lui permet de travailler dans tous les pays et sur tous les continents. Elle utilise son pouvoir de mobilisation pour permettre aux pays en développement de mieux se faire entendre en organisant des réunions entre les dirigeants internationaux, nationaux et locaux et les parties prenantes pour partager des connaissances, tirer parti des relations établies et forger des partenariats pour parvenir à des solutions. Elle propose aux pays une large gamme de produits financiers, de services d'assistance technique et de soutien qui leur permettent de mettre à profit des connaissances acquises dans le monde entier pour surmonter les défis auxquels ils sont confrontés. En collaborant avec les pays à la mise en œuvre de projets de développement de longue durée, elle contribue non seulement à assurer des perspectives de croissance, mais aussi à inscrire cette dernière dans la durée.

Les activités poursuivies par la Banque mondiale avec les pays sont guidées par trois objectifs prioritaires : accélérer le rythme d'une croissance économique durable et inclusive ; investir dans la population pour accroître le capital humain ; et promouvoir la résilience aux chocs et aux menaces d'envergure mondiale. En travaillant dans des secteurs interconnectés avec une gamme de plus en plus diversifiée de partenaires, la Banque s'emploie à améliorer les perspectives économiques des pays et des populations du monde entier.



## Accélérer le rythme d'une croissance économique durable et inclusive

La poursuite d'une croissance économique durable continue d'offrir les meilleures perspectives de sortir de la pauvreté. La Banque mondiale appuie des investissements qui accompagnent la croissance à long terme des pays et contribuent à répondre aux besoins de leurs citoyens. Elle travaille avec les responsables de l'action publique pour développer des marchés, renforcer les institutions et promouvoir des économies stables, équitables et efficaces. Elle aide les pays à satisfaire de manière durable à leurs besoins d'infrastructures essentielles. Grâce à ses analyses, ses conseils, ses instruments financiers, son pouvoir de mobilisation et, surtout, une solide base factuelle, elle fournit à ses clients les outils nécessaires pour prendre des décisions de développement fondées qui ont un impact de longue durée.

## **Privilégier des sources d'énergie à faible teneur en carbone**

Les pays ont absolument besoin d'avoir accès à des sources d'énergie modernes, fiables et d'un coût abordable pour répondre à leurs besoins de développement, mais il leur faut aussi utiliser ces sources de manière durable. La Banque mondiale collabore avec les autorités publiques pour fournir un accès à des énergies économes en carbone qui sont adaptées aux circonstances particulières de chaque pays, et notamment à des énergies renouvelables comme l'énergie solaire. Elle accorde, par exemple, des financements à hauteur de plus de 1 milliard de dollars au titre de projets d'énergie solaire en Inde, tels qu'une initiative portant sur des systèmes solaires de toiture qui permettra à des millions de personnes d'avoir l'électricité. Grâce à des systèmes hors réseau, plus d'un million de ménages éthiopiens ont accès à l'électricité, essentiellement au moyen de lanternes solaires et de systèmes d'énergie solaire à usage domestique. Les réseaux intelligents accroissent l'adoption d'énergies renouvelables en Turquie, en Ukraine et au Viet Nam. Des outils d'analyse complets — comme le rapport intitulé *Regulatory Indicators for Sustainable Energy (RISE)*, qui évalue les politiques des pays et le soutien réglementaire apporté par ces derniers aux énergies renouvelables — aident les autorités publiques à formuler des politiques qui attirent les investissements du secteur privé et à suivre les progrès accomplis en direction de la fourniture d'un accès à l'énergie à toute la population.

## **Assurer une alimentation en eau potable et des services d'assainissement à tous**

La Banque mondiale, qui est la plus importante source multilatérale de financement du secteur de l'eau dans les pays en développement, est déterminée à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires pour concrétiser la vision de « l'approvisionnement en eau de tous les êtres humains ». À cette fin, elle privilégie la viabilité des investissements dans le secteur de l'eau et soutient les financements qui donnent lieu à la mobilisation de capitaux privés pour promouvoir la réalisation de l'objectif consistant à assurer à tous des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement. Les activités en ce domaine appuient un accès inclusif aux avantages procurés par l'eau, une gestion institutionnelle équitable des ressources en eau et le renforcement de la résilience pour aider les pays à faire face aux répercussions des chocs extérieurs sur l'eau. Au Bangladesh, par exemple, un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zones rurales a permis à près de 1,2 million de personnes d'obtenir accès à des sources d'eau améliorées et à des latrines hygiéniques. La fourniture d'eau et de services d'assainissement est indissociable d'une gestion durable et sûre des ressources en eau. La Banque mondiale a, conjointement aux Nations Unies, convoqué un Panel de haut niveau sur l'eau résolu à assurer la mise en valeur des ressources en eau et, en septembre 2016, a publié un plan d'action qui contribuera à assurer la disponibilité et une gestion durable des ressources en eau et des services d'assainissement au profit de tous.

## **Tirer profit des technologies numériques**

Les technologies numériques transforment rapidement la manière dont les particuliers, les entreprises et les autorités publiques communiquent, procèdent à des transactions et obtiennent des services et des informations. L'économie numérique est devenue un facteur déterminant de la croissance, des investissements et de la création d'emplois, de sorte qu'il est important pour les entreprises traditionnelles d'adopter les technologies sur lesquelles elle repose pour améliorer leur productivité et trouver de nouveaux débouchés. La Banque mondiale apporte un appui aux pays et à leurs citoyens pour les aider à tirer parti de ces opportunités. Son appui favorise, notamment, l'octroi d'un accès à l'Internet à un coût abordable aux plus de 4 milliards de personnes qui ne sont toujours pas connectées, le développement de l'infrastructure numérique ainsi que la constitution de compétences numériques et la mise en place des institutions nécessaires à la participation à cette nouvelle économie. En octobre 2016, la Banque a forgé un nouveau partenariat pour le développement numérique avec des participants du secteur public et du secteur privé dans le but de concrétiser dans des opérations les leçons tirées du *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : les dividendes du numérique*. Le partenariat aidera à combler le fossé numérique mondial et, ainsi, à garantir que tous les habitants de la planète peuvent bénéficier des avantages économiques et sociaux procurés par la connectivité. Le Programme régional d'infrastructure de communication financé par l'IDA fournit un appui à neuf pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe qui ont sensiblement élargi l'accès à l'Internet, amélioré la qualité de

la connectivité internationale et abaissé son coût de jusqu'à 90 % en procédant à des réformes axées sur la concurrence du marché et en investissant dans les infrastructures de réseau sur des milliers de kilomètres.

### **Promouvoir la croissance en améliorant l'interconnexion des moyens de transport**

Les moyens de transport assurent la circulation des personnes, des marchandises et des idées dans le monde entier, et améliorent l'accès à des opportunités économiques, notamment l'emploi. Ils contribuent aussi très largement à promouvoir l'inclusion sociale. Les routes rurales peuvent donner aux collectivités isolées accès à une myriade de possibilités, tandis que les transports urbains qui desservent les quartiers pauvres donnent aux habitants de ces derniers la possibilité de se rendre à leur travail à un coût raisonnable. Pour que ces avantages perdurent, il faut s'employer à atténuer les effets du changement climatique dans le secteur — auquel sont imputables 23 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie — en favorisant le développement de réseaux de transports efficaces et à faible intensité de carbone. À Dar es-Salaam (Tanzanie), par exemple, un crédit de l'IDA de 225 millions de dollars et un crédit du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA de 200 millions de dollars financent l'expansion du système urbain de transport rapide par bus. La première phase de ce système permet déjà de réduire le coût des déplacements des usagers et la durée de leur trajet en leur faisant gagner jusqu'à 90 minutes par jour.

### **Forger des partenariats avec le secteur privé dans le domaine des infrastructures**

La Banque mondiale est déterminée à aider les pouvoirs publics à prendre des décisions éclairées pour améliorer l'accès à des services d'infrastructure durables et de qualité, notamment, lorsque cela est justifié, en ayant recours à des partenariats public-privé. Durant l'exercice, elle a poursuivi plusieurs initiatives dans le but d'appuyer la prise de décisions judicieuses concernant des projets d'infrastructure par les responsables de l'action publique, souvent en collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD) ou partenaires de développement. En avril 2017, le deuxième Forum mondial sur les infrastructures s'est déroulé sur le thème de la mise en place d'infrastructures durables pour tous. Des participants représentant différentes BMD, le G-20 (Groupe des 20), des pays clients, la société civile et le secteur privé ont examiné comment les BMD pourraient le mieux collaborer avec les pays et le secteur privé pour créer des marchés de projets d'infrastructure. L'accent a aussi été mis sur l'importance revêtue par l'élargissement de la base de connaissances.

En collaboration avec des partenaires de la communauté multilatérale de développement, la Banque a publié une mise à jour en ligne du manuel de référence sur les partenariats public-privé intitulé *Public-Private Partnerships: Reference Guide*, auquel ont participé de nouveaux auteurs et qui couvre de nouveaux thèmes allant des questions environnementales et sociales à l'atténuation des risques et au rehaussement du crédit. Le Mécanisme mondial de financement des infrastructures — partenariat établi pour développer le marché du financement privé des infrastructures dans les pays émergents — a franchi une étape importante puisqu'il appuie à présent 20 projets d'investissement, et pourrait, globalement, stimuler la mobilisation de 13 milliards de dollars de financements aux conditions du marché.

### **Stimuler l'agriculture pour créer des emplois**

Environ 80 % des habitants extrêmement pauvres du monde vivent en zone rurale et sont largement tributaires de l'agriculture pour assurer leur survie. Étant donné que le système alimentaire fournit actuellement plus d'emplois que tout autre secteur dans de nombreux pays, stimuler l'agriculture peut être l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la pauvreté. Depuis près de 10 ans, le Projet de préservation des moyens de subsistance en milieu rural de l'État du Bihar (Inde), également appelé « JEEVIKA », qui bénéficie d'un soutien de la Banque, améliore les conditions de vie de plus de 1,8 million de femmes appartenant à des ménages ruraux de cet État. Le projet a permis de mettre en place des « guichets uniques » agricoles qui donnent accès aux agriculteurs à des crédits, des intrants, des formations agricoles et des stages pratiques. L'élevage de volailles de basse-cour, la formation laitière, l'aide à la commercialisation des produits et d'autres interventions axées sur les moyens de subsistance ont contribué à accroître les revenus annuels de 30 %.

## Attirer des financements du secteur privé dans les contextes les plus difficiles

L'aide publique au développement (APD) — qui recouvre les financements publics destinés à promouvoir le développement — ne suffit pas, d'une année sur l'autre, à répondre aux besoins de financement du développement à l'échelle mondiale. Il importe donc de repenser de fond en comble la façon de financer ce dernier. La Banque mondiale transforme la manière dont une APD de montant limité peut être utilisée au mieux pour catalyser des financements privés. À cette fin, elle encourage la poursuite de réformes du secteur public en amont, recherche les domaines dans lesquels le secteur privé peut, seul, financer le développement, et exploite de nouveaux instruments de financement concessionnel.

Le nouveau Guichet de promotion du secteur privé (PSW) de la Société financière internationale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements est l'un de ces instruments mis en place dans le cadre de la 18<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-18). Il permettra d'utiliser les fonds propres de l'IDA à hauteur de 2,5 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour mobiliser au moins 6 à 8 milliards de dollars de nouveaux investissements privés dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles. Il est nécessaire, pour mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, d'accroître le volume des investissements privés dans les pays à faible revenu. Pour y parvenir dans les pays IDA — en particulier les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence — l'apport de financements concessionnels par le biais du Guichet de promotion du secteur privé peut constituer un soutien essentiel à la réalisation d'investissements pionniers sur des marchés difficiles et contribuer à la poursuite des projets à l'échelle requise en attirant des financements privés supplémentaires.

Il est essentiel de promouvoir de nouveaux partenariats pour contrer les obstacles à l'investissement dans les pays IDA. Le Forum sur le financement du développement — manifestation de premier plan organisée chaque année par le Groupe de la Banque mondiale — qui s'est tenu cette année à Accra (Ghana), a été consacré à la mobilisation de l'investissement privé en Afrique. Ce forum a essentiellement porté sur le recours au Guichet de promotion du secteur privé et à d'autres mécanismes pour faire face aux difficultés persistantes que pose la mobilisation de financements privés. Les entrepreneurs, les investisseurs, les ministres, les organisations non gouvernementales, les banques multilatérales de développement et d'autres praticiens du développement ont conjointement élaboré des démarches conçues pour attirer des investissements privés dans les contextes les plus difficiles.

Les activités de formation professionnelle ont permis d'améliorer les perspectives d'emploi de plus de 29 000 jeunes ruraux. Le projet a également permis d'autonomiser les femmes et les groupes marginalisés en leur donnant accès aux institutions publiques et à des services financiers et d'octroyer des crédits d'un montant total de 98 millions de dollars, et a aidé les ménages à épargner plus de 22,5 millions de dollars.

## Renforcer la protection des ressources naturelles

Les ressources naturelles s'épuisent rapidement. Les coûts engendrés par leur rareté grandissante sont fort considérables. Grâce à l'établissement de comptes de capital naturel, la Banque mondiale aide ses clients à mieux gérer ces actifs qui constituent, globalement, environ 36 % du patrimoine total des pays en développement. Les efforts de protection de la viabilité environnementale soutiennent une solide gouvernance des ressources marines et côtières en fournissant un appui à la pêche et à l'aquaculture durables, à l'établissement de zones côtières et marines protégées et à la lutte contre la pollution des océans. Au Pérou, par exemple, une série de prêts à l'appui de la politique de développement environnemental a permis d'améliorer la viabilité des stocks d'anchois grâce à l'instauration d'un système de quotas. Les pêcheurs obtiennent de ce fait des prix plus élevés pour les anchois qu'ils ont pêchés, et les sociétés de pêche commerciale investissent dans des activités plus durables.

## Promouvoir l'investissement par le biais de réformes conçues pour atténuer les risques

La réduction des risques perçus ou réels auxquels sont confrontés les investisseurs dans les domaines macroéconomiques, commerciaux et financiers est une condition nécessaire à l'établissement de marchés pouvant attirer les investissements requis pour créer des opportunités. En République arabe d'Égypte, par exemple, la Banque mondiale a accordé une série de prêts à l'appui de la politique de développement pour financer un programme de réformes qui aide le pays à se remettre d'une phase de repli des inves-

tissements. Les mesures adoptées par les pouvoirs publics ont conforté la confiance dans l'économie égyptienne et suscité l'intérêt d'investisseurs étrangers, comme en témoigne la forte augmentation des entrées en portefeuille en janvier 2007, qui se sont chiffrées à 1,2 milliard de dollars, soit un montant 10 fois plus élevé que celui enregistré ne serait-ce que quelques mois plus tôt. En Haïti, les autorités publiques ont, avec l'appui du Groupe de la Banque, obtenu des investissements qui se sont chiffrés à 203 millions de dollars ainsi qu'un soutien à la création de 15 800 emplois directs dans l'industrie de la confection de vêtements du pays. Le programme conjoint de la Banque mondiale et de la Société financière internationale (IFC) pour la promotion de l'investissement en Haïti a mobilisé des représentants de l'État, le secteur privé et des investisseurs étrangers à l'appui de stratégies de promotion et de zones économiques spéciales. Malgré un contexte local difficile, le programme a pu attirer de nouveaux investisseurs dans l'industrie de la confection de vêtements.

### **Exploiter de nouvelles sources de financement**

L'existence de marchés financiers stables et diversifiés est également essentielle à la poursuite d'une croissance inclusive et durable. Les financements bancaires à long terme se faisant de plus en plus rares, les pays doivent se tourner vers de nouvelles sources de fonds pour satisfaire à leurs besoins de développement. Durant l'exercice écoulé, la Banque mondiale a lancé, avec IFC, l'Initiative conjointe pour le développement des marchés financiers, qui favorise le développement de ces marchés dans les pays émergents en soutenant des financements liquides, diversifiés et de longue durée, ainsi que des marchés locaux dûment réglementés. Cette nouvelle initiative permettra aux pays de bénéficier d'un soutien systématique sous forme d'analyses, de conseils et de financements pour assurer le développement de leurs marchés.

### **Mobiliser les ressources intérieures pour assurer des services efficaces**

Les pays qui peuvent fournir des services efficaces se développent plus rapidement, innovent et réagissent plus promptement aux chocs internes et externes. Les autorités publiques qui n'ont pas une base de revenus suffisante éprouvent toutefois des difficultés à financer des services publics essentiels, tels que la construction de routes, les services de santé et la sécurité publique. Les travaux de recherche montrent que les pays dont les recettes fiscales représentent moins de 15 % du PIB sont en mauvaise posture en ce qui concerne la prestation de services ou la croissance économique. L'équipe de la Banque mondiale chargée des questions fiscales mondiales a redoublé d'efforts pour coordonner les travaux menés en ce domaine à l'échelle institutionnelle et poursuivre des interventions au niveau des pays. En Arménie, par exemple, la Banque aide les autorités publiques à renforcer le recouvrement des impôts pour remédier à certains revers subis durant la crise financière. À ce jour, environ 35 000 inspecteurs des finances ont été formés, environ 96 % des services fiscaux sont assurés électroniquement et le montant des impôts perçus a augmenté de 38 %.

### **Faciliter les échanges et l'intégration**

Le renforcement de l'intégration des échanges a contribué à promouvoir la croissance économique dans les pays en développement au cours des dernières décennies et, ce faisant, à permettre à des millions de personnes d'échapper à la pauvreté. La Banque mondiale collabore avec les autorités publiques à la conception et à la mise en œuvre de politiques conçues pour optimiser la compétitivité des échanges de marchandises et de services. Le Projet de facilitation du commerce dans la région des Grands Lacs soutient les échanges transfrontières entre la République démocratique du Congo et les pays voisins d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe en réduisant les coûts, le temps perdu et les tracasseries de manière à améliorer les conditions du passage des frontières par les négociants. Ce projet vise les obstacles auxquels se heurtent les petits commerçants, en particulier les femmes, dans les échanges transfrontières. Il s'emploie à améliorer les installations à terre et sur les rives des lacs et à mettre en place des systèmes pour mieux relier les agriculteurs aux marchés de la région.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/topics](http://worldbank.org/topics).





## Investir dans la population pour accroître le capital humain

Le capital humain — c'est-à-dire les compétences et les capacités collectives d'une population — est un déterminant fondamental de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. L'apport d'un soutien à l'accès de tous à des services de base de qualité, notamment dans le domaine de la santé, à des dispositifs de protection sociale si nécessaire, à des possibilités d'éducation et d'emploi et à des services financiers peut favoriser l'établissement d'un solide cadre qui permet aux individus de donner le meilleur d'eux-mêmes et aux pays d'obtenir de meilleurs résultats économiques. De fait, il a récemment été établi que les disparités entre les revenus des pays sont, pour une large part, imputables au capital humain. La Banque mondiale collabore étroitement avec les pays pour mobiliser des investissements dans le capital humain afin de promouvoir la croissance et accroître la productivité à des stades cruciaux de la vie des individus.

## **Adopter une démarche productive en procédant à des financements basés sur les résultats**

En mettant l'accent sur les investissements dans le capital humain, la Banque mondiale s'emploie à promouvoir un accès universel à des services sociaux de haute qualité par le biais de systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale responsables qui peuvent produire des résultats, en particulier pour les populations les plus pauvres du monde. De fait, plus d'un tiers des opérations consacrées par la Banque au développement humain sont à présent basées sur les résultats, les fonds n'étant décaissés que lorsque des résultats convenus au préalable ont été obtenus. Dans le secteur de la santé, plusieurs pays poursuivent systématiquement des programmes de ce type et en élargissent la portée. À titre d'exemple, au Cameroun, les projets basés sur les résultats ont permis d'accroître sensiblement les vaccinations contre les maladies de l'enfance, la vaccination des mères contre le tétanos et la couverture des méthodes modernes de planification familiale.

Dans le secteur de l'éducation, plus de 3,8 milliards de dollars ont à présent été versés sur le montant de 5 milliards de dollars de financements basés sur les résultats engagé pour une période de cinq ans par le Président de la Banque mondiale lors du Forum mondial sur l'éducation en 2015. Les projets appuyés par la Banque mondiale contribuent à améliorer les résultats scolaires. En Tanzanie, par exemple, le projet d'éducation mis en place dans le cadre du Programme pour les résultats a manifestement permis d'améliorer les acquis scolaires dans les écoles primaires. Les élèves de deuxième année peuvent maintenant, en moyenne, lire en kiswahili environ 24 mots par minute, contre 18 en 2013. Ces progrès témoignent des changements que la Banque aide les pays à réaliser pour donner accès à tous à une éducation de qualité.

## **Apporter un soutien aux enfants, aux adolescentes et aux femmes**

Il a été établi de manière irréfutable que les expériences vécues dans la petite enfance ont de profondes incidences sur le développement du cerveau, l'apprentissage, la santé, la productivité à l'âge adulte et, en fin de compte, la compétitivité économique des nations. À ce jour, toutefois, 156 millions de jeunes enfants présentent des signes de malnutrition chronique. Seulement la moitié de tous les enfants âgés de 3 à 6 ans ont accès à un enseignement préscolaire. La Banque mondiale a placé les investissements dans la petite enfance au cœur de l'action économique en collaborant avec ses partenaires pour accroître l'échelle de ces investissements dans une vingtaine de pays. En octobre 2016, le Groupe de la Banque a organisé le Sommet sur le capital humain : investir dans la petite enfance pour stimuler la croissance et la productivité, et neuf pays ont pris des engagements concrets à cette fin.

La capacité des adolescentes à promouvoir des transformations socioéconomiques est aussi clairement établie. La Banque a, pour cette raison, déclaré en 2016 qu'elle investirait 2,5 milliards de dollars sur une période de cinq ans dans des projets d'éducation qui profitent directement aux adolescentes, et elle a engagé, à ce jour, 1,8 milliard de dollars. Depuis lors, des ressources ont été engagées au profit de diverses régions, notamment le nord-est du Nigéria et la province pakistanaise du Punjab. Au Pakistan, le montant de 300 millions de dollars octroyé au titre du troisième Projet du secteur de l'éducation au Punjab permettra de financer des bons scolaires pour couvrir les frais de scolarité de 200 000 adolescentes vulnérables de plus d'ici 2020. Le système de versement d'allocations en espèces, qui a pour objet d'encourager ces dernières à achever leurs études secondaires dans une région où les femmes sont sous-représentées sur le marché du travail, bénéficiera désormais à 450 000 filles.

Le Mécanisme de financement mondial, qui est hébergé par le Groupe de la Banque mondiale, est le dispositif de financement et de mise en œuvre de l'initiative « Chaque femme, chaque enfant » de l'Organisation des Nations Unies. Ce modèle, qui est piloté par les pays, s'appuie sur les diverses compétences spécialisées et les ressources d'une large gamme de parties prenantes. Il offre une plateforme permettant de regrouper les ressources financières de multiples partenaires — publics et privés, intérieurs et extérieurs — pour soutenir une série d'interventions prioritaires, accélérer le rythme des progrès à brève échéance et déterminer les mesures qu'il convient de prendre pour assurer un financement durable. Le Mécanisme de financement mondial met l'accent sur la qualité et l'équité dans le règlement des problématiques faisant l'objet d'un sous-investissement, notamment la santé sexuelle et génésique, la survie des nouveau-nés et la santé et l'épanouissement des adolescents. Il oriente également les investissements vers les contextes fragiles : quatre des seize pays qui ont bénéficié de

son appui sont considérés comme fragiles ; l'un d'entre eux vient juste de sortir de la crise d'Ebola, et les trois autres comptent des régions fragiles.

### **Faciliter l'autonomisation économique des femmes**

L'élargissement des perspectives économiques des femmes est l'un des moyens les plus productifs d'assurer la croissance économique. La stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre a pour objectif d'éliminer les écarts qui caractérisent l'accès à l'éducation et les insuffisances des services de santé maternelle dans les pays où elles persistent. Elle vise également à accélérer le rythme des efforts déployés pour améliorer l'accès des femmes à des emplois plus satisfaisants et plus nombreux ; leur permettre d'être propriétaires d'actifs (terres et logements, notamment) ; et leur donner accès à des services technologiques, financiers et d'assurance. Elle cherche ainsi à accroître les moyens dont disposent les femmes pour se faire entendre et agir au foyer, dans la collectivité et à divers échelons des administrations publiques, et aussi à faire participer les hommes et les garçons à la formulation d'options pour promouvoir l'égalité des sexes. Il faudra également, pour accélérer le rythme auquel de nouvelles perspectives économiques s'ouvrent aux femmes, s'attaquer aux défis connexes qui vont, notamment, de l'accès aux services financiers au droit de posséder des actifs. L'Initiative de financement en faveur des femmes entrepreneurs, nouvel instrument de financement administré par le Groupe de la Banque, s'attaque précisément aux obstacles économiques auxquels se heurtent les femmes entrepreneurs et les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes.

La Banque mondiale a entrepris de systématiquement recueillir des données et de réunir des faits probants dans ces domaines, et aussi de faire part de ses réflexions à ses clients. Le Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique, par exemple, favorise l'adoption d'interventions efficaces. Une récente évaluation de l'impact d'un programme de développement de compétences non cognitives mené au Togo a fait ressortir une augmentation de 40 % des bénéficiaires des entreprises appartenant à une femme. À la lumière de cette évaluation, il est prévu de reproduire cette démarche en Mauritanie, au Mexique, au Mozambique et en Éthiopie. La Banque s'efforce aussi d'accroître la disponibilité et la qualité de données ventilées par sexe, sans lesquelles il n'est pas possible de comprendre l'ampleur du problème et de mesurer les progrès. Des programmes pilotes de collecte de données seront lancés dans au moins six pays IDA dans le cadre de la 18<sup>e</sup> reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-18) pour obtenir des informations sur l'emploi, les actifs et l'entrepreneuriat directement auprès des personnes interrogées.

L'engagement a aussi été pris, dans le cadre d'IDA-18, de formuler et de mettre en œuvre un plan d'action pour l'application des recommandations du Groupe de travail mondial sur la violence sexiste mis sur pied par le Président du Groupe de la Banque durant l'exercice 17 dans le but de renforcer les activités de prévention, la conception et la supervision d'interventions et l'établissement des rapports correspondants de manière à réduire la violence sexiste dans le cadre des opérations menées par l'institution dans le secteur des infrastructures. Le Groupe de la Banque mettra également à disposition un montant d'au moins 3,5 millions de dollars sur une période de cinq ans pour décerner des prix à l'innovation pour la prévention des violences sexistes et la riposte à ces actes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans le cadre du concours Development Marketplace. Le Groupe de la Banque a, par ailleurs, annoncé en novembre 2016 que son tout premier conseiller pour les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre supervisera l'élargissement de l'inclusion des groupes LGBTI (lesbiennes, homosexuels, bisexuels, transsexuels et intersexuels) dans le cadre des opérations de la Banque et se tiendra en contact avec les groupes extérieurs.

### **Promouvoir une protection sociale universelle**

En septembre 2016, les présidents du Groupe de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale du Travail ont annoncé le déploiement d'efforts historiques à l'appui de l'établissement d'une protection sociale universelle. Bien que de nombreux pays en développement aient mis en place de tels programmes, seulement une personne pauvre sur cinq est actuellement couverte par un mécanisme quelconque de protection sociale dans les pays affichant les revenus les plus faibles. Le programme de soutien aux revenus de Benazir, au Pakistan, qui est un exemple de ce type de système, vise à ne laisser personne pour compte et effectue des transferts monétaires réguliers à environ 22 millions des habitants les plus pauvres. Le Pakistan a aussi entrepris de

renforcer le Programme pour les résultats à l'appui du système national de protection sociale auquel la Banque fournit un appui, notamment en procédant à l'identification des bénéficiaires au moyen de technologies de pointe.

Environ 1,5 milliard de personnes réparties dans le monde entier appartenant, pour la plupart, aux groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, n'ont pas non plus de carte d'identité officielle qui leur permettrait d'obtenir accès aux services de base et de profiter des possibilités offertes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, des services financiers ou des prestations sociales. L'initiative d'établissement de moyens d'identité à l'appui du développement prise par la Banque a pour objectif de promouvoir un développement inclusif en aidant les pays à mettre en place des systèmes d'identification sécurisés et efficaces. Le programme a reçu une forte impulsion durant l'exercice 17 par suite de la constitution d'un fonds fiduciaire multidonateurs avec la Fondation Bill & Melinda Gates. Ce fonds permettra d'établir une plateforme commune pour promouvoir les connaissances à l'échelle mondiale et les activités dans ce nouveau domaine, intensifier la collaboration avec les pays clients et mettre à l'essai de nouvelles démarches.

### **Appuyer la concrétisation d'une couverture de santé universelle**

La Banque mondiale s'est donné pour mission d'aider les pays à mettre progressivement en place une couverture maladie universelle. L'appui qu'elle fournit à ses clients vise trois objectifs principaux : assurer la fourniture de services de santé efficaces ; promouvoir la protection contre le risque financier ; et mobiliser les efforts d'autres secteurs pour améliorer la santé et la nutrition. Depuis 2015, la Banque s'est engagée, avec l'Organisation mondiale de la Santé, à produire tous les deux ans un Rapport de suivi mondial consacré à la couverture maladie universelle. Ce rapport, qui est devenu la référence utilisée dans le monde pour mesurer les progrès en direction d'une couverture maladie universelle, présente des données à jour indiquant combien de personnes à l'échelle mondiale bénéficient de services de santé de qualité et combien de personnes sont dans la pauvreté en raison des dépenses de santé qu'ils doivent eux-mêmes assumer. La Banque mondiale soutient également la formulation de plans d'intervention d'urgence en cas de pandémie dans tous les pays recevant de nouveaux financements de l'IDA. Elle a en outre mis en place le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie de manière à ce que, dès qu'une pandémie se déclare, il soit possible de déployer rapidement des fonds pour protéger les pays de crises sanitaires et économiques.

### **Faire face aux inégalités de revenus par le biais de services financiers**

Les pays du monde entier sont confrontés à de nouveaux défis qui pourraient compromettre les progrès réalisés dans le domaine de l'équité au cours des dernières décennies. Les inégalités de revenus, par exemple, menacent de saper les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. L'un des moyens de lutter contre ces inégalités et d'ouvrir des perspectives économiques consiste à permettre aux personnes qui n'ont pas de compte en banque d'avoir accès au système financier formel et réglementé. L'accès aux services financiers permet de lancer une entreprise ou de l'agrandir, d'investir dans l'éducation, de gérer les risques et de surmonter les chocs financiers. Au Nigéria, par exemple, un nouveau système d'enregistrement en ligne permet aux très petites, petites et moyennes entreprises d'obtenir des prêts en offrant en garantie des actifs tels que des équipements, du bétail et des stocks — à la place d'actifs traditionnels tels que des terrains et des bâtiments. En Afghanistan, un projet financé par l'IDA aide les ménages pauvres à améliorer leurs conditions de vie en leur fournissant du bétail ainsi que des formations qui leur permettent de générer suffisamment de revenus pour faire face à leurs besoins fondamentaux. Le projet vise à aider les participants à s'affranchir des programmes de protection sociale parce qu'ils poursuivent des activités rémunératrices, en leur permettant de participer à des programmes de microfinance.

## **Assurer la viabilité de l'urbanisation**

Un milliard de personnes vivent actuellement dans des taudis, et bien que 80 % du PIB soit généré en zone urbaine, l'exclusion sociale, les inégalités et la pauvreté prennent rapidement de l'ampleur dans les villes. Grâce à ses activités de développement urbain, la Banque mondiale vise à construire des villes et des collectivités durables en suivant un processus d'urbanisation inclusif, résilient, productif et supportable. Elle poursuit, à cette fin, des travaux de recherche sur les liens entre le développement spatial urbain, le logement, le milieu urbain et la croissance des villes. Les examens de l'urbanisation dans les différents pays encouragent les décideurs nationaux et municipaux à mener une réflexion stratégique sur les possibilités et les défis qu'elle pose. Des études régionales, comme *Africa's Cities: Opening Doors to the World* peuvent, de surcroît, brosser un tableau général qui se prête à des comparaisons. Ce rapport, publié en février 2017, suggère que, si elles sont bien administrées, les villes africaines peuvent créer un environnement productif qui stimule l'innovation et attire les investissements internationaux tout en créant un milieu vivable qui permet de maîtriser les coûts urbains.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/topics](http://worldbank.org/topics).



## Promouvoir la résilience face aux chocs et aux menaces d'envergure mondiale

Le monde se heurte à un nombre grandissant de défis — qui vont des crises actuellement engendrées par les déplacements forcés de populations aux effets de plus en plus prononcés du changement climatique — face auxquels il importe de poursuivre une démarche d'envergure pour remédier aux sources d'instabilité et renforcer la résilience. La Banque mondiale déploie de plus en plus d'efforts pour prévoir les défis qui vont se poser, y faire face et s'y attaquer en faisant appel à ses connaissances, à ses ressources financières et aux étroites relations qu'elle a forgées de longue date avec ses clients et ses partenaires. L'institution doit protéger les gains acquis dans le cadre de la lutte contre la pauvreté des chocs les plus graves qui menacent de réduire à néant les progrès accumulés au cours de plusieurs dizaines d'années et ne peut se permettre de relâcher sa vigilance, car, dans le cas contraire, elle ne pourra plus aider les pauvres et les plus vulnérables à échapper à la pauvreté.

## **Faire face aux risques grandissants de fragilité, de conflit et de violence**

Les situations de fragilité, de conflit et de violence (FCV) constituent un important problème pour le développement puisque plus de 60 % des populations pauvres de la planète devraient vivre dans des États fragiles et touchés par un conflit à l'horizon 2030. La montée des conflits violents observée au cours des dernières années, la crise de réfugiés actuelle et les risques posés, notamment par le changement climatique, peuvent encore accroître l'instabilité et avoir des répercussions bien au-delà des frontières nationales.

Il est nécessaire de procéder à des financements novateurs. La mise en œuvre d'IDA-18, qui doublera les ressources destinées au groupe des pays en situation de FCV pour en porter le montant à plus de 14 milliards de dollars, est en cours de préparation. Les nouveaux mécanismes de financement apporteront 2 milliards de dollars pour aider les réfugiés et les communautés d'accueil, 2,5 milliards de dollars pour simuler l'entreprise privée, et un appui aux pays pour les aider à s'attaquer aux facteurs de fragilité. D'autres instruments, notamment le fonds fiduciaire pour l'édification d'États et la consolidation de la paix, sont conçus de manière à pouvoir fournir une aide rapide et souple dans toutes les situations de crise, et ont permis d'intervenir immédiatement, notamment pour contrer le risque de famine. À titre d'exemple, par le biais de ce fonds fiduciaire, un montant de 5 millions de dollars a été alloué à la Somalie pour soutenir les mesures prises par l'État face à la sécheresse et renforcer la résilience de la population.

## **Nouer des partenariats pour faire le lien entre l'aide humanitaire et l'aide au développement**

La Banque mondiale propose une démarche de plus vaste portée pour les situations de FCV, qui vise à accroître la stabilité et la résilience et met l'accent sur la prévention et les interventions précoces. Il est essentiel de renforcer la collaboration avec les partenaires pour obtenir des résultats, ce que la Banque s'emploie à faire dans le cadre de multiples initiatives. Elle a ainsi lancé, avec les Nations Unies (ONU), l'Initiative pour l'aide humanitaire, le développement et la paix dans le but de collaborer sous de nouvelles formes dans des pays touchés par la fragilité, la violence et les conflits, notamment le Cameroun, le nord-est du Nigéria, la Somalie, le Soudan et le Yémen. Le rapport intitulé *Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts*, établi par le Groupe de la Banque mondiale en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et publié en septembre 2016, présente une démarche de développement faisant bénéficier aussi bien les réfugiés que les communautés d'accueil de programmes socioéconomiques à plus long terme, qui apporte des éléments au dialogue sur l'action à mener. L'ONU et le Groupe de la Banque procèdent conjointement à la réalisation d'une nouvelle étude de la prévention des conflits violents qui examinera la manière dont les interactions entre les processus de développement, d'une part, et les actions sécuritaires, diplomatiques, humanitaires et autres, d'autre part, peuvent être utiles à la formulation des politiques publiques.

## **Investir dans le développement humain dans les zones en crise**

La Banque mondiale procède à des investissements dans le développement humain dans plus de 70 % des États fragiles et touchés par un conflit, car, si rien n'est fait pour répondre aux besoins de développement humain dans ces contextes, une occasion de bâtir les fondations du capital humain futur sera perdue et les pays seront enfermés dans un cercle vicieux de pauvreté et de violence. Par exemple, les enfants sont victimes des effets dévastateurs de la crise au Yémen : des milliers d'entre eux ont été tués et beaucoup d'autres sont exposés à la maladie et à la malnutrition. Par suite de la résurgence des conflits, l'infrastructure sanitaire du Yémen a été considérablement endommagée, l'approvisionnement en fournitures médicales a été interrompu et les agents sanitaires étrangers ont quitté le pays. Bien qu'elle ait suspendu ses opérations dans le pays, la Banque a noué un partenariat avec l'Organisation mondiale de la Santé et l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) qui permet à l'IDA de soutenir un travail essentiel effectué sur le terrain. Les ressources dégagées ont financé les campagnes nationales de lutte contre la poliomyélite, la vaccination de 5 millions d'enfants yéménites, le traitement de plus de 150 000 cas de choléra et d'autres services essentiels dans les domaines de la santé maternelle et infantile et de la nutrition qui ont profité à environ 500 000 femmes et enfants.

Le Groupe de la Banque mondiale poursuit également des interventions immédiates pour répondre à la situation dévastatrice due à l'insécurité alimentaire en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. Il a affecté un montant de 1,8 milliard de dollars aux efforts déployés pour mettre en place de systèmes de protection sociale, renforcer la résilience des collectivités et maintenir la fourniture de services au profit des populations les plus vulnérables. Des fonds seront consacrés au financement de projets de sécurité alimentaire d'urgence, de programmes de filets de protection sociale ainsi que de programmes pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria, au Soudan du Sud et au Yémen. Les ressources allouées à des projets en cours seront réaffectées de manière à aider les populations menacées par la famine. Ces actions compléteront les mesures prises par les autorités des pays touchés et les partenaires de l'action humanitaire.

### **Exploiter les possibilités offertes par l'action climatique**

Le changement climatique a déjà des répercussions sur les pays et les populations du monde entier, mais touche encore plus durement les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Il sera essentiel de mener une action concertée et rapide pour atténuer ses effets. Le passage à un processus de développement à faible intensité de carbone a déjà commencé à l'échelle mondiale, car les pays sont conscients des possibilités qu'offre l'action climatique de créer des emplois, de promouvoir la croissance économique, d'améliorer la qualité de l'air et de réduire la congestion dans les villes. La Banque mondiale s'emploie à plusieurs égards à aider les pays à atteindre leurs objectifs climatiques nationaux, c'est-à-dire les contributions déterminées au niveau national qui ont été déclarées par plus de 140 pays clients de la Banque dans le cadre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à accroître les financements climatiques de manière à ce qu'ils constituent 28 % de son portefeuille d'ici 2020, en réponse à la demande de ses clients. Pour atteindre cet objectif, il a adopté un Plan d'action sur le changement climatique qui présente les cibles ambitieuses devant être atteintes à l'horizon 2020 dans des domaines tels que les énergies propres, l'agriculture intelligente sur le plan climatique, la gestion des risques liés aux catastrophes et l'urbanisation durable, et il s'emploie activement, depuis lors, à atteindre ces cibles. En 2016 et 2017, des projets portant sur une capacité de production d'électricité de 10 GW à partir de sources d'énergies renouvelables ont été approuvés ou ont atteint un stade de préparation avancé, et les fonds mobilisés se chiffrent à 6,5 milliards de dollars. Durant cette même période, 10 nouvelles opérations ont été approuvées, qui permettront, une fois mises en place, d'améliorer la résilience au changement climatique de plus de 50 millions de personnes.

### **Accroître la résilience aux catastrophes et aux crises**

Chaque année, les catastrophes naturelles engendrent des pertes à hauteur de 520 milliards de dollars, et font basculer quelque 26 millions de personnes dans la pauvreté. La gestion des risques liés aux catastrophes est l'un des piliers du programme de résilience de la Banque mondiale, et le portefeuille d'opérations en ce domaine a augmenté de près de 50 % au cours des exercices 12 à 16, passant de 3,7 à 5,4 milliards de dollars. La Banque contribue actuellement dans plus de 70 pays à l'intégration de la gestion des risques liés aux catastrophes dans les initiatives de développement par le biais d'un ensemble d'activités de financement, d'assistance technique, de renforcement des capacités et de partage des connaissances. Elle fournit un appui aux pays clients en les dotant de moyens novateurs d'identifier les risques et en leur proposant des produits financiers qui leur permettent de protéger leur budget national. La Banque a établi des partenariats cruciaux dans des domaines essentiels tels que les systèmes d'alerte précoce, le renforcement de la résilience des villes en rapide expansion et la construction de bâtiments scolaires plus sûrs. Elle veille par ailleurs à assurer un caractère inclusif à la résilience en faisant participer les collectivités et les femmes à la formulation d'options de gestion des risques liés aux catastrophes à l'échelon local.

L'IDA aide les nations les plus pauvres à s'adapter au changement climatique en renforçant leur résilience aux catastrophes et en favorisant un développement durable pour réduire le plus possible leur vulnérabilité. À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, la Banque étendra le champ de ses pratiques actuelles pour assujettir toutes ses opérations à une évaluation des risques climatiques et liés aux catastrophes dès le stade de la note conceptuelle, et elle aura recours à des instruments améliorés, compte tenu de l'expérience de l'IDA. Les actions menées pour promouvoir la résilience et la préparation



aux crises se poursuivront durant la période d'IDA-18. Le montant du Mécanisme de réponse aux crises a été sensiblement relevé dans le cadre de la dix-huitième reconstitution des ressources de l'IDA, les ressources antérieurement dégagées ayant été rapidement absorbées par les interventions menées pour faire face aux pandémies, aux inondations et aux séismes. Le mécanisme mis en place durant IDA-17, dont les ressources ont été reconstituées, a permis d'intervenir rapidement au début de 2017 pour répondre à la sécheresse et aux crises alimentaires qui ont sévi en Afrique et au Yémen. Le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie offre aussi aux pays IDA un dispositif d'assurance contre le risque de déclenchement d'une pandémie au cours des cinq prochaines années dont la couverture pourra dépasser 500 millions de dollars, grâce à un montage financier unique qui associe les premières obligations pandémie de la Banque mondiale à des produits dérivés, un guichet de liquidités et des engagements à terme des pays donateurs.

### **Émettre des obligations vertes de la Banque mondiale et des obligations liées aux ODD**

La Banque mondiale s'efforce également de contribuer à dégager les milliers de milliards de dollars qui seront nécessaires pour poursuivre une action climatique en intégrant les préoccupations environnementales dans les opérations du secteur financier. Depuis 2008, la BIRD a procédé à des émissions représentant plus de 10 milliards de dollars dans le cadre de l'émission d'obligations de référence en dollars des États-Unis, en euros et en dollars australiens ; de l'émission d'obligations de portée plus limitée en d'autres monnaies ; et de l'émission d'obligations vertes structurées. Parce qu'elles jouissent de la notation AAA, les obligations vertes de la Banque mondiale, qui sont un instrument de financement axé sur l'action environnementale et climatique, ont permis de fournir un appui à 84 projets liés au climat dans 24 pays membres et, notamment, d'aider ces derniers à accroître leur efficacité énergétique et à développer des sources d'énergies renouvelables. Ces obligations ont un avantage supplémentaire : elles sont souvent la première obligation considérée par des investisseurs qui souhaitent procéder à des placements durables et avoir un impact positif, mais qui veulent aussi avoir confiance dans l'instrument de placement, au regard des risques qu'il présente et des rendements qu'il apporte, et dans son émetteur.

La Banque mondiale a été l'un des premiers émetteurs d'obligations vertes en 2008 et elle a amorcé l'expansion du marché en émettant des obligations vertes au profit d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs de détail, en diverses monnaies et sous diverses formes. La Banque a également défini les meilleures pratiques du marché concernant l'établissement de documents relatifs à l'emploi du produit des obligations, et elle mène les efforts d'harmonisation des rapports établis sur l'impact des obligations vertes pour permettre aux investisseurs de définir leurs stratégies d'allocation d'actifs en fonction de considérations environnementales et sociales.

La Banque mondiale a également émis des obligations dont le rendement est, pour la première fois, directement lié aux résultats des sociétés favorisant la poursuite des objectifs de développement durable (ODD), qui expriment les priorités de développement à l'échelle mondiale, et elle a levé 163 millions d'euros auprès d'investisseurs institutionnels en France et en Italie. Les montants générés par les obligations liées aux ODD financent les activités de développement de la BIRD, et le rendement des obligations obtenu par les investisseurs est lié à l'évolution du cours des actions des sociétés qui composent l'indice Solactive Sustainable Development Goals World parce que ces dernières appuient la réalisation des objectifs dans le cadre de leurs activités. Les émissions obligataires s'inscrivent dans la stratégie générale adoptée par la Banque pour exposer les intervenants du marché aux ODD. Cette innovation fait ressortir le rôle que peuvent jouer les marchés financiers en établissant un lien entre l'épargne et les priorités dans le domaine du développement, et elle constitue l'un des moyens que la Banque continue d'employer pour atteindre ses objectifs et concrétiser la vision du programme de développement durable à l'échelle mondiale.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/topics](https://www.worldbank.org/topics).

Pour en savoir plus sur les obligations vertes et les obligations liées aux ODD de la Banque mondiale, rendez-vous sur le site [treasury.worldbank.org](https://www.treasury.worldbank.org).

# Renforcer les opérations et les politiques de la Banque pour la rendre meilleure

Le Groupe de la Banque mondiale est fermement résolu à atteindre ses deux objectifs qui consistent à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée de manière durable. Guidé par un processus de collaboration entre ses Administrateurs et sa direction dans le cadre de la poursuite de sa Vision d'avenir, le Groupe de la Banque s'est engagé à devenir une organisation plus flexible, efficace et efficiente répondant mieux aux besoins de ses pays membres. Ce processus a contribué à amener les parties prenantes à se faire une idée commune de la manière dont le Groupe de la Banque, dans son ensemble, peut atteindre ces deux objectifs et promouvoir le programme de développement à l'horizon 2030. Dans ce contexte, la Banque mondiale s'est employée à améliorer ses opérations de diverses manières durant l'exercice 17, tout en mettant en œuvre de nouvelles politiques pour fournir un meilleur appui à ses clients.

## Améliorer le mode de travail de la Banque mondiale

Durant l'exercice écoulé, la Banque a intensifié ses efforts pour améliorer le déroulement de ses opérations en considérant non seulement les structures et les systèmes, mais aussi les comportements afin de pouvoir travailler de manière plus efficace et assurer de meilleurs services.

- Les mesures de simplification des opérations continuent de viser les priorités stratégiques, notamment le lancement du nouveau Cadre de passation des marchés. Des efforts sont également déployés pour rationaliser le processus de restructuration des projets, formuler de nouvelles approches des programmes pour aider les clients à atteindre leurs objectifs de développement stratégique, et simplifier les documents des projets pour en améliorer la teneur et faire une plus grande place aux leçons tirées de l'expérience.
- Le programme pour une Banque souple a été mis en place dans le but de mettre à l'essai de nouveaux modes de fonctionnement permettant d'accroître la rapidité et l'efficacité des activités sans compromettre la qualité de leurs résultats, et ainsi d'avoir une plus grande valeur ajoutée pour les clients. Trois équipes chargées de conduire la phase pilote de ce programme, regroupant un personnel diversifié représentant l'ensemble de l'institution, ont présenté et mis à l'essai une vingtaine d'innovations formulées pour améliorer le mode de conception et d'exécution des opérations. Au cours des prochains mois, la Banque appliquera plusieurs de ces idées à l'échelle de l'institution, et une nouvelle cohorte d'agents sera chargée de formuler et de mettre à l'essai de nouvelles idées dans le cadre du programme.
- La Banque a également entrepris de simplifier et de moderniser ses processus et systèmes administratifs. Plusieurs initiatives visent, notamment, à assurer plus rapidement des services de meilleure qualité et d'un bon rapport coût-efficacité dans le domaine de la gestion des ressources humaines et financières, de l'accès à l'information et d'autres services institutionnels. Au nombre de ces initiatives figurent le lancement d'un portail de gestion des ressources qui facilite l'accès à des informations à jour sur le budget de manière à améliorer le contrôle de gestion ; la mise en œuvre de modes plus rapides d'accès au système par le personnel ; et l'utilisation d'applications mobiles par les membres du personnel pour obtenir accès aux services internes et à l'information et les gérer.
- La Banque a lancé une initiative pour le « Renouveau de ses valeurs » qui vise à promouvoir l'adhésion du personnel à une culture de travail tournée vers l'avenir et aux principes représentant les comportements souhaités au niveau de l'organisation. Les agents de la Banque participent à une conversation générale ayant pour objet de produire une nouvelle déclaration des valeurs de base qui énoncera les normes et comportements que doivent respecter les membres des services de l'institution à tous les niveaux afin de forger une Banque meilleure. Cette déclaration donnera à la direction un puissant moyen de communiquer sa vision de la manière dont le personnel doit collaborer et ses attentes en la matière.

## Le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale

La Banque mondiale a adopté son nouveau Cadre environnemental et social en août 2016. Ce dernier — qui est le fruit des consultations les plus vastes jamais tenues par la Banque — devrait entrer en vigueur en 2018. Il remplacera progressivement les politiques de sauvegarde actuelles, parallèlement auxquelles il sera appliqué pendant environ sept ans. Le cadre permet de prendre plus largement et plus systématiquement en compte les risques environnementaux et sociaux et couvre explicitement une plus large gamme d'aspects sociaux. Il fait notamment référence à des questions telles que la santé et la sécurité au travail, les conditions d'emploi et de travail, et la santé à l'échelle des collectivités. Le Cadre environnemental et social encourage aussi la transparence, le renforcement des capacités et la participation des parties prenantes. Il comporte des dispositions interdisant la discrimination contre les individus ou les groupes défavorisés ou vulnérables et met l'accent sur de nouvelles questions environnementales, comme l'estimation des émissions de gaz à effet de serre émanant des projets, la gestion durable des ressources naturelles vivantes et la gestion de ressources en eau. Une période de préparation et de formation intensives a débuté, et les progrès accomplis dans le cadre de ces préparatifs de lancement du cadre seront suivis au moyen d'une série d'indicateurs établis à cette fin.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/esf](http://worldbank.org/esf).

## Le Cadre de passation des marchés de la Banque mondiale

Les marchés publics — c'est-à-dire le processus suivi par les autorités publiques pour acquérir des travaux, des fournitures ou des services auprès d'entreprises ou de sociétés — portent sur des montants représentant au moins 15 % du PIB dans les pays en développement. Les projets d'investissement de la Banque mondiale génèrent, chaque année, jusqu'à 20 milliards de dollars au titre de plus de 100 000 marchés et contrats attribués dans 136 pays. Compte tenu de ces montants, une amélioration, même marginale, des résultats contribue à la réalisation d'importantes économies budgétaires qui peuvent être réinvesties dans d'autres domaines d'intervention prioritaires. Consciente des possibilités qui s'offrent en ce domaine et de la responsabilité qui lui incombe, la Banque a établi un nouveau cadre de passation des marchés pour aider les pays à utiliser au mieux les dépenses publiques tout en renforçant la contribution stratégique de la passation des marchés à l'efficacité du développement. Ce cadre, qui a fait l'objet de vastes consultations des parties prenantes à l'échelle mondiale, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Le cadre ne se limite pas à des systèmes fondés sur des règles et axés sur la conformité. Il complète l'adoption par la Banque de démarches opérationnelles plus adaptables qui permettent de fournir un soutien aux pays ayant des capacités limitées pour renforcer non seulement leurs institutions de passation des marchés, mais aussi leurs politiques en ce domaine. Il accroît la souplesse avec laquelle chaque opération financée par la Banque mondiale peut déterminer les modalités de passation des marchés qu'il importe de suivre ; il élargit la gamme des pratiques et des options en ce domaine ; il propose des approches mieux adaptées aux contextes des États fragiles et touchés par un conflit et permet aux membres de services de la Banque de fournir un soutien plus direct aux clients de l'institution pour les aider à renforcer leurs capacités et conforter leurs institutions. Durant l'année qui a suivi la mise en place de ce cadre, la Banque s'est attachée à modifier son modèle opérationnel, à actualiser les compétences de son personnel, à renforcer les capacités de ses clients et à promouvoir une transformation plus générale de la conception de la passation des marchés.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/procurement](http://worldbank.org/procurement).

## Accroître les connaissances relatives au développement dans le monde : données et travaux de recherche de la Banque mondiale

La Banque mondiale procède à des travaux de recherche novateurs basés sur les faits pour aider les pays qui sont ses clients et leurs partenaires à réaliser leurs ambitions dans le domaine du développement. Ces efforts contribuent à mieux définir les questions économiques et sociales essentielles à la réussite des projets et des programmes, orientent le dialogue sur l'action à mener dans les pays clients et ont une incidence sur les politiques de développement dans le monde et, de manière plus générale, sur la réflexion en ce domaine. La Banque poursuit ses travaux statistiques et de recherche dans le cadre de ses services d'analyse et de conseil, de ses rapports et publications phares et de vastes travaux axés sur les connaissances.

Les travaux de la Banque couvrent de nombreux thèmes et régions, ce qui permet à l'institution de mettre à profit des recherches multisectorielles intégrées qui couvrent ses priorités stratégiques, celles des pays ainsi que celles de la communauté du développement dans son ensemble. La longue liste de domaines d'études prioritaires comprend, entre autres, la prestation de services, la gestion des risques, la création d'emplois et la compétitivité, la prospérité partagée et l'inclusion, et les biens publics mondiaux. Ces domaines sont ceux dans lesquels la Banque doit agir pour honorer l'engagement qu'elle a pris de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée en accélérant le rythme d'une croissance inclusive, en investissant dans le capital humain et en renforçant la résilience des familles et des collectivités face aux chocs et aux menaces qui peuvent compromettre leurs moyens de subsistance et leur bien-être physique.

### Proposer des conseils techniques dans des domaines particuliers par le biais des services d'analyse et de conseil

Les services d'analyse et de conseil — c'est-à-dire les activités hors prêts de la Banque mondiale — contribuent de manière fondamentale au développement. Les pays membres s'appuient sur ces analyses et conseils techniques pour formuler et mettre en œuvre des politiques, des programmes et des réformes de plus haute qualité qui favorisent leur développement à long terme. Ces services sont financés par des fonds fiduciaires alimentés par des donateurs, par des ressources provenant du budget de la Banque elle-même ou par les clients qui en assument directement le coût.

Durant l'exercice 17, la Banque a fait bénéficier plus de 150 pays de 1 423 produits de services d'analyse et de conseil. Ces derniers sont très divers, et couvrent aussi bien des rapports sur les grandes questions économiques et sociales que des ateliers de partage des connaissances, la formulation de notes d'orientation et la mise en œuvre de plans d'action. Les analyses servent souvent de base aux stratégies d'aide, aux programmes d'investissements publics et à des projets bénéficiant de financements et de garanties de la Banque. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, par exemple, la Banque poursuit des travaux d'analyse et aide à formuler des stratégies pour permettre aux pays de mieux cerner les défis auxquels sont confrontés les réfugiés et les communautés d'accueil, et ainsi déterminer l'action à mener.

Environ 10 % du portefeuille de services d'analyse et de conseil se compose de services de conseil remboursables. Ces derniers, qui sont très souples et hautement adaptés au contexte, sont sollicités et payés par les clients. La Banque poursuit actuellement environ 200 missions de services de conseil remboursables dans une cinquantaine de pays répartis dans les six régions. Durant l'exercice 17, elle a fourni environ 140 services de ce type à environ 34 pays. Les services de conseil remboursables apportent, outre les services d'analyse et de conseil habituels, un soutien à la préparation et à l'exécution de projets financés par les clients. La Banque peut assurer par leur biais des services à tous ses États membres, y compris ceux qui n'empruntent pas. Les clients éligibles sont, notamment, les administrations centrales et les organismes publics, les municipalités, les entreprises d'État, les organisations de la société civile, les organisations internationales et les organismes d'aide.

Les services de conseil remboursables sont utilisés à des fins différentes selon les régions. Par exemple, ils visent à renforcer les systèmes de gestion des finances publiques aux Émirats arabes unis et au Koweït ; à accroître la qualité des soins de santé en Pologne ; à renforcer les systèmes d'audit interne au Kazakhstan ; et à appuyer les réformes menées dans les domaines de la responsabilité et de la transparence au Paraguay. Un programme de services de conseil remboursables au Koweït vise aussi à améliorer la qualité de l'éducation en suivant une démarche de portée sectorielle pour mener une réforme fondée sur les meilleures pratiques internationales et adaptée aux besoins du pays.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/en/projects-operations/products-and-services#3](http://worldbank.org/en/projects-operations/products-and-services#3).

## Publier des travaux de recherche phares sur les grandes questions de développement

La Banque mondiale produit des rapports phares à haute visibilité qui traitent de problèmes de développement fondamentaux. Ces publications peuvent être téléchargées gratuitement conformément à la politique d'accès à l'information de l'institution. Durant l'exercice 17, la Banque a publié quatre grands rapports.

- **Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality.** La série de rapports annuels intitulée *Poverty and Shared Prosperity* (Pauvreté et prospérité partagée) présente à des auditoires nationaux et mondiaux les estimations les plus récentes et les plus exactes de l'évolution dans le monde de la pauvreté et de la prospérité partagée. Elle présente également des travaux de recherche approfondie sur les politiques et interventions progressives qui peuvent améliorer les conditions de vie des groupes de population les plus pauvres du monde. Ce premier numéro fait valoir que le monde a réalisé d'importants progrès dans le cadre de la lutte contre la pauvreté au cours des 30 dernières années puisque le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté a été ramené de 35 % à 10,7 % en 2013. Dans 60 des 83 pays pour lesquels des mesures ont été établies, les revenus des 40 % les plus pauvres de la population ont augmenté entre 2008 et 2013 malgré la crise financière mondiale. Étant donné, toutefois, l'atonie de la croissance, il sera essentiel de s'attaquer aux inégalités pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030 et promouvoir une prospérité partagée.
- **Rapport sur le développement dans le monde 2017 : la gouvernance et la loi.** Le Rapport sur le développement dans le monde, qui est publié une fois par an depuis 1978, est un guide sans égal des grandes questions économiques, sociales et environnementales qui se posent actuellement dans le monde. L'édition de 2017, qui est consacrée à la gouvernance et la loi, fait valoir qu'il est essentiel d'améliorer la gouvernance pour assurer une croissance équitable dans les pays en développement. Il examine la situation de pays particuliers pour recenser trois lignes d'action essentielles à la poursuite de politiques efficaces : garantir un engagement crédible, soutenir les efforts de coordination et promouvoir la coopération entre les acteurs qui définissent la politique publique.
- **Perspectives économiques mondiales.** Ce rapport phare publié chaque semestre examine l'évolution et les perspectives économiques mondiales, en particulier dans les pays émergents et en développement. Selon les prévisions du numéro de juin 2017 de ce rapport intitulé *Global Economic Prospects, June 2017: A Fragile Recovery*, qui porte sur la fragilité de la relance économique, le taux de croissance économique mondiale devrait s'établir à 2,7 % pour 2017 grâce à la reprise des industries manufacturières et des échanges, au regain de la confiance du marché et à la stabilisation des cours des produits de base. Différents risques, notamment économiques et politiques, pourraient toutefois provoquer des dérapages. Le rapport fait valoir que la faiblesse persistante de la productivité et de la progression des investissements pourrait assombrir les perspectives de croissance à long terme des pays émergents et en développement et ralentir le processus de réduction de la pauvreté.
- **Doing Business 2017 : égalité des chances pour tous.** Le rapport *Doing Business* est une publication annuelle décrivant les réglementations concernant l'activité économique qui ont des répercussions sur le secteur privé d'un pays. Il est établi sur la base de diagnostics approfondis du système réglementaire, de l'efficacité des administrations et du type de gouvernance des entreprises. Ces divers éléments

peuvent, en effet, avoir des répercussions importantes à long terme sur la croissance économique, à laquelle est en grande partie imputable la réduction de la pauvreté observée au cours des précédentes décennies. Depuis son lancement en 2003, le rapport a recensé plus de 2 600 réformes menées par les autorités publiques dans les domaines couverts par ses indicateurs, ce qui témoigne de l'importance que revêt cette publication riche d'enseignements.

Outre ces publications et ces travaux de recherche, la Banque mondiale recueille et fournit des données sur un grand nombre d'indicateurs au profit des pays qui sont ses clients et des praticiens du développement par le biais de sa base de données bien connue, les Indicateurs du développement dans le monde (*World Development Indicators*) et plus récemment, de l'Atlas des objectifs de développement durable (Atlas of Sustainable Development Goals). Le site des données ouvertes de la Banque mondiale, qui donne gratuitement accès à des données en plusieurs langues, a été réaménagé cette année de manière à être plus rapidement consultable et plus accessible à partir de services mobiles.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [worldbank.org/publications](http://worldbank.org/publications).

## Formuler des idées et combler le manque de connaissance grâce à l'appui de fonds fiduciaires

Il est fréquemment fait appel à des fonds fiduciaires pour promouvoir des biens publics mondiaux et des innovations pilotes qui peuvent ultérieurement être poursuivies à plus grande échelle. Un grand nombre des travaux menés par la Banque mondiale dans le domaine du savoir sont financés par de tels fonds. C'est le cas, notamment, du Programme du savoir au service du développement qui bénéficie des ressources d'un fonds fiduciaire multidonateurs et qui a pour objectif de regrouper des ressources intellectuelles et financières à l'appui de la création de nouveaux savoirs, mettre à l'essai de nouvelles idées et combler le manque de connaissances dans le domaine du développement. Ce programme, qui a débuté en 2002, a permis de lever plus de 60 millions de dollars et de financer plus de 300 projets de recherche et de collecte de données qui soutiennent la formulation de politiques et de programmes efficaces dans les pays en développement. Les pays donateurs sont, notamment, l'Australie, le Canada, la Chine, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, le Japon, la Norvège, la République de Corée, le Royaume-Uni, Singapour, la Suède et la Suisse.

Le Programme du savoir au service du développement finance des innovations dans le domaine de la collecte de données et contribue ainsi au remplacement des méthodes traditionnelles lentes et onéreuses. Par exemple, un projet mené dans le cadre du Programme a financé la mise au point d'une enquête assistée par ordinateur auprès du personnel ; cette application gratuite, conçue pour être utilisée sur tablette, permet de collecter des données de manière plus efficace et à moindre coût. Le logiciel est à présent utilisé dans 85 pays. Un autre projet du Programme a permis de remédier aux lacunes des données des recensements en République démocratique du Congo en utilisant des images satellitaires et des méthodes d'apprentissage machine pour estimer le nombre de ménages et sélectionner les échantillons. Ces études sont maintenant poursuivies à une plus grande échelle grâce à un financement du Programme de recherche stratégique qui permettra de formuler des lignes directrices concernant les méthodes d'échantillonnage à partir de données autres que celles du recensement.

Le programme vise également à concevoir des outils d'analyse permettant aux responsables de l'action publique et aux chercheurs de procéder à leurs propres analyses et de formuler des politiques basées sur des données probantes. PovcalNet, par exemple, est un outil de calcul interactif qui donne aux utilisateurs les moyens de procéder aux mêmes calculs que ceux effectués par les chercheurs de la Banque mondiale pour estimer l'ampleur de la pauvreté absolue dans le monde et dans les différents pays et régions. Il permet aussi de réaliser toute une gamme de simulations et de calculer les taux de croissance économique nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Durant l'exercice 17, PovcalNet a permis à des utilisateurs du monde entier d'effectuer 33,8 millions de calculs.

Pour en savoir plus sur ces questions, rendez-vous sur le site [data.worldbank.org](http://data.worldbank.org).

## Perspectives régionales

La Banque mondiale opère aujourd'hui à partir de plus de 140 représentations dans le monde. Cette présence accrue sur le terrain aide l'institution à mieux comprendre ses partenaires dans ces pays, à travailler plus efficacement avec eux et à leur fournir plus rapidement les services dont ils ont besoin. Quarante-deux pour cent des directeurs des opérations et chefs-pays et 42 % des agents de la Banque sont en poste dans des pays des six régions géographiques. La section suivante présente les principaux objectifs atteints, les projets entrepris, les stratégies révisées et les publications produites durant l'exercice 17.

**TABLEAU 1 ENGAGEMENTS AU COURS DE L'EXERCICE 17**

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	BIRD (MILLIONS DE DOLLARS)	IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	TOTAL BIRD/IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	PART TOTALE BIRD/IDA (%)
Afrique	1 163	10 679	11 842	28
Asie de l'Est et Pacifique	4 404	2 703	7 107	17
Europe et Asie centrale	4 569	739	5 308	13
Amérique latine et Caraïbes	5 373	503	5 876	14
Moyen-Orient et Afrique du Nord	4 869	1 011	5 880	14
Asie du Sud	2 233	3 828	6 061	14
<b>Total</b>	<b>22 611</b>	<b>19 463</b>	<b>42 074</b>	<b>100</b>

**Note :** Le montant total des engagements de l'IDA n'inclut pas les 50 millions de dollars de don fournis par le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

**TABLEAU 2 DÉCAISSEMENTS AU COURS DE L'EXERCICE 17**

MILLIONS DE DOLLARS

RÉGION	BIRD (MILLIONS DE DOLLARS)	IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	TOTAL BIRD/IDA (MILLIONS DE DOLLARS)	PART TOTALE BIRD/IDA (%)
Afrique	427	6 623	7 050	23
Asie de l'Est et Pacifique	3 961	1 145	5 106	17
Europe et Asie centrale	2 799	310	3 109	10
Amérique latine et Caraïbes	3 885	229	4 114	13
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 335	391	5 726	19
Asie du Sud	1 454	3 970	5 424	18
<b>Total</b>	<b>17 861</b>	<b>12 668</b>	<b>30 529</b>	<b>100</b>

**Note :** Le montant total des décaissements de l'IDA n'inclut pas les 50 millions de dollars de don fournis par le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

**TABLEAU 3 ENGAGEMENTS NETS DU PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS EN COURS**

MILLIARDS DE DOLLARS, AU 30 JUIN 2017

RÉGION	BIRD	AID	TOTAL
Afrique	6,2	54,7	60,9
Asie de l'Est et Pacifique	22,1	12,7	34,8
Europe et Asie centrale	21,9	3,3	25,2
Amérique latine et Caraïbes	26,2	2,2	28,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	14,1	1,1	15,2
Asie du Sud	16,2	31,6	47,8
<b>Total</b>	<b>106,7</b>	<b>105,7</b>	<b>212,4</b>

**Note :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué.



L'Afrique a accompli des progrès au cours de la dernière décennie, tant sur le plan de la croissance économique que de la réduction de la pauvreté, mais la région reste confrontée à des défis majeurs. La croissance en Afrique subsaharienne a nettement ralenti en 2016, s'établissant à 1,3 %, mais elle devrait repartir au rythme modéré de 2,6 % en 2017 et atteindre 3,2 % en 2018. La reprise reste néanmoins fragile. Des risques externes continuent d'assombrir les perspectives économiques régionales, notamment un durcissement plus important que prévu des conditions de financement sur les marchés mondiaux, une amélioration moins franche des prix des matières premières et une montée du protectionnisme. Les risques intérieurs qui pourraient mettre en péril la reprise actuelle tiennent au rythme des réformes qui ne s'effectuent pas au contexte, à l'accroissement des menaces sécuritaires et à un climat d'incertitude politique précédant les élections dans certains pays.

Certes la proportion de la population disposant de 1,90 dollar ou moins par jour pour vivre a été ramenée de près de 43 % en 2012 à 41 % en 2013 dans la région Afrique, mais 389 millions de personnes continuent tout de même d'y vivre dans l'extrême pauvreté — un nombre plus élevé que celui de toutes les autres régions réunies.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque a approuvé des opérations de prêt d'un montant total de 11,8 milliards de dollars pour la région au titre de 145 projets, comprenant 1,2 milliard de dollars de prêts de la BIRD et 10,7 milliards de dollars d'engagements de l'IDA, dont 3,2 milliards de dollars du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA. La Banque a également signé 34 accords de services de conseil remboursables avec six pays pour un montant total de 12,3 millions de dollars. Ces accords portent sur la fourniture d'une assistance technique notamment dans les domaines de la gouvernance, du commerce et de la compétitivité, et des finances et des marchés.

La Banque a par ailleurs largement contribué à la collecte de données dans la région. L'initiative *Listening to Africa* collabore avec des bureaux nationaux de statistique nationaux et des organisations non gouvernementales à l'expérimentation de l'utilisation de téléphones mobiles pour recueillir régulièrement des informations sur les conditions de vie. La démarche associe des enquêtes où les personnes interrogées sont rencontrées directement et des entretiens téléphoniques menés par la suite pour recueillir des données qui permettent de surveiller l'évolution du bien-être des populations. Elle est à présent appliquée dans six pays — Madagascar, le Malawi, le Mali, le Sénégal, la Tanzanie et le Togo — où la demande en données, en capacités de mise en œuvre et en couverture réseau suffisante est forte.

Cette initiative vise notamment à accroître la productivité agricole, renforcer la résilience au changement climatique, élargir l'accès à une énergie fiable et de coût abordable, promouvoir une éducation de grande qualité, et soutenir la stabilité dans les situations de fragilité et de conflit.

## Accroître la productivité agricole et promouvoir une agriculture intelligente face au climat

Il est possible d'assurer la sécurité alimentaire et de créer des emplois productifs pour l'ensemble du continent en promouvant la productivité agricole. Le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Est, soutenus par la Banque, permettent d'accroître les revenus et d'améliorer la sécurité alimentaire au profit de millions d'Africains, dont la majorité est représentée par des femmes. Le programme de l'Afrique de l'Ouest, par exemple, a fourni une aide directe à plus de 4,5 millions de bénéficiaires dans 13 pays sur une période de quatre ans et a ainsi contribué à augmenter le rendement des cultures, qui est passé de 30 à 150 %. Ces programmes fournissent en outre aux petits exploitants de nouvelles variétés de cultures, des outils de transformation des aliments et d'autres technologies agricoles. Par ailleurs, la Banque œuvre en faveur d'une agriculture intelligente face au climat afin de contribuer au renforcement de la résilience climatique. À titre d'exemple, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), un fonds fiduciaire multidonateurs administré par la Banque, a financé des travaux de recherche



agricole menés par le partenariat mondial du CGIAR. En Ouganda, ces travaux ont permis à de petits caféiculteurs de découvrir de meilleures techniques agricoles et de recourir à des variétés de café résistantes aux aléas climatiques qui ont contribué à améliorer la qualité des cultures et à accroître les revenus.

### Accroître l'accès à une énergie fiable et d'un coût abordable

L'un des principaux obstacles au développement de l'infrastructure en Afrique demeure la fourniture insuffisante d'électricité. Dans le cadre de son travail, la Banque vise principalement à stimuler la production et la distribution d'une énergie durable. Au Mozambique, le Projet de mise en valeur et de promotion de l'accès à l'énergie, financé à hauteur de 80 millions de dollars, a permis de réaliser 42 500 nouveaux raccordements au réseau électrique. Il a financé l'expansion des réseaux existants dans des zones qui connaissent une croissance rapide, notamment grâce à la réalisation de 400 kilomètres de lignes de transport et de distribution nouvelles. Ce projet a aussi permis d'élargir l'accès dans des zones rurales grâce à des solutions décentralisées de fourniture en énergies renouvelables, telles que les panneaux solaires, qui ont alimenté pour la première fois plus de 500 centres de santé et 300 écoles. En outre, la Banque apporte son appui à des études exhaustives sur les politiques publiques et associe les pouvoirs publics à une réflexion systématique pour déterminer les principaux obstacles que posent les mesures qu'elles prennent et les stratégies pour les éliminer.

### Investir dans l'éducation pour développer les compétences professionnelles

Au cours de chacune des dix prochaines années, 11 millions de jeunes Africains intégreront le marché du travail. Ils devront avoir bénéficié de la formation et disposer des compétences requises pour répondre aux besoins des employeurs. La Banque mondiale a lancé des initiatives destinées à promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques à travers la région. Les centres d'excellence d'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, financés par un crédit de l'IDA de 140 millions de dollars, créent des synergies à ce niveau de l'enseignement en employant au mieux le peu de ressources disponibles et en approfondissant la coopération entre les pays tout en dotant les jeunes de compétences et de connaissances très recherchées. Le projet renforcera les compétences dans cinq domaines prioritaires pour la région, à savoir l'industrie, l'agriculture, la santé, l'éducation et la statistique appliquée.

### Promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes

Donner aux femmes les moyens de mener une activité économique et offrir des emplois aux jeunes sont deux mesures qui peuvent contribuer à améliorer les perspectives économiques d'un pays. En Éthiopie, le Projet de développement de l'entrepreneuriat féminin permet aux femmes d'accéder à des financements et à des services d'aide à la création d'entreprises. Plus de 14 000 femmes chefs d'entreprise se sont inscrites au programme, et de nouveaux bailleurs de fonds et institutions financières locales utilisent à présent leurs propres fonds pour le développer et le pérenniser. En République centrafricaine, le projet LONDO, un programme novateur qui se propose d'offrir à des individus de l'argent contre du travail, fournit des emplois à court terme à 35 000 travailleurs. Ces emplois temporaires visent à réduire la vulnérabilité et contribuent à la stabilité dans ce pays qui sort d'un conflit.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/afr](http://worldbank.org/afr).

#### TABLEAU 4 AFRIQUE

##### ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	1 209	669	1 163	816	874	427
<b>IDA</b>	10 360	8 677	10 679	6 595	6 813	6 623

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 60,9 milliards de dollars.



## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Renforcer la résilience aux chocs climatiques et promouvoir la sécurité alimentaire

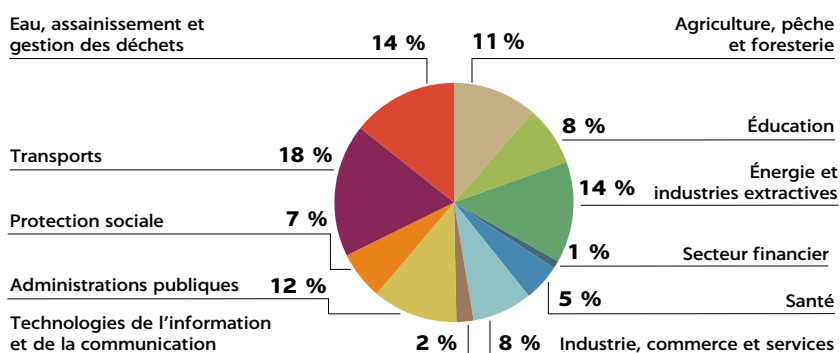
En septembre 2016, le Gouvernement malgache a déclaré l'état d'urgence humanitaire dans le sud du pays. Les habitants de la région concernée avaient accusé plusieurs années successives de mauvaises récoltes. La sécheresse avait été sévère, par suite du phénomène climatique El Niño. La pluviométrie avait chuté d'environ 75 % par rapport à la moyenne sur 20 ans et provoqué des pertes de récolte allant jusqu'à 95 %. Selon les estimations, plus d'un million de personnes se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire, parmi lesquelles 35 000 enfants de moins de 5 ans qui souffraient de malnutrition aiguë modérée et 12 000 jeunes enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Grâce au Projet de filets de sécurité sociale lancé en février 2016, la Banque mondiale a pu mener une riposte efficace contre cette crise pour la majeure partie de la population en multipliant les transferts monétaires et les services de nutrition de proximité. Ce projet vise à accroître l'accès des ménages vivant dans l'extrême pauvreté aux services de protection sociale et à poser les fondements d'un système de protection sociale. Au début de 2017, plus de 350 000 personnes appartenant à 68 ménages qui vivaient à peine bénéficiaient de ce programme de 35 millions de dollars, qui réalise des transferts monétaires, accorde des fonds pour le rétablissement des moyens de subsistance et fournit des services de nutrition dans les quartiers touchés.

FIGURE 2 AFRIQUE

### PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 2017

PART DU TOTAL DE 11,8 MILLIARDS DE DOLLARS



## TABLEAU 5 AFRIQUE

### LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	670	877	1 033	
Croissance démographique (% annuel)	2,7	2,8	2,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	503	1 282	1 504	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	0,9	2,6	-1,5	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	391 <sup>b</sup>	399	389	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	51	57	60	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	49	55	58	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	62	66	66	
Taux d'alphabétisation des jeunes garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	75	77	77	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	566	747	784	
<b>SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)</b>				
<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	55,6 <sup>b</sup>	45,7	41	
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	43	38	35	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	846	625	547	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	154	101	83	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	54	68	69	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	81	84	84	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	12	19	24	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	55	63	68	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	25	28	30	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	27	32	37	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	73	72	70	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,5	9,8	22,4	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).



Les pays en développement de la région Asie de l'Est et Pacifique ont enregistré une croissance de 6,3 % en 2016, tirée par une forte demande intérieure et une relance progressive de l'économie mondiale. Selon les projections, la croissance devrait demeurer résiliente et s'établir à 6,2 % en 2017 et à 6,1 % en 2018. Elle devrait ralentir en Chine, à 6,5 % en 2017 et à 6,3 % en 2018, un repli qui devrait marquer le passage à une croissance plus faible, mais plus durable.

Depuis 1990, environ un milliard de personnes ont été arrachées à l'extrême pauvreté dans la région. Pour autant, en fin 2013, la proportion de la population de la région disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre était estimée à 3,5 %, alors que quelque 17,1 % disposaient de moins de 3,20 dollars par jour. Cependant, dans des pays tels que la République démocratique populaire lao et le Myanmar, une proportion considérable de la population continue de vivre dans l'extrême pauvreté. Et il est possible que des pays comme la Mongolie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui ont été touchés par la chute des cours de produits de base, aient perdu certains acquis réalisés auparavant.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque mondiale a approuvé une enveloppe de 7,1 milliards de dollars au titre de 65 projets dans la région, dont 4,4 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 2,7 milliards de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a également signé sept accords de services de conseil remboursables avec trois pays pour un montant total de 1,4 million de dollars. La stratégie de la Banque dans la région s'articule autour de quatre domaines, à savoir la croissance tirée par le secteur privé, l'inclusion, le changement climatique et la gouvernance. Les thèmes transversaux de la fragilité et du genre et l'égalité des sexes occupent également une place importante dans le travail de la Banque dans la région.

## Comblant le déficit d'infrastructure

Malgré sa résilience économique, la région présente des signes de ralentissement du rythme de croissance de la productivité. Le déficit d'infrastructure, qui ne cesse de se creuser, y contribue. Les besoins en investissements de la région, hors Chine, sont estimés à 87 milliards de dollars par an, alors que les dépenses réelles s'élèvent à 35 milliards de dollars seulement. Sur le plan humain, cela signifie que près de 500 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des services d'assainissement, que 111 millions de personnes sont privées d'électricité et 122 millions d'eau.

Les investissements de la Banque contribuent à améliorer l'accès à ces services essentiels. À titre d'exemple, en Indonésie, le projet pour les zones urbaines du Programme national d'autonomisation des populations locales (PNPM) a aidé plus de 30 millions de personnes à construire ou à réhabiliter des routes et des adductions d'eau et a fourni des services de microcrédit et des formations en gestion financière suivant une démarche de développement de proximité. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Projet de communications en milieu rural a permis de fournir des services de télécommunications à un demi-million de personnes vivant dans les campagnes, où la fourniture de services de base et la mise en place d'infrastructures essentielles sont difficiles et onéreuses.

## Faire face au changement climatique

La Région Asie de l'Est et Pacifique est au cœur de la problématique du changement climatique. Elle génère environ un tiers des émissions mondiales, et de nombreux pays subissent les effets du dérèglement climatique, notamment les inondations fréquentes, les tempêtes et l'élévation du niveau de la mer. Au cours des trois exercices précédents, les projets et programmes axés sur le changement climatique représentaient environ 27 % du portefeuille des opérations de la Banque dans la région. La Chine, dont 70 % du portefeuille intègre des objectifs environnementaux, bénéficie de l'un des plus vastes programmes d'investissement de l'institution en ce domaine. Le programme sur le financement de l'efficacité énergétique en Chine, par exemple, qui a amené les

banques chinoises à intégrer les prêts au titre de l'efficacité énergétique dans leurs opérations, a permis aux 350 millions de dollars de financement de la Banque de mobiliser 2,6 milliards de dollars de prêts à l'appui des énergies renouvelables à haut rendement. Ce projet a contribué non seulement à réduire les émissions de carbone de 10 millions de tonnes par an — équivalent à l'élimination de 3 gigawatts d'énergie produite par des centrales à charbon —, mais aussi à intégrer le financement vert dans les activités des institutions financières chinoises.

## Investir dans le capital humain

Pour demeurer compétitive sans faire d'exclus, la région doit renforcer les compétences de base et l'éducation du jeune enfant, qui, dans de nombreux pays, sont affaiblies par le retard de croissance des enfants de moins de cinq ans. Au Timor-Leste, où le taux de prévalence du retard de croissance compte parmi les plus élevés de la région, le Projet communautaire d'amélioration de la nutrition a aidé plus de 1 000 familles à avoir un régime alimentaire plus nutritif en leur apprenant à produire des denrées plus nutritives et en leur fournissant des semences et des boutures à planter. Au Viet Nam, le Projet de promotion de la maturité scolaire a permis de porter de 66 % en 2011 à 84 % en 2016 la proportion d'enfants de cinq ans inscrits à temps plein dans le préscolaire et d'assurer la formation professionnelle de plus de 90 % des enseignants et gestionnaires d'établissements préscolaires.

## Continuer de promouvoir des partenariats pour un développement plus efficace

La Banque mondiale continue de forger des partenariats notamment avec l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, la Banque asiatique de développement, l'Association des nations de l'Asie de l'Est, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, l'Agence japonaise de coopération internationale et le Forum des îles du Pacifique, en vue d'obtenir le plus grand impact sur le plan du développement. Le Groupe de la Banque travaille aussi en étroite collaboration avec de nouvelles banques de développement, dont la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). En juillet 2016, le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale a approuvé le premier projet de cofinancement avec l'AIIB, le Programme national d'aménagement des bidonvilles, qui vise à améliorer l'infrastructure dans des taudis en Indonésie au profit de plus de 9,7 millions de citoyens pauvres.

Par ailleurs, la Banque travaille avec des clients à la promotion de produits de partenariats axés sur le savoir, à l'instar de la série de rapports intitulée Pacific Possible, afin de mener une réflexion avec les autorités des Îles du Pacifique, les partenaires de développement et la société civile sur les opportunités et les défis les plus importants pour les pays insulaires du Pacifique au cours des 25 années à venir. En Chine, le Groupe de la Banque mondiale a travaillé étroitement avec trois organismes publics et l'Organisation mondiale de la Santé à l'établissement du rapport conjoint intitulé *Deepening Health Reform in China: Building High-Quality and Value-Based Service Delivery*.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/eap](http://worldbank.org/eap).

**TABLEAU 6 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE**  
ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	4 539	5 176	4 404	3 596	5 205	3 961
<b>IDA</b>	1 803	2 324	2 703	1 499	1 204	1 145

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 34,8 milliards de dollars.



## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement assurés par et pour la collectivité

L'accès universel à l'eau et à des installations sanitaires d'ici 2019 pour les populations rurales constitue un volet essentiel de la stratégie de développement de l'Indonésie. Depuis 2006, l'État s'emploie à atteindre cet objectif et à promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène à travers le programme de proximité PAMSIMAS afin d'obtenir un grand impact. Ce programme touche plus de 10 millions de personnes dans plus de 11 500 villages répartis dans 219 districts appartenant à 32 provinces. À l'horizon 2020, poursuivi à une plus grande échelle, le programme couvrira au total 27 000 villages (soit environ 35 % de l'ensemble des villages) de 365 districts relevant de 33 provinces.

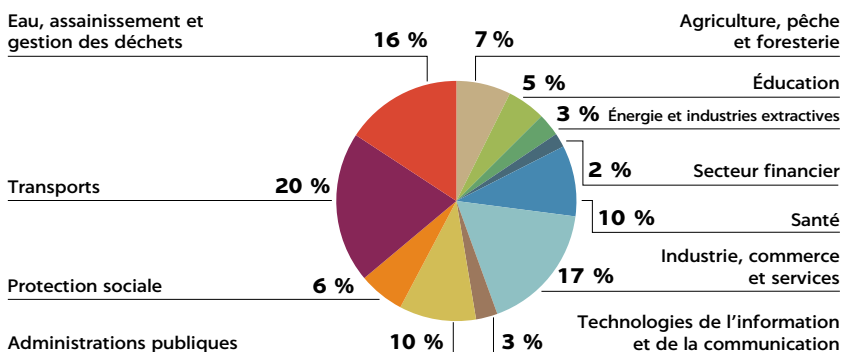
À ce jour, avec le concours du programme, 56 % des collectivités cibles ont mis fin à la pratique de la défécation à l'air libre et environ 72 % ont adopté des programmes de lavage des mains, et plus de 84 % des écoles ciblées ont amélioré leurs installations sanitaires et leurs pratiques d'hygiène. Ce programme aide à combattre les maladies, notamment la typhoïde, qui sont associées à l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, des mesures d'assainissement et des pratiques d'hygiène. Il aide aussi à s'attaquer au retard de croissance, un problème de santé qui touche plus d'un tiers des enfants de moins de 5 ans du pays, nuit gravement à leur développement cognitif et moteur, abaisse leurs résultats scolaires et réduit leur productivité à l'âge adulte.

Dans une démarche qui place les collectivités aux commandes, le programme PAMSIMAS les met en relation avec les institutions locales et nationales et avec les sources de financement. Il leur donne ainsi les moyens de formuler des solutions adaptées à leurs problèmes d'eau et d'assainissement et de prendre en main les systèmes qui répondent le mieux à leurs besoins. Ce programme bénéficie du soutien de la Banque mondiale et du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce.

## FIGURE 3 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

### PRÊTS DE LA BID ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 17

PART DU TOTAL DE 7,1 MILLIARDS DE DOLLARS



## TABLEAU 7 ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE

### LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	1 813	1 965	2 051	
Croissance démographique (% annuel)	1	0,7	0,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	915	3 780	6 689	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,4	9	5,6	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	535 <sup>b</sup>	218	71	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	72	75	76	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	72	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	99	99	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	99	99	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	4 197	10 054	11 641	
<b>SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)</b>				
<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	29 <sup>b</sup>	11,1	3,5	
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	27	18	15	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	120	79	63	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	42	23	18	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	92	104	98	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	82	80	79	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	17	18	20	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	80	90	94	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	59	70	75	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	89	95	96	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	32	20	20	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	2	29	45	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).

# Europe et Asie centrale



Après une période tumultueuse, la croissance économique dans la région Europe et Asie centrale devrait progresser à 2,5 % en 2017, contre 1,5 % en 2016. Cette tendance devrait se poursuivre en 2018, où la croissance devrait s'établir à 2,7 %. Dans la partie orientale de la région, la stabilisation des prix du pétrole autour de 50 dollars le baril a laissé une certaine marge de manœuvre aux États, qui ont commencé à revoir leurs politiques sur la base du niveau le plus bas du cours du pétrole. Au sein de l'Union européenne, une reprise soutenue, quoique modeste, a commencé à entraîner une baisse du chômage et à ramener l'inflation à un niveau favorable.

La région fait face à des défis majeurs qui résultent de changements structurels dans l'économie mondiale. De nouvelles formes de spécialisation se dessinent et les nouvelles technologies modifient les modes de production et bouleversent les relations traditionnelles sur le marché du travail. La plupart des économies de la région, qui, par la force des choses, prennent des mesures pour rendre leur production plus compétitive sur le plan international, devront faire face à ces nouvelles réalités.

En fin 2013, environ 6,8 % de la population de la région — soit plus de 32,8 millions d'habitants — vivaient en situation de pauvreté, dont près de 10,3 millions qui disposaient de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre en parité du pouvoir d'achat de 2011.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque a approuvé des opérations de prêt d'un montant de 5,3 milliards de dollars pour la région au titre de 40 projets, dont 4,6 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 739 millions de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a également signé 33 accords de services de conseil remboursables avec 10 pays pour un montant total de 27,5 millions de dollars. Ces accords portent notamment sur la fourniture de conseils techniques sur des questions telles que la réforme du système éducatif, et d'éducation, la gouvernance du secteur public et le renforcement des capacités institutionnelles, la planification et la gestion des investissements dans les infrastructures.

La stratégie de la Banque pour la région Europe et Asie centrale est axée sur l'éradication de la pauvreté et la promotion d'une prospérité partagée. À cet effet, la Banque apporte son soutien à ses pays clients dans trois grands domaines d'intervention, à savoir la promotion d'une croissance durable et inclusive, le développement du capital humain et l'appui aux initiatives de renforcement de la résilience.

## Soutenir les éléments d'une croissance durable et inclusive

La Banque aide les pays clients à améliorer l'efficacité des administrations publiques, créer de nouveaux marchés où le secteur privé est dynamique, développer le secteur de l'énergie et à faciliter la connectivité régionale pour favoriser la croissance. Au cours de l'exercice 17, la Banque a fourni un appui financier au secteur agricole au Kosovo, à Moldova, au Monténégro et en République kirghize et à des projets d'aménagement routier en Bosnie-Herzégovine et en Croatie.

Elle soutient également l'investissement dans une panoplie d'autres secteurs, notamment la gouvernance et la compétitivité en République kirghize ; les services publics et municipaux en ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie ; les services judiciaires en Roumanie, le tourisme, l'économie locale et la compétitivité en Albanie ; les réformes fiscales en Bosnie-Herzégovine ; et l'énergie en Ouzbékistan, en Turquie et en Ukraine.

La Banque a en outre largement contribué aux connaissances concernant la région, notamment par le biais de ses rapports économiques, qui proposaient des analyses macroéconomiques et formulaient des recommandations sur les actions à mener par les pouvoirs publics. À titre d'exemple, le rapport intitulé *Risks and Returns: Managing Financial Trade-Offs for Inclusive Growth in Europe and Central Asia*, qui traite de la gestion des arbitrages financiers entre les risques et les rendements en Europe et Asie centrale, fait valoir que, pour assurer et pérenniser la croissance, il est indispensable de trouver le juste équilibre entre toutes les dimensions du développement financier, notamment la stabilité, l'efficacité, l'inclusion et la profondeur globale.



## Réformer les systèmes essentiels pour venir en aide aux populations

La Banque travaille avec les pays clients à la conception et à la mise en œuvre de réformes visant à améliorer l'efficacité et la viabilité budgétaire de leurs systèmes de retraite, de protection sociale, d'éducation et de santé. Au cours de l'exercice 17, elle a apporté son soutien au secteur de l'éducation en Bulgarie, au Kazakhstan et en Ouzbékistan ; à la promotion et la création d'emplois en Bosnie-Herzégovine ; et aux services de santé au Bélarus.

Deux rapports examinent les opportunités et les défis créés par l'évolution moderne de la société. Le premier, *Reaping Digital Dividends: Leveraging the Internet for Development in Europe and Central Asia*, s'intéresse aux nouvelles opportunités qu'offre Internet aux particuliers et aux entreprises ainsi qu'aux voies et moyens à mettre en œuvre pour que tous les membres de la société en tirent parti également. Le deuxième, l'édition de novembre 2016 du *Europe and Central Asia Economic Update* intitulée *Polarization and Populism*, expose les obstacles structurels qui freinent la croissance et la prospérité et examine les évolutions qui sont à l'origine d'une anxiété sociale et politique accrue dans la région.

## Privilégier l'action climatique et renforcer la résilience

Au nombre des priorités stratégiques de la Banque pour la région figurent la promotion de l'action climatique et le renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles ; la prise en compte du problème des personnes déplacées ; et la promotion de sociétés équitables aux pratiques efficaces et durables.

La 37<sup>e</sup> édition du rapport intitulé *Russia Economic Report: From Recession to Recovery* constate que l'économie russe présente des signes encourageants d'une sortie de la récession dans laquelle elle a plongé en 2014. L'édition d'avril 2017 du *Western Balkans Regular Economic Report: Faster Growth, More Jobs* montre comment la croissance se poursuit dans les économies des Balkans occidentaux, qui affichent des progrès en matière d'emploi et de réduction de la pauvreté. Selon la toute dernière édition du rapport intitulé *EU Regular Economic Report* qui a pour sous-titre « *Growth, Jobs, and Integration: Services to the Rescue* », la croissance devrait demeurer faible au sein de l'Union européenne, où, en raison du vieillissement de la population et de la faiblesse des investissements, elle devrait de plus en plus dépendre de la croissance de la productivité.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/eca](http://worldbank.org/eca).

**TABLEAU 8 EUROPE ET ASIE CENTRALE**

### ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	6 679	7 039	4 569	5 829	5 167	2 799
<b>IDA</b>	527	233	739	314	365	310

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 25,2 milliards de dollars.



## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Des solutions innovantes pour le transport au Bélarus

Le Bélarus représente un couloir de transit important dans la région. Pour préserver la sécurité et l'efficacité des routes et améliorer leur mode d'exploitation, le Bélarus a travaillé en collaboration avec la Banque mondiale pour utiliser une technologie de pointe afin d'améliorer la gestion et l'entretien du réseau routier. Dans le cadre d'un partenariat établi au titre Projet d'amélioration des couloirs de transit, le centre technique d'ingénierie routière du Bélarus s'est joint à la Banque pour développer une application pour smart phones, « Roadlab », qui met en relation les conducteurs et les autorités responsables de l'entretien routier et permet la collecte automatique d'informations sur la qualité du revêtement des chaussées.

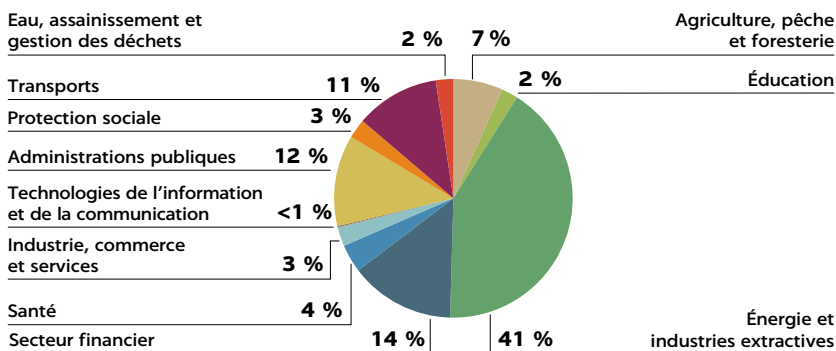
Dans une toute autre opération, à savoir le Projet de réhabilitation et de modernisation des routes, la Banque a aidé à mettre en place un système pour lutter contre la surcharge des camions sur les autoroutes bélarusses. Afin de mieux gérer le nombre important de camions nationaux et étrangers qui circulent sur son réseau routier, l'État bélarusse a mis en place un système de péage électronique et un système de pesage dynamique destinés à améliorer les dispositifs déjà en place.

Le nouveau système comprend 12 stations de pesage dynamique, quatre stations fixes d'inspection des véhicules lourds, et huit stations mobiles réparties de manière stratégique sur l'ensemble du réseau. Les stations de contrôle de pesage dynamique traitent localement les données et transmettent les informations sur les véhicules pesés à l'unité centrale du système ou aux stations mobiles et aux patrouilles d'inspection du transport. Ce processus permet un contrôle permanent de la charge par essieu des véhicules et facilite ainsi l'immobilisation des camions en surcharge tout en laissant circuler ceux ne dépassant pas la charge maximale autorisée. L'État utilise également ces données pour analyser la densité et les schémas du trafic routier en fonction des horaires et de la localité. Il lui sera ainsi possible de concevoir des plans ciblés pour des améliorations futures.

### FIGURE 4 EUROPE ET ASIE CENTRALE

#### PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 17

PART DU TOTAL DE 5,3 MILLIARDS DE DOLLARS



## TABLEAU 9 EUROPE ET ASIE CENTRALE

### LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	397	403	417	
Croissance démographique (% annuel)	0	0,5	0,6	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 788	7 492	7 676	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	7,9	4,6	0,8	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	29 <sup>b</sup>	14	10	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	73	75	77	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	63	66	68	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	98	100	100	
Taux d'alphabétisation des jeunes garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	99	100	100	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	2 712	3 036	3 164	
<b>SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)</b>				
<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	6,3 <sup>b</sup>	2,9	2,2	
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	19	12	10	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	56	29	25	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	37	22	17	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	94	98	101	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	73	73	72	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	8	15	18	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	93	95	97	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	83	85	86	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	98	100	100	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	6	6	6	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	2	36	59	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).

# Amérique latine et Caraïbes



Après six ans de ralentissement dont deux années consécutives de récession, les économies de la région Amérique latine et Caraïbes renouent avec la croissance. Le taux de croissance moyen devrait se situer autour de 0,8 % en 2017 et 2,1 % en 2018, après s'être contracté de 1,4 % en 2016. La longue période de ralentissement a toutefois porté un coup aux comptes budgétaires de la région et limité ainsi, dans de nombreux pays, les options des pouvoirs publics concernant les politiques macroéconomiques et les actions à mener.

Cette situation pose un défi à la consolidation des acquis sociaux obtenus d'après la lutte au début du XXI<sup>e</sup> siècle. En ce qui concerne les 17 pays de la région pour lesquels des microdonnées sont disponibles, la part de la population n'ayant pas plus de 3,20 dollars par jour pour vivre, le seuil de l'extrême pauvreté dans la région, a chuté de 24,5 % en 2003 à 11 % en 2013. Au total, 63,3 millions de personnes ont été arrachées à la pauvreté. Malgré ces progrès, la réduction de la pauvreté a stagné au cours des deux années écoulées, les deux tiers de la population restent exposés au risque de basculer dans la pauvreté et la croissance de la classe moyenne a ralenti.

Il est essentiel de consolider la reprise économique, de renforcer les services d'infrastructure en travaillant en coopération avec le secteur privé, d'investir dans le capital humain et de protéger les pauvres.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque a approuvé des opérations de prêt d'un montant de 5,9 milliards de dollars pour la région au titre de 56 projets, dont 5,4 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 503 millions de dollars d'engagements de l'IDA. La Banque a également signé 13 accords de services de conseil remboursables avec 8 pays pour un montant total de 5,2 millions de dollars.

## Stimuler la croissance, la productivité et l'entrepreneuriat

Durant l'exercice 17, la Banque a travaillé avec les pays en vue de stimuler la croissance, augmenter la productivité et améliorer le climat des affaires. En Colombie, par exemple, le premier prêt à l'appui de la politique de développement pour la promotion de la viabilité budgétaire et la compétitivité, d'un montant de 600 millions de dollars, contribue à améliorer la facilitation du commerce, l'investissement, la concurrence, la réglementation commerciale et l'innovation au moment où le pays met en œuvre le processus de paix en cours.

## Renforcer les services et la viabilité des infrastructures

Construire des infrastructures de meilleure qualité et plus durables suppose de mobiliser des investissements aussi bien dans le secteur public que privé. La Banque a joué un rôle catalyseur à cet égard en fournissant de l'assistance technique et des financements pour la conception d'infrastructures de haute qualité ayant une empreinte carbone plus faible.

En Argentine, la Banque a travaillé avec le pays dans le cadre du Projet de transformation urbaine de la métropole de Buenos Aires financé à hauteur de 200 millions de dollars pour améliorer le logement dans les bidonvilles. Elle a également accordé au pays une garantie de 480 millions de dollars pour gérer le risque associé à l'investissement privé dans le domaine des énergies renouvelables. Au Brésil, la Banque a consenti un don à l'appui de l'intégration de pratiques de conservation de la biodiversité dans les cadres réglementaires de certains États afin de protéger le biome vital de la pampa. Au Mexique, le projet sur les forêts et le changement climatique de la Banque aide à placer 1,8 million d'hectares de forêts sous gestion durable communautaire et fournit des moyens de subsistance à de nombreux habitants de zones rurales, en particulier des femmes. Dans les Caraïbes, la Banque aide les pays à moderniser les réseaux électriques et les entreprises à exploiter des sources renouvelables d'énergie.

## Investir dans le capital humain et protéger les populations démunies

L'une des priorités de la Banque mondiale dans la région consiste à aider les pays à accroître leur capital humain afin d'offrir des perspectives à tous leurs citoyens. En El Salvador, le Projet d'amélioration de la qualité de l'éducation a contribué à élargir le système de scolarisation à temps plein au profit de 16 000 élèves grâce à la fourniture de nouveaux locaux et matériels d'apprentissage. En République dominicaine, plus de 250 000 personnes ont été intégrées à un programme d'assistance sociale après la mise en place de systèmes améliorés de ciblage des populations pauvres.

En outre, la Banque a appuyé des programmes de développement et de nutrition du jeune enfant dans certains pays, notamment le Guatemala et la Bolivie, qui profitent aux femmes enceintes, aux jeunes enfants et à leurs familles. En Bolivie, plus de 70 centres de développement du jeune enfant ont bénéficié d'un appui pour mettre en œuvre des plans d'action d'amélioration de leurs activités et se conformer aux normes de qualité.

## Recourir à des services de conseil, à l'assistance technique et au pouvoir de mobilisation

Signe de l'évolution du rôle de la Banque en Amérique latine et dans les Caraïbes ces dernières décennies, les pays de la région se tournent de plus en plus vers l'institution pour une aide qui va au-delà des prêts directs, notamment sous la forme de services de conseil remboursables et d'assistance technique. Au Mexique, un accord de services de conseil remboursables aide à renforcer les zones économiques spéciales dans des localités pauvres du sud en attirant des investissements et en reliant ces zones aux marchés intérieur et mondial. La Banque accompagne également le Paraguay dans la réforme des mécanismes de transparence pour améliorer le système de responsabilité au niveau de la banque centrale.

La Banque reste aussi une source essentielle d'idées, de pratiques de référence et de pouvoir de rassemblement dans la région. Une série de conférences et de rapports inédits a constitué des cadres de mobilisation efficaces, à l'instar des études arrivées à point nommé que sont *Better Neighbors: Toward a Renewal of Economic Integration in Latin America* (qui traite du renouveau de l'intégration économique en Amérique latine) ; *Rethinking Infrastructure in Latin America and the Caribbean: Spending Better to Achieve More* (qui propose de repenser l'infrastructure en optimisant les dépenses dans la région) ; *Stop the Violence in Latin America: A Look at Prevention from Cradle to Adulthood* (qui traite de la prévention de la violence en Amérique latine dès le bas âge jusqu'à l'âge adulte) ; ainsi que *Toward a Blue Economy*, un rapport sur le rôle de l'océan dans le développement économique durable dans les Caraïbes.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/lac](http://worldbank.org/lac).

### TABLEAU 10 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

#### ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	5 709	8 035	5 373	5 726	5 236	3 885
<b>IDA</b>	315	183	503	383	303	229

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 28,4 milliards de dollars.



## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Réagir rapidement après le passage de l'ouragan dévastateur en Haïti

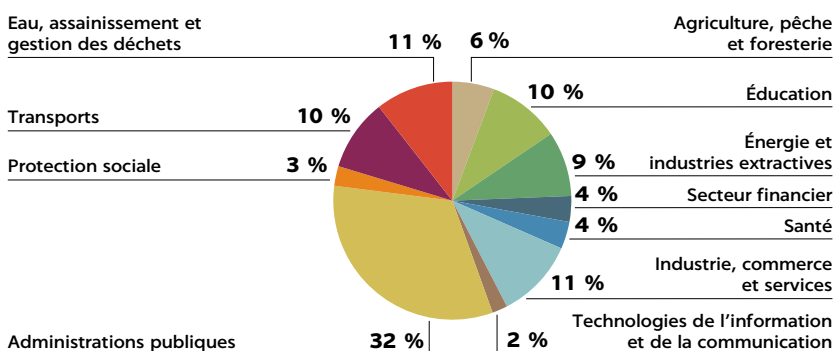
Le 4 octobre 2016, Haïti a été frappé par l'ouragan Matthew, une tempête de catégorie 4 qui a été le sinistre le plus ravageur qu'ait connu le pays depuis le tremblement de terre de 2010. Des vents violents, des pluies torrentielles et des ondes de tempête dévastatrices ont provoqué des inondations, des glissements de terrain et d'importants dégâts matériels et la destruction des moyens d'existence, en particulier dans les départements pauvres du sud du pays, notamment Grand'Anse, Nippes et Sud. Une évaluation rapide entreprise par les pouvoirs publics avec l'aide de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement a estimé que les dégâts et pertes pourraient atteindre jusqu'à 1,9 milliard de dollars, soit 22 % du PIB du pays.

La réaction de la Banque mondiale ne s'est pas fait attendre. Dans les deux semaines qui ont suivi, le Mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes mis en place par la Banque a décaissé 23 millions de dollars pour répondre aux besoins immédiats du gouvernement. La Banque a réaffecté plus de 49 millions de dollars des ressources existantes au soutien des interventions d'urgence, notamment la remise en état des routes, des ponts et des écoles, la fourniture de repas scolaires, la réparation des systèmes d'alimentation en eau et des installations d'assainissement d'urgence, l'intensification d'une riposte rapide contre le choléra, la distribution de semences et d'engrais pour la campagne agricole hivernale, et la mise à disposition de liquidités pour la remise en état des canaux d'irrigation. Par ailleurs, 100 millions de dollars ont été mobilisés à travers le Mécanisme de réponse aux crises de l'IDA pour venir en aide aux populations les plus touchées des départements du sud grâce à un appui fourni dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et des transports.

## FIGURE 5 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

### PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 17

PART DU TOTAL DE 5,9 MILLIARDS DE DOLLARS



## TABLEAU 11 AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

### LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	500	570	610	
Croissance démographique (% annuel)	1,5	1,2	1,1	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	3 919	7 765	8 010	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,3	4,7	-1,8	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	71 <sup>b</sup>	39	34	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	75	77	78	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	68	71	72	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	97	98	98	
Taux d'alphabétisation des jeunes, garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	96	98	98	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 226	1 557	1 711	

### SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	13 <sup>b</sup>	6,5	5,4	
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	17	13	11	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	101	83	69	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	33	24	18	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	98	99	100	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	60	66	67	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	16	24	30	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	89	93	94	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	74	80	82	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	91	96	97	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	28	29	27	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	3	34	54	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).

# Moyen-Orient et Afrique du Nord



La région Moyen-Orient et Afrique du Nord traverse toujours en grande partie une période de transition. La violence et les méfaits de la guerre continuent de miner de nombreux pays, tandis que les effets du ralentissement de la croissance économique dans cette région et celles voisines compromettent et appellent des réformes qu'il est impératif d'entreprendre. Les pays du Conseil de coopération du Golfe sont toujours confrontés à la faiblesse des cours du pétrole, mais ils entreprennent également de diversifier leur économie, certains mettant en œuvre d'ambitieux projets de modernisation.

La croissance économique dans la région devrait reculer à 2,1 % en 2017 contre 3,2 % en 2016, puis rebondir à 2,9 % en 2018.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque a approuvé des opérations de prêt d'un montant de 5,9 milliards de dollars pour la région au titre de 25 projets, dont 4,9 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 1 milliard de dollars d'engagements de l'IDA. Le produit des services de conseil remboursables pour l'exercice 17 s'est élevé à environ 40 millions de dollars, le programme ayant été élargi à des secteurs autres que les domaines traditionnels de l'éducation, la gouvernance, la diversification économique et les petites et moyennes entreprises. La Banque a en outre recentré son action sur la mobilisation des financements commerciaux pour les infrastructures, ce qui a conduit à des évaluations en ce domaine en Algérie, en Jordanie, au Maroc, en République arabe d'Égypte et en Tunisie. Ces évaluations, qui s'achèveront au début de l'exercice 18, porteront sur le cadre juridique, réglementaire et financier favorable à une plus grande participation du secteur privé dans le financement des infrastructures.

La promotion de la paix et de la stabilité sociale est au cœur de la stratégie de la Banque pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et oriente les interventions de l'institution. Cette stratégie repose sur quatre piliers, à savoir l'établissement d'un nouveau contrat social, le développement de la coopération régionale, le renforcement de la résilience, qui recouvre notamment les défis posés par les déplacements forcés de populations, et le soutien au redressement économique et à la reconstruction.

## Renouveler le contrat social

Le travail de la Banque dans la région consiste prioritairement à aider à créer des structures de gouvernance plus inclusives et plus redevables et à promouvoir des économies tirées par le secteur privé qui offrent plus de perspectives. Durant l'exercice écoulé, un prêt de 1 milliard de dollars a été accordé à l'Égypte au titre de la stabilisation des finances publiques et des réformes dans le secteur de l'énergie axées sur les subventions et les mesures favorisant une plus grande participation du secteur privé. Une opération de 250 millions de dollars consentie pour la Jordanie visait principalement à financer les subventions à l'eau et à l'énergie et à soutenir des initiatives privées de fourniture de ces services. Un prêt de 1,4 milliard de dollars en faveur de l'Iraq a été affecté à la relance budgétaire et au renforcement des réformes dans les secteurs public et énergétique.

La promotion des marchés des capitaux et du secteur privé constitue aussi un axe d'intervention primordial. Un prêt de 500 millions de dollars à l'Égypte ciblant les collectivités démunies de Haute-Égypte visait à renforcer les interventions du secteur privé dans ces régions défavorisées. Un prêt de 350 millions de dollars accordé au Maroc a pour objet de promouvoir les marchés financiers et l'inclusion financière dans le pays, tandis qu'un autre prêt de 50 millions de dollars vise à soutenir les jeunes petites et moyennes entreprises. Un prêt de 500 millions de dollars au profit de la Tunisie permettra d'améliorer le climat des affaires dans le pays ainsi que les dispositifs d'accompagnement de l'entrepreneuriat. La région entreprend aussi de mettre en place des mécanismes de collaboration dans la lutte contre la corruption et finalisera cette année un document analytique qui expose les mesures destinées à limiter les pouvoirs discrétionnaires dans les organismes publics et à empêcher la mainmise sur les ressources de l'État.



## Accroître la coopération régionale

La stratégie pour cette région, qui est la moins intégrée sur le plan économique, privilégie une coopération plus poussée en faveur de la paix et de la stabilité. Les prêts susmentionnés accordés à l'Égypte, à l'Irak et à la Jordanie en appui au secteur de l'énergie ouvrent aussi la voie à une coopération, une efficacité et une interdépendance accrues en ce domaine vital. En outre, le projet sur les routes et l'emploi au Liban d'un montant de 200 millions de dollars permettra d'améliorer les liaisons de transport terrestre en direction de l'Est vers la République arabe de Syrie et au-delà.

## Renforcer la résilience face aux migrations forcées

Les pays de la région demeurent confrontés au problème du déplacement forcé de millions de personnes, aussi bien des nationaux à l'intérieur de leurs pays que des réfugiés venus des pays voisins. En réponse à cette crise, l'IDA a exceptionnellement accordé au Liban un crédit d'un montant de 100 millions de dollars au titre du projet « RACE 2 » qui vise à donner accès à l'éducation à tous les enfants. Ce projet mis sur pied dans le cadre du Programme pour les résultats permettra d'étendre l'offre d'éducation à la fois aux enfants des communautés d'accueil et aux enfants réfugiés. Une opération d'un montant de 300 millions de dollars poursuivie en Jordanie dans le cadre du Programme pour les résultats permettra d'améliorer les perspectives économiques offertes aux communautés d'accueil et aux réfugiés syriens en leur proposant des emplois légaux dans des entreprises, avec un accès préférentiel aux marchés européens. Elle comprend une allocation exceptionnelle de l'IDA de 100 millions de dollars en faveur de la Jordanie, un prêt de la BIRD de 149 millions de dollars et un financement de 51 millions de dollars du Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF). En outre, un prêt de 96 millions de dollars accordé au Liban pour un projet sur le renforcement de la résilience du système de santé permettra d'améliorer la prestation des soins de santé aux communautés d'accueil et aux réfugiés, tout autant qu'un prêt d'urgence sanitaire d'un montant de 36 millions de dollars au profit de la Jordanie. Ces deux projets bénéficient de financements concessionnels du GCFF.

## Soutenir le redressement économique et la reconstruction

La Banque mondiale a élargi la couverture de son aide aux collectivités vulnérables durant les périodes de conflit, un impératif au vu des ravages causés par la guerre dans cette région. La République du Yémen, en particulier, a bénéficié de concours dans plusieurs secteurs durant l'exercice écoulé. Trois dons consentis au pays d'un montant total de 500 millions de dollars permettront de soutenir les revenus des populations pauvres, de même qu'un financement additionnel sous la forme d'un prêt de 200 millions de dollars. Un autre don d'urgence d'un montant de 200 millions de dollars aidera à promouvoir les soins de santé primaires et secondaires et la nutrition, au même titre qu'un financement additionnel sous la forme d'un don de 83 millions de dollars.

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/mena](http://worldbank.org/mena).

**TABLEAU 12 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**

**ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17**

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	3 294	5 170	4,869	1 779	4 427	5 335
<b>IDA</b>	198	31	1 011	194	44	391

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 15,2 milliards de dollars.



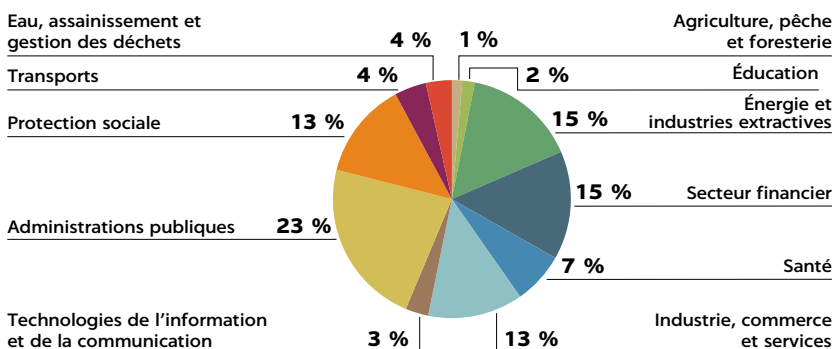
## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Apporter un appui aux pays accueillant des réfugiés

Les pays à revenu intermédiaire accueillent actuellement quelque 6 millions de réfugiés. Ils peinent pourtant à obtenir des financements à des taux concessionnels, d'où les difficultés qu'ils éprouvent à supporter les coûts induits par l'afflux de réfugiés. Les conséquences de la crise syrienne en Jordanie et au Liban ont mis à nu cette lacune importante dans les dispositifs d'aide au développement. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFE) établi pour la région vise à combler cette lacune, en aidant dans un premier temps la Jordanie et le Liban à prendre en compte les effets de la présence des réfugiés syriens. Ce mécanisme a été lancé au printemps 2016 avec des contributions de plus de 140 millions de dollars annoncées par sept pays et la Commission européenne. L'objectif affiché était de mobiliser 1 milliard de dollars sur une période de cinq ans en faveur de la Jordanie et du Liban.

En avril 2017, le GCFE a annoncé des financements à l'appui de trois nouveaux projets, portant le montant total des financements concessionnels décaissés au titre de l'aide aux réfugiés syriens et aux communautés d'accueil en Jordanie et au Liban à 1 milliard de dollars — atteignant ainsi son objectif longtemps avant l'échéance des cinq ans. Les nouveaux projets contribueront à améliorer les conditions de vie des réfugiés syriens et des communautés qui les accueillent en élargissant la couverture des services vitaux de santé publique tant en Jordanie qu'au Liban, et en renforçant les infrastructures essentielles de gestion des eaux usées en Jordanie. La contribution annoncée du Royaume-Uni, dont une partie sera affectée par le biais du GCFE, et une promesse de contribution de la Suède d'un montant de 10 millions de dollars permettront au Mécanisme de disposer à brève échéance de fonds supplémentaires pour mobiliser davantage de financements concessionnels auprès de banques multilatérales de développement.

**FIGURE 6 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**  
**PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 17**  
 PART DU TOTAL DE 5,9 MILLIARDS DE DOLLARS



**TABLEAU 13 MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**
**LA RÉGION EN BREF**

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	281	336	374	
Croissance démographique (% annuel)	1,9	1,8	1,7	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	1 568	3 914	4 565	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,3	3,6	-0,4	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	9 <sup>b</sup>	7 <sup>c</sup>	—	—
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	71	74	75	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	67	69	71	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	81	90	90	
Taux d'alphabétisation des jeunes garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	91	94	94	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	873	1 313	1 381	
<b>SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)</b>				
<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	3 <sup>b</sup>	2,1 <sup>c</sup>	—	—
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	24	19	17	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	125	99	90	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	45	29	25	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	81	92	92	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	25	27	27	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	4	11	18	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	88	90	93	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	78	86	90	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	91	95	96	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	3	3	3	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	1	21	39	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2005.

c. Données de 2008.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).



La région Asie du Sud continue d'afficher la croissance la plus dynamique, dont le taux devrait passer de 6,7 % en 2016 à 6,8 % en 2017 et 7,1 % en 2018. L'inflation a reculé principalement par suite de la baisse des prix des denrées alimentaires et des produits de base ; les envois de fonds depuis l'étranger se sont stabilisés dans la plupart des pays ; et les réserves internationales se situent, dans la majorité des cas, à des niveaux confortables. L'assainissement des finances publiques évolue à des rythmes différenciés et des risques continuent de peser sur le secteur financier.

Cette croissance soutenue s'est traduite par un recul de la pauvreté et des progrès remarquables sur le plan du développement humain. Pour autant, la part de la population ayant moins de 1,90 dollar par jour pour vivre était estimée à 15,1 %, soit environ 256 millions de personnes en fin 2013 — c'est-à-dire le tiers du nombre total de pauvres dans le monde. Des centaines de millions d'autres personnes vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté, plus de 200 millions habitent des taudis et environ 500 millions n'ont pas accès à l'électricité. De nombreux pays de la région sont marqués par des formes extrêmes d'exclusion sociale et de graves pénuries d'infrastructures, et l'on assiste à une accentuation des inégalités dans les pays de grande taille.

## L'aide de la Banque mondiale

Durant l'exercice 17, la Banque a approuvé des opérations de prêt d'un montant total de 6,1 milliards de dollars pour la région au titre de 51 projets, comprenant 2,2 milliards de dollars de prêts de la BIRD et 3,8 milliards de dollars d'engagements de l'IDA, dont 795 millions de dollars du Mécanisme de financement complémentaire de l'IDA. La Banque a aussi fourni 122 services d'analyse et de conseil, notamment des avis techniques sur des questions telles que la compétitivité, la réforme du secteur de l'énergie et la fragilité.

Dans le cadre de sa stratégie régionale, elle continue de privilégier l'assurance d'une croissance inclusive soutenue. Elle met l'accent sur l'appui au développement du secteur privé par des opérations comme des investissements résilients face au climat, une plus grande inclusion sociale et financière, le renforcement de la gouvernance et la prise en compte de la fragilité.

## Miser sur les moteurs d'une croissance durable

La croissance économique dans la région a pour principal moteur la consommation et ne peut être maintenue à des niveaux élevés que si la croissance des investissements et des exportations est plus forte. Il est indispensable de promouvoir la création d'emplois, car d'après les estimations, 1 million à 1,2 million de nouvelles personnes intégreront le marché du travail tous les mois au cours des vingt prochaines années. La Banque mondiale aide à relever ces défis au moyen de projets tels que l'opération en faveur de l'Inde axée sur les compétences, représentant 250 millions de dollars, qui vise à renforcer les capacités des institutions chargées de développer les compétences et à offrir à la population active des formations de qualité adaptées aux besoins du marché du travail.

## Favoriser une résilience essentielle face au changement climatique

La région Asie du Sud est très vulnérable aux effets du changement climatique, notamment aux catastrophes naturelles d'origine climatique et à l'élévation du niveau de la mer. Elle ne pourra enregistrer des progrès en ce domaine qu'en réduisant ses émissions de carbone, en reconstituant son bouquet énergétique et en atténuant les méfaits de l'évolution du climat. La Banque a entrepris d'appliquer un plan d'affaires climatique pour l'Asie du Sud afin de soutenir les contributions déterminées au niveau national par les pays et les initiatives que ceux-ci prennent pour améliorer la résilience climatique.

## Appliquer le Plan d'action régional pour la promotion de la parité entre les sexes

La Banque exécute son Plan d'action régional pour la promotion de la parité entre les sexes, qui s'articule autour de quatre des enjeux de développement les plus pressants de

l'Asie du Sud : le capital humain, l'autonomisation économique, l'assurance des moyens d'expression et d'action, le développement des capacités et la communication à l'échelle régionale. Le Projet d'autonomisation socioéconomique des adolescentes et des jeunes femmes à Jharkhand (Inde), représentant un montant de 63 millions de dollars, aidera les adolescentes et les jeunes femmes à achever leurs études secondaires et à acquérir des compétences adaptées au marché du travail. D'autres projets visent précisément à s'attaquer aux obstacles à l'utilisation par les femmes des moyens de transit, notamment les problèmes de sécurité et d'éclairage ainsi que les toilettes et zones d'attente séparées.

## Promouvoir l'intégration régionale

L'intégration régionale et la coopération économique peuvent accroître les chances de réduire la pauvreté et d'assurer une prospérité partagée. L'Asie du Sud reste pourtant l'une des régions les moins intégrées. Un projet de connectivité régionale d'un montant de 150 millions de dollars vise à améliorer le cadre des échanges entre le Bangladesh d'une part et le Bhoutan, l'Inde et le Népal d'autre part, grâce à l'amélioration des liaisons, à la réduction des goulots d'étranglement dans la chaîne logistique et à l'aide à l'adoption de formules modernes de gestion des frontières et de facilitation des échanges.

## Soutenir la réforme des politiques publiques

La Banque apporte son appui aux programmes de réformes mis en œuvre dans les pays, en insistant particulièrement sur la promotion de la création de marchés et l'amélioration de l'efficacité du secteur public aux niveaux national et infranational. Elle accompagne par exemple l'État pakistanais dans la poursuite de sa politique de réduction des coûts de production de l'électricité et d'amélioration de la viabilité financière du secteur de l'énergie au moyen d'une série de crédits de développement à l'appui de la réforme du secteur de l'énergie, d'opérations d'investissement et de l'assistance technique.

## Prendre en compte la fragilité

La Banque mondiale a entrepris de s'allier avec les Nations Unies pour trouver des solutions aux problèmes associés au déplacement forcé de populations. En Afghanistan et au Pakistan notamment, elle renforce ses programmes d'aide aux réfugiés, aux déplacés internes, aux rapatriés et aux communautés d'accueil. Elle a aussi approuvé des opérations destinées à soutenir les personnes vulnérables dans ces pays, à l'instar du projet sur la charte citoyenne en Afghanistan, d'un montant de 228 millions de dollars, qui vise à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie en renforçant les capacités des conseils de développement des collectivités locales. Au Pakistan, un prêt de 100 millions de dollars a été consenti au titre du Programme national de protection sociale pour renforcer le système national des filets sociaux et améliorer l'accès des personnes démunies aux services sociaux.

## Produire des connaissances pour améliorer la compétitivité

La Banque a publié plusieurs rapports importants sur l'Asie du Sud durant l'exercice écoulé. Le rapport intitulé *Competitiveness of South Asia's Container Ports: A Comprehensive Assessment of Performance, Drivers, and Costs*, par exemple, dresse un état des lieux inédit des ports de la région et préconise des mesures pour améliorer la situation, notamment l'accroissement de la participation du secteur privé, l'amélioration de la gouvernance des autorités portuaires et le renforcement de la concurrence à l'intérieur des ports et entre eux. Le rapport *South Asia's Turn: Policies to Boost Competitiveness and Create the Next Export Powerhouse* quant à lui examine le potentiel d'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises dans la région et recommande des réformes et des investissements à entreprendre.

**TABLEAU 14 ASIE DU SUD**

### ENGAGEMENTS ET DÉCAISSEMENTS RÉGIONAUX POUR LES EXERCICES 15-17

	ENGAGEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)			DÉCAISSEMENTS (MILLIONS DE DOLLARS)		
	EX. 15	EX. 16	EX. 17	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>BIRD</b>	2 098	3 640	2 233	1 266	1 623	1 454
<b>IDA</b>	5 762	4 723	3 828	3 919	4 462	3 970

Portefeuille de projets en cours d'exécution au 30 juin 2017 : 47,8 milliards de dollars.



## PLEINS FEUX SUR UN PROJET

### Donner aux enfants une seconde chance de scolarisation au Bangladesh

L'éducation peut ouvrir des horizons aux enfants et susciter de la fierté en eux et dans leurs familles. Au Bangladesh, 690 000 enfants non scolarisés vivant dans des régions rurales éloignées se sont vu offrir une seconde chance de s'instruire avec l'ouverture de 20 400 nouveaux centres d'apprentissage dans 148 des régions les plus défavorisées. La Banque mondiale a apporté son concours à cette initiative par le biais du deuxième projet en faveur des enfants déscolarisés (ROSC II) financé à hauteur de 130 millions de dollars.

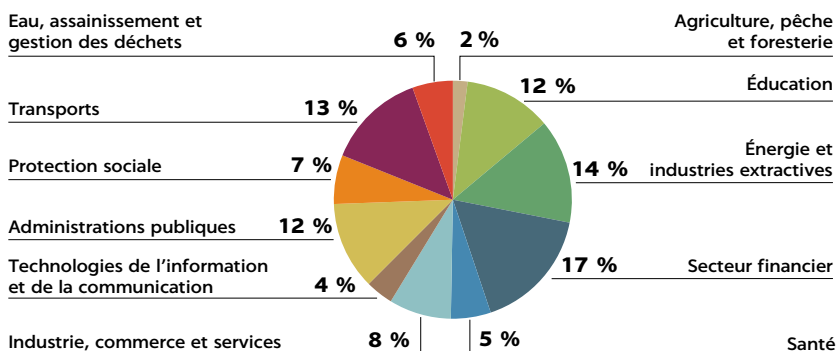
Le Bangladesh a accompli des progrès remarquables durant les vingt dernières années sur le plan de l'accès à l'éducation, en particulier au niveau du primaire et pour les filles. Le taux de scolarisation est passé de 80 % en 2000 à 98 % en 2015 dans le primaire, et de 45 % en 2000 à 54 % aujourd'hui dans le secondaire. Pour autant, quelque 5 millions d'enfants bangladais âgés de 6 à 13 ans — issus pour la plupart de familles démunies, de bidonvilles et de zones difficiles d'accès — ne sont toujours pas scolarisés.

Le projet ROSC II, qui en est à sa cinquième année d'exécution, capitalise les acquis de la première opération (2004-2013) d'un montant de 86 millions de dollars qui avait permis de ramener 840 000 enfants à l'école, d'améliorer les compétences des élèves en bengali et en mathématiques, et d'accroître les taux d'achèvement des différents niveaux d'études. Le projet ROSC représente la stratégie nationale adoptée par les autorités bangladaises pour élargir la couverture scolaire aux enfants à risque dans les zones rurales, mais aussi pour étendre la portée de l'opération aux bidonvilles mal desservis, suivant une démarche plus affinée qui donne à plus de 50 000 enfants une seconde chance d'aller à l'école. Les parents ont davantage foi en l'avenir de leurs enfants grâce à cette initiative des pouvoirs publics.

FIGURE 7 ASIE DU SUD

### PRÊTS DE LA BIRD ET CRÉDITS DE L'IDA PAR SECTEUR • EXERCICE 17

PART DU TOTAL DE 6,1 MILLIARDS DE DOLLARS



## TABLEAU 15 ASIE DU SUD

### LA RÉGION EN BREF

INDICATEUR	2000	2010	DONNÉES ACTUELLES <sup>a</sup>	TENDANCE
Population totale (millions)	1 387	1 639	1 766	
Croissance démographique (% annuel)	1,9	1,4	1,3	
RNB par habitant (méthode de l'Atlas, dollars courants)	441	1 160	1 616	
Croissance du PIB par habitant (% annuel)	2,2	7,5	5,5	
Population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre (millions)	552 <sup>b</sup>	400	256	
Espérance de vie à la naissance, femmes (années)	64	68	70	
Espérance de vie à la naissance, hommes (années)	62	66	67	
Taux d'alphabétisation des jeunes filles (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	64	79	79	
Taux d'alphabétisation des jeunes garçons (% de la population âgée de 15 à 24 ans)	81	87	87	
Émissions de dioxyde de carbone (mégatonnes)	1 181	1 970	2 303	

### SUIVI DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

<b>ODD 1.1</b> Extrême pauvreté (% de la population disposant de moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, PPA 2011)	38,5 <sup>b</sup>	24,6	15,1	
<b>ODD 2.2</b> Prévalence du retard de croissance, taille pour âge (% des enfants âgés de moins de 5 ans)	51	41	36	
<b>ODD 3.1</b> Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	388	228	182	
<b>ODD 3.2</b> Taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	94	64	53	
<b>ODD 4.1</b> Taux d'achèvement des études primaires (% du groupe d'âge concerné)	70	88	91	
<b>ODD 5</b> Taux des femmes par rapport aux hommes (estimation modélisée de l'OIT, %)	43	38	37	
<b>ODD 5.5</b> Pourcentage de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (% du total)	8	20	19	
<b>ODD 6.1</b> Accès à l'eau potable (% de la population bénéficiant de l'accès)	80	89	92	
<b>ODD 6.2</b> Accès à des installations sanitaires de base (% de la population bénéficiant de l'accès)	29	40	45	
<b>ODD 7.1</b> Accès à l'électricité (% de la population)	57	75	80	
<b>ODD 7.2</b> Consommation d'énergie renouvelable (% de la consommation énergétique finale totale)	53	42	39	
<b>ODD 17.8</b> Personnes utilisant Internet (% de la population)	0,5	7	24	

**Note :** OIT = Organisation internationale du Travail ; PPA = parité du pouvoir d'achat.

a. Données les plus récentes disponibles entre 2013 et 2016 ; consulter le site <http://data.worldbank.org> pour les données actualisées.

b. Données de 2002.

La liste des pays de la région et d'autres données interactives régionales peuvent être consultées à l'adresse [data.worldbank.org/country](http://data.worldbank.org/country).

Pour en savoir plus sur le travail de la Banque mondiale dans la région, rendez-vous sur le site [worldbank.org/sar](http://worldbank.org/sar).

## Collaboration et engagement de la Banque mondiale à l'échelle internationale

Durant l'exercice 17, la communauté internationale a continué d'honorer ses engagements dans le domaine du développement dans un contexte politique mondial de plus en plus incertain. Ainsi, la Banque mondiale a approfondi ses relations avec ses partenaires et parties prenantes, consciente que la complexité des défis auxquels le monde est confronté appelle une collaboration plus étroite si les deux objectifs consistant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée doivent être réalisés.

### Forger des partenariats pour obtenir un impact sur le plan du développement

En dépit d'une conjoncture difficile, la Banque mondiale n'a cessé de militer en faveur de certains enjeux cruciaux et de renforcer ses partenariats avec la communauté internationale au profit des personnes pauvres. Cette démarche s'est avérée particulièrement déterminante durant le processus de la dix-huitième reconstitution des ressources de l'IDA. La Banque a ainsi formé une coalition de plusieurs centaines de pays donateurs et emprunteurs, de membres de la société civile, d'organisations confessionnelles et d'acteurs influents dont les contributions ont atteint un montant record de 75 milliards de dollars.

La Banque mondiale a aussi fait une plus grande place à sa collaboration avec le secteur privé, consciente que la réalisation des Objectifs de développement durable exigera des investissements multiformes pour décupler les milliards de dollars d'aide au développement et obtenir ainsi les milliers de milliards de dollars requis en ce domaine. Dans les forums internationaux comme le Sommet du G20, le Forum économique mondial, les Assemblées annuelles et les Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), la Banque a souligné son soutien en faveur de l'appel aux financements du secteur privé, en coordination avec les partenaires de développement, et de l'accroissement de la représentation du secteur privé dans les discussions relatives au développement. Cette conception du financement du développement et de la participation du secteur privé a remporté une large adhésion et a été formellement entérinée par les ministres en charge des finances et les gouverneurs des banques centrales du G20. L'un des principes prônés par le G7 (Groupe des sept) concernant la coordination par les institutions financières internationales est de veiller à ce que les ressources privées mobilisées soient véritablement complémentaires. La Banque jouera un rôle clé dans la réponse apportée par les banques multilatérales de développement dans ce domaine.

Les citoyens aussi jouent un rôle crucial en aidant à rendre les institutions publiques plus transparentes, comptables et efficaces, et à améliorer les résultats sur le plan du développement. L'une des priorités consiste à faire participer les bénéficiaires, c'est-à-dire les citoyens directement ciblés par les projets de développement financés par la Banque et censés en tirer avantage. La Banque mondiale a accompli des avancées sur l'engagement pris par le Président Jim Yong Kim de recueillir, d'ici la fin de l'exercice 18, les réactions concernant 100 % des projets de l'institution auprès de bénéficiaires clairement identifiés. À mi-parcours de l'exercice 17, la conception de 99 % des financements approuvés pour des projets d'investissement était centrée sur les bénéficiaires et 89 % des projets approuvés comprenaient un indicateur sur les retours d'informations des bénéficiaires. La mise en œuvre des mécanismes et indicateurs de participation citoyenne fera l'objet d'un suivi à compter de l'exercice 19.

### S'attaquer aux questions essentielles que sont le changement climatique, le développement du capital humain et la fragilité

La Banque mondiale a continué de plaider pour une action mondiale accélérée et concertée pour aider les pays en développement à faible revenu et à revenu intermédiaire à relever



le défi du changement climatique. Les tribunes dont elle s'est servie à cet effet étaient la Conférence des Parties (COP 22) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Forum économique mondial, les Assemblées annuelles et les Réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, et la réunion des ministres en charge de l'environnement du G7. À la COP22, la Banque a surtout insisté sur les solutions pour les pays les plus vulnérables et a ainsi présenté un nouveau plan d'action climatique pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et un rapport sur le renforcement de la résilience des pays en développement face aux catastrophes naturelles. Durant les Réunions de printemps, les responsables de l'action climatique représentant les gouvernements, le secteur privé et la communauté des philanthropes se sont retrouvés pour réfléchir à de nouvelles stratégies de mobilisation et de ciblage des financements climatiques afin d'en accroître l'échelle et l'impact au maximum.

Pour marquer l'importance de l'investissement dans le capital humain, la Banque a noué des partenariats et mis à contribution des plateformes dont l'objet est d'accroître l'appui national et international apporté à l'initiative *Early Years* axée sur le développement de la petite enfance, qui représente un investissement prioritaire capital pour la croissance économique et la compétitivité dans les pays. Durant les Réunions de printemps, la Banque a invité ses principaux partenaires à une table-ronde de haut niveau sur le programme de promotion du développement de la petite enfance. Elle leur a ainsi donné l'occasion de prendre des engagements concrets et d'attirer l'attention sur l'impérieuse nécessité de travailler de concert au niveau des pays. Les fondations ont aussi largement aidé à soutenir le développement de la petite enfance tant par des financements parallèles que par des activités de sensibilisation et mobilisation.

Le travail qu'effectue la Banque sur les questions de la fragilité, des conflits et de la violence pour aider à renforcer la résilience et la stabilité repose sur une solide collaboration avec les partenaires spécialisés dans l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, notamment les organisations de la société civile qui travaillent dans les contextes les plus difficiles. Dans le cadre de ces efforts, la Banque a organisé, lors des Réunions de printemps, une rencontre de haut niveau sous l'égide du Président Jim Yong Kim et du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, pour discuter de la crise alimentaire qui sévit en Afrique subsaharienne et au Yémen. Des États, des partenaires de développement et des acteurs de la société civile se sont ainsi réunis pour promouvoir une politique de tolérance zéro face à la famine. Pour encourager l'adoption de mécanismes de financement innovants efficaces pour un groupe diversifié de pays en situation de fragilité, une table ronde de haut niveau a été organisée au cours de laquelle a été soulignée la nécessité d'une collaboration entre la Banque, les Nations Unies et la Commission européenne.

## **Collaborer avec les organismes multilatéraux, la société civile, les parlementaires, le secteur privé et les fondations**

Des initiatives et forums multilatéraux représentent des occasions importantes pour les pays en développement de se faire entendre et de faire valoir des enjeux prioritaires sur l'échiquier international. La Banque mondiale a élargi la portée de sa collaboration avec les Nations Unies pour prendre en compte des questions cruciales, notamment les régions en situation de conflit et de fragilité, la crise des réfugiés, la famine et les pandémies. Travaillant en partenariat sur les questions du développement durable et du changement climatique, les deux institutions sont intervenues dans un large éventail de secteurs, notamment l'éducation, la santé, le commerce et les statistiques. Sous la présidence allemande du G20, la Banque a mené des actions visant à stimuler le développement économique durable et solidaire en Afrique, a établi un ensemble de principes pour mobiliser des financements accrus du secteur privé et a mené des initiatives visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes. Elle a aussi apporté une contribution à la présidence italienne du G7, notamment en se faisant le chef de file d'une coordination plus efficace entre les institutions financières internationales, y compris en ce qui concerne l'optimisation de l'emploi des ressources au niveau des banques multilatérales de développement (BMD). Au Forum économique mondial de Davos (Suisse), la Banque a, entre autres initiatives, mené des discussions avec les partenaires des BMD sur le rôle du secteur privé dans le développement, organisé une séance de simulation de pandémie, et rencontré des directeurs généraux pour discuter du financement de l'action climatique. Dans toutes ces instances, la Banque mondiale continue de donner le ton des discussions sur le financement, les données et la mise en œuvre, insistant sur la nécessité d'inciter les acteurs du secteur privé à participer au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La société civile a plus que jamais un rôle important à jouer dans le développement et dans la promotion de la transparence et la reddition de comptes. Durant l'exercice 17, les organisations confessionnelles et organisations de la société civile ont participé au processus de reconstitution des ressources de l'IDA, pris part aux consulta-

tions et à la réflexion sur l'élaboration et la mise en œuvre du Cadre environnemental et social, participé à un grand nombre de discussions sur les actions à mener par les pouvoirs publics, et recensé de nouveaux axes de collaboration opérationnelle. Le Forum de la société civile organisé en marge des Réunions de printemps et des Assemblées annuelles a également permis à la société civile d'attirer l'attention de la Banque sur certaines questions, notamment la participation citoyenne, les intermédiaires financiers, l'éducation, l'énergie et le changement climatique. Les ateliers organisés par la Banque avec des organisations professionnelles et organisations de la société civile issues de 35 sur 48 pays d'Afrique subsaharienne illustrent les efforts déployés par l'institution pour collaborer avec les parties prenantes au niveau des pays.

Partout dans le monde, les parlementaires sont des interlocuteurs cruciaux pour la Banque en raison du rôle qu'ils jouent dans la prise des décisions financières et politiques. La Banque poursuit actuellement un programme de collaboration avec eux par le dialogue, l'échange d'informations et la sensibilisation et la mobilisation en faveur du développement. En marge des Réunions de printemps, la Banque a organisé, en collaboration avec le FMI et le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI, la Conférence parlementaire annuelle au cours de laquelle 212 participants venus de 67 pays ont rencontré les dirigeants de la Banque mondiale et du FMI pour discuter du programme de développement mondial. La Banque a par ailleurs animé des discussions autour du développement de la petite enfance, facilité des visites de certains projets qu'elle finance et, avec le Réseau parlementaire, procédé au lancement d'une antenne de ce dernier pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui s'occupera des questions importantes pour cette région.

À l'heure actuelle, la Banque travaille en partenariat avec une centaine de fondations dans toutes les régions du monde. La Fondation Bill & Melinda Gates est la principale source de financements philanthropiques de la Banque, soutenant des programmes dans des domaines tels que l'agriculture, la santé et la nutrition, l'eau et l'assainissement, l'inclusion financière, et l'égalité entre les sexes. Les autres partenaires philanthropiques importants sont notamment les suivants : Fondation des Nations Unies, Fondation Mastercard, Children's Investment Fund Foundation, Fondation Rockefeller, Fondation William et Flora Hewlett, Aga Khan Development Network, Bloomberg Philanthropies et Open Society Foundations.

## Célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

La Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, qui se célèbre le 17 octobre de chaque année, a été pour la Banque mondiale l'occasion d'échanger avec des partenaires aux niveaux national, régional et mondial afin de sensibiliser l'opinion aux progrès accomplis en direction de l'élimination de la pauvreté et aux mesures à prendre pour y parvenir. Peu avant cette journée, la Banque a rendu public un nouveau rapport phare intitulé *Poverty and Shared Prosperity 2016: Taking on Inequality*, qui appelle à lutter contre les inégalités pour réaliser les deux objectifs de l'institution. En outre, la visite du Président Jim Yong Kim au Bangladesh et ses entretiens avec des interlocuteurs clés ont permis à la Banque de faire valoir l'expérience de ce pays en matière de réduction de la pauvreté. Les bureaux-pays à travers le monde ont organisé des manifestations, des débats et des journées d'action communautaire pour attirer l'attention sur les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté au niveau des pays et à l'échelle mondiale.

## Attacher de l'importance aux avis des parties prenantes

Parallèlement aux efforts de communication qu'elle déploie à travers le monde, la Banque attache la plus haute importance à l'évaluation systématique des avis de milliers d'acteurs influents et de parties prenantes clés dans les pays bénéficiaires à travers son Programme d'enquêtes d'opinion auprès des pays. Elle suit les idées que se font ces intervenants et leurs attitudes au fil du temps pour éclairer la formulation de ses stratégies pour les pays par les différentes institutions du Groupe de la Banque mondiale. Il ressort des données de l'enquête de l'exercice 16 que la réforme de la gouvernance et l'efficacité de l'administration publique étaient considérées dans l'ensemble des pays où l'enquête a été menée comme la principale priorité en matière de développement, alors que la sécurité alimentaire est de plus en plus présentée comme une priorité de développement, surtout dans les pays IDA. Du côté de la Banque, la célérité et la flexibilité continuent d'être perçues comme des défis, mais l'institution reste très appréciée pour son rôle de partenaire à long terme, ses méthodes de collaboration avec les gouvernements et le respect avec lequel elle traite les parties prenantes. Elle continuera de s'appuyer sur ces atouts et améliorera ce qui doit l'être en promouvant les partenariats voulus pour accroître l'impact de son action sur le plan du développement.

## Une institution responsable sur les plans environnemental et social

La Banque mondiale est résolue à mener ses activités d'une manière durable et responsable. Le fait de réduire les effets sur l'environnement tout en améliorant au maximum le bien-être dans le cadre de ses opérations internes renforce sa capacité à atteindre ses objectifs de développement. Durant l'exercice écoulé, elle a approuvé un plan stratégique de responsabilité institutionnelle pour faire face à l'impact de ses activités sur l'environnement avec l'appui de son directeur général et responsable en chef de l'administration. Ce plan recense les principaux domaines où les activités peuvent avoir un tel impact et engage l'institution à se fixer des objectifs à atteindre sur le plan de l'environnement. De plus amples informations sont fournies dans le rapport intitulé *Sustainability Review 2017*, qui passe en revue les mesures prises pour assurer la durabilité des opérations, et dans les réponses de la Banque à l'Indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

### L'action de la Banque pour le climat : institutionnaliser la neutralité climatique

Pour faire face au changement climatique, il faut une action intégrée à l'échelle mondiale, nationale et locale. Prêchant par l'exemple, la Banque mondiale mesure, réduit, neutralise et fait rapport sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) résultant de ses établissements, des grandes réunions qu'elle organise et des déplacements en avion qu'elle occasionne.

**Mesurer.** Depuis 2006, la Banque mesure et neutralise les émissions de carbone générées par ses bâtiments et les déplacements qu'elle organise à Washington depuis 2006, et elle poursuit cette démarche à l'échelle mondiale depuis 2009. Le Plan de gestion des inventaires des émissions de GES du Groupe de la Banque mondiale contient de plus amples renseignements concernant les périmètres et les catégories d'émissions couverts par lesdits inventaires.

**Réduire.** La Banque mondiale continue à poursuivre l'objectif qu'elle s'est fixé en 2012 de réduire de 10 % les émissions résultant de ses établissements par rapport au niveau de référence de 2010. En 2016, ces émissions ont décliné de 5 % en comparaison à l'année précédente, par suite notamment de l'amélioration de l'efficacité tant au siège que dans les bureaux-pays. Les émissions liées aux voyages d'affaires par avion ont diminué d'environ 5 % entre les exercices 15 et 16, et dans l'ensemble, elles ont augmenté depuis l'exercice 10, en raison principalement de la multiplication des déplacements pour répondre aux sollicitations des clients.

**TABLEAU 16 ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE LA BANQUE MONDIALE, EXERCICES 15-17**

Indicateur	EX. 15	EX. 16	EX. 17	Indicateurs connexes
Émissions absolues de GES (tonnes d'équivalent CO <sub>2</sub> ) <sup>a</sup>	160 484	162 043	—	ODD13 ; GRI 305 ; CDP CC7-10, 14

**Note :** — = non disponible ; CDP = *Carbon Disclosure Project* ; CDP CC = Indicateurs du changement climatique du CDP ; GES = gaz à effet de serre ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable.

a. Les données portent sur les bureaux de la Banque mondiale du monde entier et englobent les émissions des catégories (ou « scopes ») 1, 2 et 3. Les données sur les émissions de GES sont décalées d'un exercice.

**Neutraliser.** La Banque reconnaît qu'à brève échéance, il n'est pas possible de mener ses activités sans émettre des GES. Pour neutraliser les émissions directes et indirectes de carbone, elle a acheté et procédé au retrait de crédits de réductions d'émissions pour un montant total de 285 000 dollars pour l'exercice 16 sur un portefeuille d'opérations comprenant un projet sur les cuisinières basse consommation certifiées étalon-or au Rwanda et un projet de forêts communautaires reconnu pour la préservation de la biodiversité qu'il assure en République démocratique du Congo. La Banque achète également des certificats d'énergie renouvelable (CER) équivalents à sa consommation d'électricité à Washington. Au cours de l'exercice 16, elle a acheté 105 287 CER provenant de projets éoliens poursuivis dans le nord des États-Unis.

**Faire rapport.** La Banque présente des rapports sur ses émissions de GES dans le cadre de l'initiative Climate Neutral Now des Nations Unies et est la seule banque multilatérale de développement qui réponde au Carbon Disclosure Project, un forum qui examine les risques, les politiques et les impacts des opérations de prêt de la Banque ainsi que les émissions de l'institution.

## Les établissements de la Banque : gérer l'impact du travail de l'institution

La Banque mondiale maîtrise les impacts environnementaux, sociaux et économiques de ses opérations et décisions internes. Elle s'emploie à obtenir des impacts positifs nets sur les écosystèmes, les collectivités et les économies où elle dispose de bureaux.

**Concevoir la durabilité.** Un bâtiment de la Banque nouvellement construit en RDP lao a reçu le label GreenMark Platinum pour ses aménagements axés sur la durabilité, notamment l'utilisation de l'énergie solaire, la récupération des eaux pluviales, les capteurs de lumière artificielle, le traitement des eaux usées et l'élimination maîtrisée des ordures. La mise à niveau du bâtiment et l'achat de certificats d'énergie verte à la Bourse indienne de l'énergie ont permis au bureau de New Delhi à Lodi Estate d'obtenir la certification LEED de niveau « or » dans la catégorie aménagement intérieur des espaces commerciaux. La Banque mondiale compte à présent neuf bâtiments certifiés conformes aux normes de construction durable.

**Utiliser l'énergie de manière intelligente.** Parmi les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique, on citera la fermeture de trois centres de données au siège ; l'installation de dispositifs d'éclairage LED et de gradateurs dans les escaliers des bureaux de Washington, Dhaka (Bangladesh), Paris, Chennai (Inde) et Moscou ; et l'installation d'ampoules LED et de capteurs de lumière dans les bureaux de Chennai, Addis-Abeba (Éthiopie), Dhaka et Paris. Ces mesures ont entraîné une diminution de 7 % de la consommation d'énergie. Des systèmes d'éclairage à énergie solaire ont également été installés dans les bureaux d'Addis-Abeba, Nairobi (Kenya) et Juba (Soudan du Sud).

**TABLEAU 17 QUELQUES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE MONDIALE, EXERCICES 15-17**

Indicateur	EX. 15	EX. 16	EX. 17	Indicateurs connexes
Utilisation de l'énergie à l'échelle mondiale (GJ) <sup>a</sup>	538 966	495 645	—	ODD7 ; GRI 302 ; CDP CC 10-11
Intensité de l'utilisation de l'énergie à l'échelle mondiale (GJ/m <sup>2</sup> ) <sup>a</sup>	0,90	0,81	—	
Réduction des déchets mis en décharge (%) <sup>b</sup>	56	57	61	ODD12 ; GRI 306
Total part de fibres provenant de déchets de consommation dans le papier utilisé (photocopie et impression, %) <sup>b</sup>	60	62	68	ODD12 ; GRI 301

**Note :** — = non disponible ; CDP = Carbon Disclosure Project ; CDP CC = Indicateurs du changement climatique du CDP ; GJ = gigajoule ; GJ/m<sup>2</sup> = gigajoule par mètre carré ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable.

a. Ces données se rapportent à l'ensemble des bureaux de la Banque mondiale dans le monde entier.

b. Ces données ne concernent que les bureaux de Washington.

**Utiliser l'eau de manière rationnelle.** Les bureaux de Washington ont mis en place des fontaines réfrigérantes et des stations de remplissage de bouteilles normalisées. Les stations de remplissage de bouteilles filtrent l'eau en éliminant le plomb et d'autres contaminants potentiels et permettent de compter les bouteilles d'eau jetables remplacées. Au bureau de Nairobi, l'eau de pluie est récupérée et utilisée pour l'aménagement paysager et le nettoyage de surfaces extérieures.

**Éviter le gaspillage.** Les bureaux de Washington ont lancé un nouveau programme de gestion des déchets, comprenant un volet compostage, pour normaliser les stations de tri des parties communes. Mis en œuvre à titre expérimental en octobre 2016, ce programme a permis de porter le pourcentage de déchets non mis en décharge de 59 % en moyenne avant le lancement du programme à 75 %, et la quantité de compost recueilli a augmenté de près de 500 %. À présent, les cafétérias des bureaux du siège ne proposent que des conteneurs entièrement compostables. Des campagnes visant à inciter le personnel à utiliser des assiettes et des couverts réutilisables sont menées afin de réduire les besoins en conteneurs jetables.

**Assurer les approvisionnements de manière durable.** Le département des approvisionnements de la Banque mondiale a donné une nouvelle orientation à son programme en confiant à un chargé senior des approvisionnements la responsabilité d'intégrer la durabilité dans les processus du département. Le nouveau cadre s'articule autour de trois piliers, à savoir l'écologie, le social et la diversité, qui couvrent les différentes catégories et chaînes d'approvisionnement. Cette démarche permet de recenser et comparer les domaines transversaux et ceux spécifiques aux produits, et d'élaborer des indicateurs et des paramètres pour gérer les progrès accomplis par la Banque et établir des rapports à cet effet. Le programme a permis de mettre en place un ensemble d'outils comprenant la sensibilisation des prestataires et fournisseurs et la communication et l'éducation au sein de l'institution.

**Donner à la collectivité.** Durant l'exercice 17, le personnel du Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à offrir la somme record de 3,3 millions de dollars dans le cadre du programme de dons aux membres de la collectivité. Le Groupe de la Banque a versé un abondement d'un montant égal, portant à 6,6 millions de dollars le montant total des dons offerts dans la région de Washington et à travers le monde entier par le biais de cette initiative. Les campagnes de collecte de dons dans 25 bureaux locaux ont aussi battu des records, en permettant de lever 211 000 dollars, abondement par l'institution compris, au profit d'organisations non gouvernementales. Les agents de la Banque ont aussi réagi à l'ouragan qui a frappé Haïti en versant des dons d'un montant total de 25 000 dollars, abondement de l'institution compris.

## **Le personnel de la Banque mondiale : plus de 170 nationalités travaillant dans 140 pays et poursuivant une mission commune**

Les membres du personnel du Groupe de la Banque mondiale représentent plus de 170 nationalités, travaillent dans 140 pays et adhèrent aux objectifs de l'institution. Ce sont eux, principalement, qui portent la réputation de la Banque en tant que partenaire de développement à long terme sur lequel les pays peuvent compter. Leurs connaissances, leurs compétences, leur diversité et leur motivation constituent un élément essentiel d'un avantage comparatif. Selon l'enquête la plus récente menée auprès du personnel, 92 % des agents se disent fiers de travailler au sein du Groupe de la Banque, la majorité d'entre eux indiquant que c'est le meilleur endroit où travailler dans le domaine du développement.

**Promouvoir une culture d'éthique.** Le succès du travail du Groupe de la Banque repose sur une culture axée sur des valeurs adoptée par le personnel, laquelle sous-tend l'impact, sur le plan éthique, des stratégies et politiques de l'institution. Le Bureau de l'éthique professionnelle et de l'intégrité établit des normes et assure la formation, la sensibilisation et la communication afin de promouvoir le respect des obligations d'ordre éthique du personnel du Groupe de la Banque. Le Bureau conseille les membres du personnel sur les risques de conflit d'intérêts et, le cas échéant, ouvre des enquêtes sur les allégations de mauvaise conduite. Ces derniers temps, il s'est surtout employé à promouvoir une conception positive de l'éthique professionnelle ainsi que la poursuite dans tous les bureaux à travers le monde d'une culture éthique rigoureuse qui cadre avec les objectifs et la stratégie du Groupe de la Banque.

**La stratégie de gestion des ressources humaines du Groupe de la Banque mondiale.** Durant l'exercice 17, une nouvelle stratégie triennale de gestion des ressources humaines du Groupe de la Banque mondiale a été élaborée avec les nombreuses contributions du personnel et de l'encadrement de l'institution et entérinée par le Conseil des Administrateurs. Cette stratégie expose une série d'initiatives de gestion du personnel ayant pour objet de faire correspondre l'effectif du Groupe de la Banque avec sa stratégie opérationnelle. Elle s'articule autour de cinq pôles d'action que sont la valorisation des compétences mondiales et diversifiées du Groupe de la Banque, le développement et le renforcement des capacités des dirigeants et des encadreurs, l'amélioration des performances et des rétributions, la promotion de la santé, de la sécurité et du bien-être du personnel, et l'amélioration de l'efficacité organisationnelle du Groupe de la Banque. Trois thèmes transversaux sont intégrés à ces pôles d'action, à savoir le renforcement de la diversité et de l'inclusion, le développement des activités du Groupe de la Banque dans les zones touchées par la fragilité, les conflits et la violence, et l'accent mis sur les principes de base des ressources humaines. Deux de ces thèmes sont présentés ci-après.

**Promouvoir la diversité et l'inclusion.** La diversité de son personnel fait la singularité du Groupe de la Banque mondiale parmi les institutions financières internationales (IFI) et constitue l'un des principaux atouts qu'il fait valoir pour présenter l'intérêt à travailler en son sein. Durant l'exercice 17, la Banque mondiale a atteint pour la première fois depuis 1998 l'objectif qu'elle s'est fixé en ce qui concerne la représentation de l'Afrique subsaharienne et des Caraïbes parmi son personnel, et elle a redoublé d'efforts dans sa poursuite de la parité entre les sexes. Le Groupe de la Banque est devenu la première institution financière internationale à se joindre à la campagne de promotion de la parité *HeForShe* lancée par ONU Femmes et s'est engagé à atteindre d'autres objectifs d'égalité entre les sexes. Ces objectifs incluent la parité entre les sexes parmi les cadres supérieurs (vice-présidences et échelons supérieurs) d'ici 2020, la certification de deuxième niveau en matière d'égalité des sexes du Economic Dividends for Gender Equality (EDGE) d'ici 2020, et une représentation paritaire des hommes et des femmes aux postes techniques d'ici 2022.

**TABLEAU 18 DONNÉES SUR LE PERSONNEL DE LA BANQUE MONDIALE, EXERCICES 15-17**

Indicateur	EX. 15	EX. 16	EX. 17	Indicateurs connexes
Total employés à plein temps (Banque mondiale)	11 933	11 421	11 897	ODD8, GRI 401
Hors États-Unis (%)	39,6	41	42	
Consultants à court terme/ temporaires (ETP)	4 295	4 757	4 948	
Engagement des employés (Banque mondiale, %)	70	73	80	
Indice de diversité (Banque mondiale)	0,86	0,89	0,91	ODD8, GRI 405
Femmes à des postes de direction (%)	37,8	37,5	39	
Ressortissants des pays de la 2 <sup>e</sup> partie occupant des postes de direction (%)	41,4	43,5	43,3	
Femmes aux grades GF+ à des postes techniques (%)	43,1	43,9	44,2	
Ressortissants d'Afrique subsaharienne/des Caraïbes aux grades GF+	11,6	12,2	12,9	
Nombre moyen de jours de formation par agent au siège	3,2	3,3	3,7	ODD8, GRI 404
Nombre moyen de jours de formation par agent dans les bureaux-pays	3,6	3,5	4,2	

**Note :** -- = non disponible ; ETP = équivalent plein temps (personnel) ; GF+ = grade GF ou supérieur, c.-à-d. niveau professionnel ; GRI = Initiative mondiale sur les rapports de performance ; ODD = objectif de développement durable.

### **Développer les activités dans les situations de fragilité, de conflit et de violence.**

Face à l'évolution de la carte de la pauvreté, la stratégie préconise un élargissement considérable de la portée du travail du Groupe de la Banque dans les pays les plus pauvres du monde et ceux confrontés à des situations de fragilité, de conflit et de violence. Le Groupe de la Banque est résolu à accroître les atouts qu'il fait valoir pour intéresser les employés qui s'exposent au danger pour remplir la mission de l'institution. Au nombre des efforts déployés à cet égard figurent la multiplication des perspectives d'apprentissage et de carrière ; la garantie d'une rétribution et d'une récompense pour le dévouement ; et l'investissement dans la sûreté, la sécurité et le bien-être des membres du personnel et de leurs familles dans les zones en situation de fragilité, de conflit et de violence.

**Cultiver les connaissances du personnel.** La facilitation de l'apprentissage permet à la Banque mondiale d'apporter des solutions aux clients, de partager des connaissances de pointe et de fidéliser les meilleurs talents. Le développement de l'apprentissage demeure une priorité pour l'ensemble du personnel et le Campus de libre apprentissage de l'institution, *Open Learning Campus*, ne cesse de prendre de l'envergure. Il propose actuellement 9 523 cours, et à la fin de l'exercice 17, 87 % des agents avaient participé à au moins une séance d'apprentissage. Durant l'exercice 17, la Banque a mis au point un nouveau système d'apprentissage professionnel à l'intention de tous ses employés dont l'intitulé de poste comporte les termes « connaissances » et/ou « apprentissage ». Elle permet ainsi aux membres du cercle de professionnels des connaissances et de l'apprentissage de partager leurs acquis et meilleures pratiques afin de promouvoir l'innovation.

**Résoudre les conflits sur le lieu de travail.** La Banque mondiale préconise un environnement de travail propice où règne le respect. Pour autant, si un conflit en milieu professionnel n'est pas réglé, il peut l'être par le biais des Services de justice interne, qui offrent des prestations informelles et formelles.

Au cours de l'exercice 17, les Services de justice interne (IJS) ont créé et appliqué un nouveau mécanisme à deux niveaux de règlement des questions liées aux évaluations de la performance des employés, à la notation de la performance et aux modalités de soumission des employés à des plans d'amélioration de leur performance. Le premier niveau, la procédure d'examen administratif (AR), est administré par le Service des ressources humaines. Le second, la procédure d'examen de la gestion de la performance (PMR), est administré par le Service d'examen par les pairs. Il permet à un examinateur impartial d'évaluer la décision en question et de déterminer si la direction a agi en toute discrétion et si autrement elle s'est acquittée de ses obligations à l'égard de l'employé. Durant l'exercice 17, les deux tiers des membres du personnel qui ont eu recours à la procédure de l'examen administratif ont décidé de ne pas poursuivre la procédure d'examen de la gestion de la performance. Parmi les membres du personnel qui ont eu recours à la procédure d'examen de la gestion de la performance, plus d'un tiers des cas ont été résolus par la médiation. Le nouveau mécanisme d'examen administratif/d'examen de la gestion de la performance met à la disposition des employés comme de leurs encadreurs une procédure plus efficace qui permet de réduire sensiblement les délais de règlement des préoccupations des membres du personnel concernant les décisions relatives à la gestion de la performance.

**Protéger les moyens d'expression du personnel.** Les droits et les intérêts des employés sont également défendus par l'Association du personnel du Groupe de la Banque mondiale. Plus de 11 000 agents à travers le monde entier sont membres de l'Association, certains y ayant adhéré par le biais des 90 associations du personnel de bureaux-pays dans le monde entier. Durant l'exercice écoulé, l'Association du personnel a travaillé avec le Conseil des Administrateurs à la revalorisation de la rémunération dans les bureaux-pays, à la réalisation d'avancées sur les prestations de santé au profit du personnel et à l'actualisation des systèmes de gestion de la performance. L'Association du personnel a poursuivi ses activités d'échange et de communication avec les agents des bureaux-pays par le biais du réseau des associations du personnel des bureaux-pays et leur a offert des formations sur le rôle de l'Association et les droits du travail des employés.

De plus amples informations sur la viabilité institutionnelle sont fournies à l'adresse [worldbank.org/corporateresponsibility](http://worldbank.org/corporateresponsibility).

## Veiller à rendre des comptes et améliorer les opérations

Pour s'assurer de rendre des comptes à ses clients et à ses actionnaires, d'observer les normes de performance les plus rigoureuses pour l'efficacité du développement, de protéger l'intégrité des projets qu'elle finance et d'améliorer sans cesse l'efficacité de ses opérations internes, la Banque mondiale fait appel à l'expertise de quatre groupes clés en son sein, à savoir le Panel d'inspection, le Groupe indépendant d'évaluation, la Vice-présidence de l'Intégrité et la Vice-présidence de l'Audit interne.

### Le Panel d'inspection

Le Panel d'inspection a été mis en place par le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale comme mécanisme indépendant permettant aux personnes et aux collectivités qui estiment qu'elles-mêmes ou leur environnement ont été, ou seront probablement, affectés par un projet financé par la BIRD ou par l'IDA, de porter plainte. Il se compose de trois membres venant de pays différents, sélectionnés sur la base de leurs compétences dans le domaine du développement international, et d'un secrétariat de taille limitée.

Au cours de l'exercice 17, le Panel a reçu neuf plaintes et présenté au Conseil des Administrateurs des rapports sur des enquêtes concernant des affaires en Ouganda et au Kosovo. Le Conseil a par ailleurs approuvé le Plan d'action de la direction qui a été convenu dans le cadre d'une procédure de médiation faisant suite à l'enquête menée par le Panel au sujet de la réinstallation des communautés massaï au Kenya. Comme suite à l'affaire en Ouganda, la Banque mondiale a mis sur pied le Groupe de travail mondial sur la violence sexiste, chargé de formuler des recommandations sur la conduite à tenir pour prévenir et lutter contre la violence sexiste dans ses projets. Dans le cadre de son rôle consistant à encourager l'institution à tirer les leçons de l'expérience et à améliorer l'efficacité des opérations de la Banque sur le plan du développement, le Panel a poursuivi ses séries de publications qui tirent les enseignements des dossiers traités depuis 23 ans en produisant des rapports sur les populations autochtones et sur l'évaluation environnementale. Le rapport annuel du Panel d'inspection est accessible en ligne à l'adresse suivante [worldbank.org/inspectionpanel](http://worldbank.org/inspectionpanel).

### Le Groupe indépendant d'évaluation

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) est une unité indépendante qui rend compte directement au Conseil des Administrateurs. Il a pour mission de renforcer l'efficacité des institutions du Groupe de la Banque mondiale en matière de développement en réalisant des évaluations qui éclairent les stratégies et les activités futures.

L'IEG évalue les résultats des opérations de la Banque mondiale et propose des recommandations en vue de leur amélioration. Par ses recommandations, le Groupe participe à l'acquisition de connaissances sur le plan interne et aide à apporter des améliorations en éclairant la formulation de nouvelles orientations, politiques et procédures, ainsi que les stratégies poursuivies au niveau des pays et des secteurs en appui au travail de la Banque mondiale. Le tout dernier rapport d'examen annuel de l'IEG sur les résultats et performances du Groupe de la Banque mondiale évalue l'évolution des réalisations accomplies par la Banque mondiale sur le plan du développement à l'échelle institutionnelle ainsi que par région et par secteur d'activité. Ce rapport de l'IEG et d'autres qu'il a établis sont accessibles en ligne à l'adresse [ieg.worldbankgroup.org](http://ieg.worldbankgroup.org).

### La Vice-présidence de l'Intégrité

La Vice-présidence de l'Intégrité (INT) a pour mission de prévenir et de décourager les actes de fraude et de corruption, ainsi que d'enquêter et de faire appliquer des sanctions



le cas échéant dans le cadre des projets financés par la Banque mondiale. Suite à des enquêtes menées par l'INT, le Groupe de la Banque a sanctionné 60 entités durant l'exercice 17. L'INT a également conclu 22 accords de résolution négociés avec des particuliers et des entités impliqués dans des actes répréhensibles et travaille activement avec eux à l'amélioration de leurs normes de conformité. Au cours de l'exercice 17, l'Unité des services d'audit légal a réalisé au total 13 audits concernant 19 entités et 31 contrats ou marchés représentant plus de 518 millions de dollars.

Le Groupe de la Banque, conjointement à d'autres banques multilatérales de développement participantes, a entériné 84 exclusions croisées. Les enquêtes, qui couvrent de plus en plus souvent plusieurs juridictions et sont de plus en plus complexes, aident la Banque à faire face aux risques liés à certains secteurs, contrats et marchés de montants élevés, pays IDA et États fragiles.

L'INT formule également des conseils sur la conception et l'application d'instruments de contrôle et d'atténuation des risques. Durant l'exercice écoulé, elle a travaillé avec plusieurs autorités nationales dans les régions de la Banque lors de réunions et ateliers dont l'objet était de renforcer les capacités d'investigation, de prévention et d'audit légal, les outils de partage d'informations, et les capacités d'anticipation dans la prise en compte des risques associés aux projets sur le terrain. Suite aux engagements qu'elle a pris lors du Sommet sur la lutte contre la corruption qui s'est tenu au Royaume-Uni en mai 2016, l'INT a entrepris de mettre au point un mécanisme mondial de partage d'informations sur les mesures administratives visant à combattre la corruption afin de faciliter l'échange de données sur les exclusions et les sanctions entre les partenaires intervenant dans la lutte contre la corruption. Le rapport annuel de l'INT est accessible en ligne à l'adresse [worldbank.org/integrity](http://worldbank.org/integrity).

## La Vice-présidence de l'Audit interne

La Vice-présidence de l'Audit interne (IAD) passe en revue les processus du Groupe de la Banque mondiale d'une manière indépendante et objective afin d'aider à améliorer ses opérations. Elle fournit des avis sur la capacité de gestion des risques du Groupe de la Banque et recense les lacunes et les failles dans ses dispositifs de contrôle interne. Elle effectue à la fois des examens précoces des risques qui se dessinent et des nouvelles initiatives, et des examens ponctuels après la mise en œuvre. Elle travaille avec la direction à l'élaboration de plans d'action correctifs et procède au suivi pour s'assurer de leur mise en application dans les délais convenus.

Durant l'exercice 17, l'IAD a réalisé des examens à titre d'assurance et de conseil portant sur des opérations de développement, des processus institutionnels, les technologies de l'information et la gestion des données. Ces examens couvraient notamment les processus de sanction du Groupe de la Banque, la gestion par la Banque mondiale (ainsi que par IFC et la MIGA) d'opérations liées au changement climatique, l'allocation des budgets pour les activités dans les pays, la planification des effectifs, la sécurité mondiale, et la sécurité des réseaux informatiques et l'accès à distance à ces derniers. Les rapports annuels et trimestriels de l'IAD sont accessibles en ligne à l'adresse [worldbank.org/internalaudit](http://worldbank.org/internalaudit).

## Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale

Après sept ans de mise en œuvre, la Politique d'accès à l'information demeure au cœur de la démarche d'ouverture de la Banque mondiale. Elle a propulsé l'institution dans l'ère de l'information en favorisant son évolution d'une approche consistant à divulguer une liste restreinte de documents à une démarche révolutionnaire où toutes les informations en la possession de la Banque devraient être accessibles au public, sauf les documents faisant partie d'une liste d'exceptions bien définie. Ce changement fondamental en faveur d'une transparence accrue a contribué à élargir la portée des relations de la Banque avec ses clients, au sein de la communauté du développement et avec de nouveaux partenaires et acteurs influents.

La Politique d'accès à l'information a servi de socle à une pléthore d'initiatives complémentaires, notamment les Données ouvertes, les Données financières en libre accès, les Archives du savoir en libre accès, les Archives ouvertes, et la Plateforme des consultations — des initiatives qui contribuent toutes à rendre le travail de la Banque accessible et transparent et permettent à cette dernière de rendre des comptes. Les principaux points d'accès aux informations de la Banque sont le portail en ligne sur les projets et les opérations, qui donne des informations détaillées sur les opérations de prêt, et le site web des documents et rapports, qui contient plus de 200 000 documents en libre accès.

Pour en savoir plus et envoyer des demandes d'informations à la Banque mondiale, rendez-vous sur le site [worldbank.org/en/access-to-information](http://worldbank.org/en/access-to-information).

# Le rôle et les ressources de la Banque mondiale

## La collaboration à travers le Groupe de la Banque mondiale

Les principales institutions qui forment la Banque mondiale — la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA) — travaillent en coordination encore plus étroite avec la Société financière internationale (IFC) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) pour tirer parti de la force collective du Groupe de la Banque mondiale au profit de ses pays partenaires. L'avantage comparatif du Groupe de la Banque mondiale tient à sa capacité à travailler avec différentes parties prenantes. L'institution doit cette capacité à une conjugaison très efficace de la profondeur de ses interventions dans les pays et de l'envergure mondiale de son action, aux instruments et relations qu'elle met en œuvre pour les secteurs public et privé, à ses connaissances multisectorielles, et aux moyens dont elle dispose pour mobiliser et démultiplier les financements.

Avant d'élaborer une nouvelle stratégie de partenariat avec un pays client, le Groupe de la Banque procède à un diagnostic-pays systématique, qui permet de recenser les obstacles à l'élimination de l'extrême pauvreté et à la promotion d'une prospérité partagée dans le pays. Les experts de la Banque mondiale sont répartis dans des équipes de Pôles mondiaux d'expertise — 14 domaines de compétences techniques en rapport avec le développement — et de Cellules de solutions transversales — domaines d'enjeux mondiaux englobant le genre et l'égalité des sexes, l'emploi, et la fragilité. Ils travaillent de concert avec le personnel basé dans le pays, IFC et la MIGA pour définir les priorités du programme du Groupe de la Banque dans l'appui fourni au pays sous forme de ressources financières, d'études analytiques, de services-conseils et de mobilisation des parties prenantes. Ces domaines prioritaires sont déterminés sur la base de l'avantage comparatif du Groupe de la Banque et des priorités du client. Cet appui est articulé dans le cadre de partenariat-pays, qui expose les interventions stratégiques sur lesquelles le Groupe de la Banque et le pays partenaire collaboreront.

Ce processus est en place depuis juillet 2014, et à la fin de l'exercice écoulé, le Groupe de la Banque avait réalisé des diagnostics systématiques dans 62 pays et établi de nouveaux cadres de partenariat pour 46 pays. Les premiers enseignements tirés de la préparation de la première série de stratégies indiquent que ce nouveau modèle a amélioré la coordination et la collaboration entre les institutions du Groupe de la Banque mondiale. Le diagnostic-pays systématique apporte une valeur ajoutée non négligeable à la collaboration entre le Groupe de la Banque et les pays en posant des bases empiriques et analytiques solides pour déterminer l'ordre de priorité des interventions.

La collaboration entre la BIRD, l'IDA, IFC et la MIGA s'est renforcée au fil du temps et porte sur toute une palette d'activités menées aux échelons régional, national, sectoriel et thématique. Elle prend la forme, entre autres, de la préparation de cadres de partenariat-pays conjoints, de projets d'investissement communs — notamment dans les infrastructures et le secteur financier — et des services-conseils et activités d'investissements climatiques communs. À titre d'exemple, pour aider à augmenter la fourniture d'une énergie propre à coût abordable au Ghana, le Groupe de la Banque a consenti un prêt de la BIRD de 200 millions de dollars et une garantie de l'IDA de 500 millions de dollars pour le projet gazier de Sankofa. IFC apporte un financement de 300 millions de dollars pour le promoteur du projet et la MIGA fournit des garanties de 217 millions de dollars pour couvrir les besoins en prêts commerciaux du promoteur. Le projet alimentera jusqu'à 40 % de la capacité de production actuelle du Ghana et remplacera les combustibles polluants par du gaz naturel à usage domestique plus propre et plus abordable.

La Banque mondiale répond de ses activités devant ses actionnaires et le public au moyen d'un ensemble de mécanismes de retour d'informations et de reddition de comptes. Il s'agit notamment de la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, du Système de suivi des résultats de l'IDA et des occasions qui se présentent régulièrement d'examiner l'évolution des opérations avec le Conseil des Administrateurs de la Banque.

## Les engagements financiers de la BIRD

La BIRD est une coopérative de développement mondiale appartenant à ses 189 pays membres. Elle est la plus importante banque multilatérale de développement au monde et soutient la mission du Groupe de la Banque mondiale en accordant des prêts et en fournissant des garanties, des produits de gestion des risques et des services-conseils à des pays à revenu intermédiaire et à des pays à faible revenu solvables, et en coordonnant les ripostes aux défis de portée régionale et mondiale. Au cours de l'exercice 17, les nouveaux engagements au titre de prêts de la BIRD ont atteint 22,6 milliards de dollars pour 133 opérations dont 11 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA. (Voir les tableaux des prêts aux régions à la page 35 et les tableaux des prêts par secteur et par thème à la page 77.)

## Les ressources et le modèle financier de la BIRD

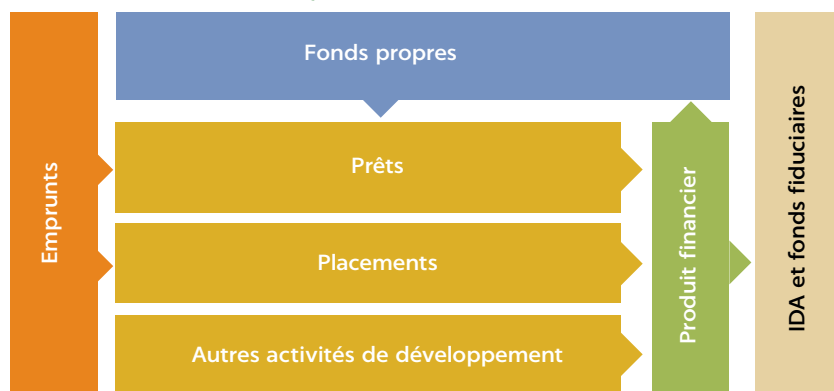
Pour financer les projets de développement dans les pays membres, la BIRD finance ses prêts sur ses fonds propres et avec de l'argent emprunté sur les marchés financiers par l'émission d'obligations de la Banque mondiale. La BIRD jouit d'une cote de crédit évaluée à Aaa par Moody's et à AAA par Standard & Poor, et les investisseurs considèrent ses obligations comme des titres de haute qualité. Sa stratégie de financement vise à obtenir le meilleur rendement sur le long terme pour les membres emprunteurs. La capacité de la BIRD à assurer l'intermédiation des fonds qu'elle lève sur les marchés financiers internationaux au profit des pays en développement membres est importante et aide à réaliser ses objectifs.

Toutes les obligations émises par la BIRD favorisent le développement durable. La BIRD a recours aussi bien à des émissions à caractère mondial qu'à des émissions adaptées aux besoins de marchés spécifiques ou de types particuliers d'investisseurs. Ses obligations favorisent la participation des secteurs privé et public à la réalisation des objectifs de la Banque mondiale par le truchement d'investisseurs tels que les gestionnaires d'actifs, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les banques centrales, les sociétés de capitaux et les trésoreries du monde entier. La BIRD émet des obligations à l'intention des investisseurs dans des monnaies, avec des échéances et sur des marchés divers, et à des conditions fixes et variables. Elle ouvre souvent de nouveaux marchés pour les investisseurs internationaux en émettant de nouveaux produits ou obligations dans les monnaies des marchés émergents. Les volumes des financements annuels de la BIRD varient d'une année à l'autre.

La stratégie de la BIRD lui permet d'emprunter à des conditions de marché favorables et de transférer les économies ainsi réalisées à ses membres emprunteurs. Les fonds qui ne sont pas immédiatement affectés à des prêts sont conservés dans le portefeuille de placements de la BIRD afin d'apporter des liquidités à ses opérations.

Durant l'exercice 17, la BIRD a ainsi levé des fonds représentant la contre-valeur de 56 milliards de dollars via l'émission de titres de créance libellés en 24 monnaies. Ses

FIGURE 8 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA BIRD



fonds propres comprennent principalement le capital libéré et les réserves. Aux termes des résolutions portant augmentation générale et augmentation sélective du capital qui ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs le 16 mars 2011, le capital souscrit devrait augmenter de 87 milliards de dollars, dont 5,1 milliards de dollars seront versés. Les délais de souscription au titre de l'augmentation générale et de l'augmentation sélective du capital devraient prendre fin en mars 2017 et mars 2018, respectivement, suite à l'approbation par le Conseil des Administrateurs des demandes de prorogation desdits délais formulées par les actionnaires. Au 30 juin 2017, le surcroît de capital souscrit totalisait 78,7 milliards de dollars. Les montants versés au titre de l'augmentation du capital représentaient 4,6 milliards de dollars.

La BIRD est une institution coopérative et, à ce titre, elle cherche non pas à maximiser son profit, mais à dégager un revenu suffisant pour préserver son assise financière et soutenir durablement ses activités de développement. Le Conseil des Administrateurs a recommandé au Conseil des Gouverneurs d'approuver le prélèvement sur le revenu net disponible de l'exercice 17 de 123 millions de dollars à affecter à l'IDA et 672 millions de dollars à affecter à la Réserve générale. Dans le cadre de ses opérations de prêt, d'emprunt et de placement, la BIRD est exposée à des risques de marché, des risques de contrepartie, des risques pays et des risques opérationnels. Le Responsable principal de la gestion des risques du Groupe de la Banque mondiale dirige la fonction de surveillance des risques, rend compte directement et régulièrement au Conseil et soutient le processus décisionnel de l'institution par le biais de comités de gestion des risques. En outre, la BIRD a mis en place un cadre efficace de gestion des risques qui aide la direction dans ses fonctions de surveillance. Ce cadre vise à donner des moyens d'action à la BIRD et à l'aider à réaliser ses objectifs d'une manière financièrement viable. Le ratio des fonds propres aux prêts est un indicateur synthétique de la capacité de l'institution à assumer ces risques. La BIRD suit attentivement l'évolution de cet indicateur en tenant compte de ses perspectives financières et des risques auxquels elle s'expose. Au 30 juin 2017, ce ratio était de 22,8 %.

De plus amples informations sont fournies à l'adresse [worldbank.org/ibrd](http://worldbank.org/ibrd).

## Les engagements financiers de l'IDA

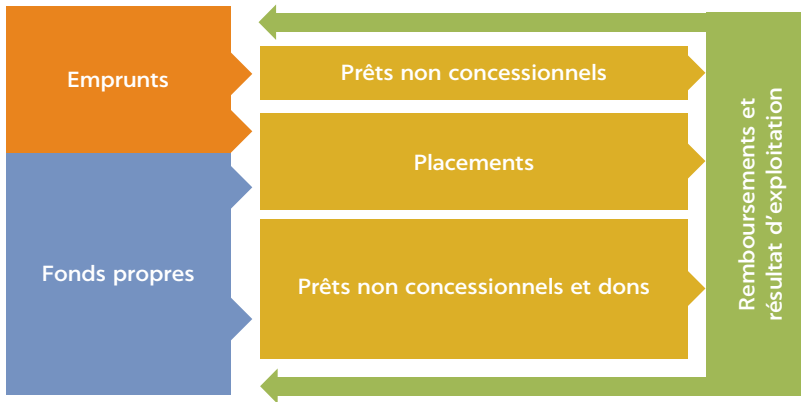
L'IDA est la source multilatérale de financements concessionnels la plus importante pour les pays les plus pauvres. Elle accorde des crédits, des dons et des garanties pour soutenir les initiatives prises par ces pays afin de renforcer la croissance économique, faire reculer la pauvreté et améliorer les conditions de vie des pauvres. Durant l'exercice 17, 78 pays étaient admissibles au bénéfice de l'aide de l'IDA. Par ailleurs, l'Inde, sortie du régime IDA à la fin de l'exercice 14, a reçu exceptionnellement une aide transitoire jusqu'au terme de la période couverte par IDA-17, qui allait des exercices 15 à 17. Au cours de l'exercice 17, les nouveaux engagements au titre de prêts de l'IDA ont atteint 19,5 milliards de dollars pour 261 opérations dont 11 étaient des opérations mixtes BIRD/IDA. Ces engagements comprenaient 16,2 milliards de dollars de crédits, 3,2 milliards de dollars de dons et 50 millions de dollars de garanties. (Voir les tableaux des prêts aux régions à la page 35 et les tableaux des prêts par secteur et par thème à la page 79.)

## Les ressources et le modèle financier de l'IDA

Le financement de l'IDA est depuis toujours assuré en grande partie par les contributions des pays développés et pays à revenu intermédiaire partenaires. L'Association tire des ressources supplémentaires du transfert de montants prélevés sur le revenu net de la BIRD, des dons consentis par IFC et des remboursements par les emprunteurs de crédits antérieurs de l'IDA. L'enveloppe d'un montant inédit d'IDA-18 transformera cette approche en favorisant l'instauration d'un modèle de financement hybride qui combinerait les contributions des partenaires et les emprunts sur les marchés à compter d'IDA-18. L'IDA a reçu sa toute première notation financière en 2016, un triple A. Les partenaires de développement se réunissent tous les trois ans pour reconstituer les ressources de l'Association et passer en revue ses politiques. Les dépenses administratives sont recouvrées principalement sur les commissions de service versées par les pays bénéficiaires.

L'IDA exerce officiellement son pouvoir d'engagement en Droits de tirage spéciaux (DTS). Les contre-valeurs en dollars des États-Unis, fournies ici à titre indicatif, sont basées sur le taux de change de référence pour IDA-17. Les ressources totales disponibles dans le cadre d'IDA-17 s'élevaient à 38,7 milliards de DTS (représentant la

FIGURE 9 MODÈLE ÉCONOMIQUE DE L'IDA



contre-valeur de 57,9 milliards de dollars). Ce montant total tient compte des mises à jour après la négociation de la reconstitution.

Au total, 48 partenaires, dont quatre nouveaux partenaires contributeurs, ont fourni des contributions en dons représentant 16,9 milliards de DTS (26,1 milliards de dollars), dont 0,7 milliard de DTS (1,1 milliard de dollars) constituent l'élément de libéralité des contributions sous forme de prêts concessionnels des partenaires. Les partenaires ont apporté 3,3 milliards de DTS (4,9 milliards de dollars) sous forme de prêts concessionnels, soit 2,5 milliards de DTS (3,8 milliards de dollars) hors élément de libéralité. Les partenaires contributeurs ont également fourni 2,8 milliards de DTS (4,2 milliards de dollars) pour dédommager l'IDA des remises de dette au titre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale. Les remboursements de crédits (principal et intérêts) par les bénéficiaires de l'IDA ont représenté un apport de 11,1 milliards de DTS (16,8 milliards de dollars). Ce chiffre comprend 1,9 milliard de DTS (2,8 milliards de dollars) de remboursements accélérés de crédits en cours de pays sortis du régime IDA, en application de dispositions contractuelles, et de remboursements anticipés librement consentis, ainsi que 1,7 milliard de DTS (2,6 milliards de dollars) de soldes reportés de reconstitutions précédentes. Le montant des transferts de la BIRD et d'IFC, produit du placement de ces fonds compris, s'est élevé à 1,7 milliard de DTS (2,6 milliards de dollars). Ces transferts sont approuvés chaque année par le Conseil des Gouverneurs de la BIRD et le Conseil d'administration d'IFC et sont basés sur les évaluations des résultats annuels et des capacités financières de ces institutions.

Le pouvoir d'engagement de l'IDA s'est renforcé de 5 milliards de dollars au cours de l'exercice 16. Sur ces fonds, 3,9 milliards de dollars ont été affectés à la création du nouveau Mécanisme de financement complémentaire pour la période restant à courir d'IDA-17, 900 millions de dollars ont servi à reconstituer les ressources du Mécanisme de réponse aux crises, et 200 millions de dollars ont été affectés à l'aide aux réfugiés dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Cette mesure ponctuelle a été financée au moyen des ressources dégagées d'une utilisation plus efficace de la liquidité de l'IDA.

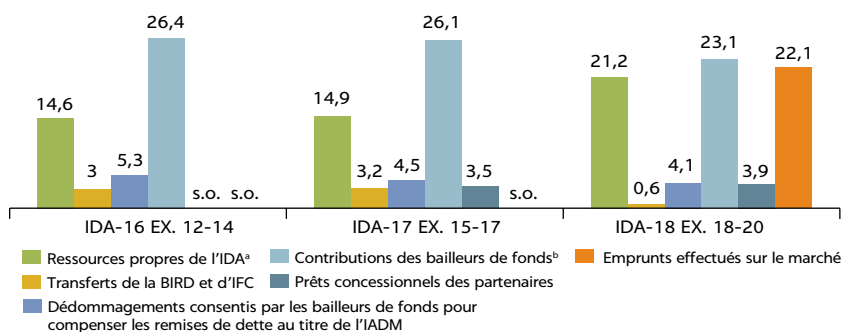
## Reconstitution des ressources d'IDA-17 et IDA-18

Ancré dans la stratégie du Groupe, le train de mesures d'IDA-17 englobait toute une série d'engagements et d'indicateurs de performance figurant dans le Système de mesure des résultats de l'IDA. Le thème central, « Maximiser l'impact en matière de développement », mettait l'accent sur l'aide à apporter aux pays IDA en vue d'une mobilisation plus efficace des ressources privées et publiques et des connaissances en privilégiant davantage les résultats et la rentabilité des opérations. Les quatre thèmes particuliers d'IDA-17 — changement climatique, pays fragiles et touchés par un conflit, égalité des sexes, et croissance inclusive — visaient à renforcer l'action de l'IDA sur des questions encore peu explorées à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

La reconstitution des ressources d'IDA-18, finalisée en décembre 2016, a abouti à une enveloppe financière d'un montant record de 75 milliards de dollars destinés à financer des projets du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2020. Trois des thèmes particuliers d'IDA-17 ont été retenus pour IDA-18 — changement climatique, parité hommes-femmes et développement, et fragilité, conflit et violence) — et deux nouveaux thèmes ont fait leur apparition — gouvernance et institutions, et emplois et transformation

## FIGURE 10 RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE L'IDA

MILLIARDS DE DOLLARS



**Note :** s.o. = sans objet. Sur la base des données contenues dans la version finale du rapport de la reconstitution correspondante et des taux de change appliqués lors des négociations y afférentes.

a. Les ressources propres de l'IDA proviennent des remboursements au titre du principal de ses crédits antérieurs et du revenu des placements.

b. Net du déficit de financement structurel. Inclut les contributions au titre de l'initiative PPTE.

économique — dans le droit fil du thème général, à savoir « Perspective 2030 : Investir dans la croissance, la résilience et les opportunités ».

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur le site [ida.worldbank.org](http://ida.worldbank.org).

## Opérations de gestion des risques de la BIRD et de l'IDA

La BIRD offre des produits qui permettent à ses clients de financer efficacement leurs programmes de développement et de gérer les risques associés aux fluctuations des monnaies, des taux d'intérêt et des prix des produits de base, ainsi que les risques liés aux catastrophes. Au cours de l'exercice 17, le service de la Trésorerie de la Banque a exécuté des transactions de couverture d'un montant équivalant à la contre-valeur de 1,1 milliard de dollars, dont des opérations de conversion de monnaies pour une contre-valeur de 633 millions de dollars et des opérations de conversion de taux d'intérêt pour une contre-valeur de 1,1 milliard de dollars. Ces transactions ont permis d'aider les emprunteurs à gérer les risques de change et de taux d'intérêt sur la durée des prêts contractés auprès de la BIRD. Les opérations de gestion des risques liés aux catastrophes ont totalisé 425 millions de dollars sous forme d'obligations pandémie et de produits dérivés destinés à financer le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie. Le service de la Trésorerie de la Banque a exécuté des opérations de swap d'un montant total équivalant à la contre-valeur de 109 milliards de dollars afin de maîtriser les risques pesant sur le bilan de la BIRD.

L'IDA gère les risques de change et de taux d'intérêt qui pèsent sur son bilan et aide les pays membres à gérer ceux liés aux catastrophes en exécutant des opérations sur les marchés des capitaux. Au cours de l'exercice 17, le service de la Trésorerie de la Banque a exécuté des opérations de swap d'un montant total équivalant à la contre-valeur de 15,7 milliards de dollars pour gérer les risques liés au bilan de l'IDA et une opération d'un montant de 34 millions de dollars portant sur le renouvellement de la couverture du Programme d'assurance des pays du Pacifique contre les risques de catastrophes, qui offre une protection contre les tremblements de terre et les cyclones tropicaux aux îles Cook, aux îles Marshall, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu.

## Assurer une budgétisation efficace pour régler les problèmes de développement complexes

Le Groupe de la Banque mondiale déploie ses ressources en se servant d'un processus en forme de « W » pour élaborer sa planification stratégique, établir ses budgets et analyser ses résultats. Les cinq points du « W » représentent des points de décision précis du processus :

**W1 :** La haute direction définit les priorités de la planification stratégique du Groupe de la Banque mondiale.

**W2 :** La direction au niveau des vice-présidences examine les priorités institutionnelles et y apporte ses observations.

- W3 :** La haute direction précise les orientations concernant les priorités de chacune des institutions qui composent le Groupe de la Banque mondiale.
- W4 :** La direction au niveau des vice-présidences élabore les programmes de travail et les plans de dotation en personnel compte tenu des priorités et des enveloppes budgétaires prévues.
- W5 :** La haute direction examine l'ensemble des budgets établis au niveau des vice-présidences. Le Conseil examine et approuve les enveloppes budgétaires des vice-présidences pour l'exercice suivant.

Le processus en « W » s'appuie sur les demandes et les attentes des clients pour définir et fixer les priorités institutionnelles, renforcer la sélectivité et l'efficacité de l'exécution des opérations, et promouvoir une collaboration plus étroite au sein du Groupe de la Banque mondiale. Au cours des derniers cycles de planification budgétaire, le Groupe de la Banque mondiale a réalisé des progrès importants dans l'alignement des revenus et des dépenses et dans l'orientation des budgets en faveur des priorités institutionnelles.

Par ces temps d'incertitude économique et face à des défis d'envergure mondiale, il est demandé au Groupe de la Banque mondiale d'apporter des réponses à un nombre croissant de problèmes de développement complexes. Au cours de la période de planification pour les exercices 18-20, le Groupe de la Banque mettra l'accent sur les tendances et les priorités découlant de ses objectifs que sont mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, du processus lié à sa stratégie baptisée Vision d'avenir (*Forward Look*), de l'intensification des opérations dans les pays IDA (en particulier les zones en situation de fragilité ou touchées par des conflits) et des engagements pris dans le cadre d'IDA-18. Afin de renforcer le soutien en faveur d'une mobilisation plus efficace des ressources grâce à la participation du secteur privé, le Guichet de promotion du secteur privé de l'IDA a été créé récemment pour accroître l'investissement privé dans des environnements fragiles et faiblement dotés en capacités, parallèlement à l'initiative en cours ayant pour objet de rendre le Groupe de la Banque plus souple, efficace et innovant.

## Faire face aux incertitudes politiques et économiques mondiales

Le Responsable principal de la gestion des risques du Groupe de la Banque mondiale surveille les environnements politiques et économiques mondiaux susceptibles de porter un coup aux ressources financières de l'institution et a une vue d'ensemble des risques financiers et opérationnels. Au cours de l'exercice 17, l'économie mondiale est entrée dans une période caractérisée par une certaine reprise, mais aussi une grande incertitude. La croissance dans les économies avancées reste faible, la baisse des prix des produits de base porte un coup aux économies en développement, et l'important effet de levier de l'institution et les emprunts extérieurs connexes dans les grands marchés émergents constituent un nouveau point de vulnérabilité fondamental supplémentaire pour les pays emprunteurs de la Banque mondiale.

L'incertitude du cadre d'action des pouvoirs publics présente un risque global majeur, et il est fort possible que l'activité économique diverge du scénario de référence qui prévoit un renforcement progressif de l'activité au niveau mondial. Les pressions protectionnistes éventuelles font peser un risque non négligeable. Une grande incertitude demeure cependant quant au moment et à la mesure dans laquelle ces pressions pourraient se traduire par des mesures concrètes, ainsi qu'aux formes qu'elles pourraient revêtir. Les pays dont l'économie est ouverte et qui sont tributaires du commerce, notamment de nombreux pays à faible revenu, compteraient parmi les plus vulnérables. Un protectionnisme accru pourrait également nuire aux flux d'investissements directs étrangers vers les pays en développement.

L'orientation choisie par les principales banques centrales qui, chacune à son rythme, procèdent à la normalisation de la politique monétaire, représente une autre source d'incertitude. Les marchés pourraient brusquement revoir leurs attentes à l'égard des taux d'intérêt par suite d'un niveau d'inflation plus élevé ou d'une certaine évolution de la politique budgétaire, ce qui aurait une incidence négative tant sur les taux d'intérêt que sur l'appétence au risque. Les pays les plus vulnérables sont ceux qui sont tributaires des investissements de portefeuille pour financer les déséquilibres des comptes courants. La divergence par rapport aux attentes à l'égard de la politique monétaire pourrait également entraîner d'autres mouvements de taux de change. Les secteurs des entreprises qui ont besoin d'assurer le service d'emprunts en devises de montants importants et non couverts pourraient connaître des tensions face aux fortes fluctuations des taux de change. Dans certains pays, les engagements conditionnels importants pourraient être une source de risque et de perturbation.

## Données de l'exercice pour la BIRD : principales informations financières et opérations de prêt

**TABLEAU 19 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE LA BIRD, EXERCICES 13-17**

EN MILLIONS DE DOLLARS, EXCEPTÉ LES RATIOS, QUI SONT EXPRIMÉS EN POURCENTAGE

INDICATEUR	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>OPÉRATIONS DE PRÊT EN BREF</b>					
Engagements <sup>a</sup>	15 249	18 604	23 528	29 729	22 611
Décaissements bruts <sup>b</sup>	16 030	18 761	19 012	22 532	17 861
Décaissements nets <sup>b</sup>	6 552	8 948	9 999	13 197	8 731
<b>Base de déclaration</b>					
<i>Compte de résultat</i>					
Transferts approuvés par le Conseil des Gouverneurs et autres transferts	(663)	(676)	(715)	(705)	(497)
Résultat net/(perte)	218	(978)	(786)	495	(237)
<i>Bilan</i>					
Total actifs	325 601	358 883	343 225	371 260	405 898
Portefeuille de placement net	33 391	42 708	45 105	51 760	71 667
Encours des prêts	141 692	151 978	155 040	167 643	177 422
Portefeuille d'emprunts	134 997	152 643	158 853	178 231	207 144
<b>Revenu disponible</b>					
Revenu disponible	968	769	686	593	795
Réparti comme suit :					
Réserve générale <sup>c</sup>	147	0	36	96	672
Association internationale de développement <sup>d</sup>	621	635	650	497	123
Surplus	200	134	0	0	0
<b>Adéquation du capital</b>					
Capital disponible <sup>e</sup>	39 711	40 467	40 195	39 424	41 720
Ratio fonds propres/prêts (%) <sup>f</sup>	26,8	25,7	25,1	22,7	22,8

**Note :** Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs sur le site [worldbank.org/financialresults](http://worldbank.org/financialresults).

- Les engagements comprennent les engagements de garantie et les mécanismes de garantie qui ont été approuvés par le Conseil des Administrateurs de la Banque mondiale.
- Les montants incluent les transactions avec la Société financière internationale et les commissions sur prêts.
- Le montant au 30 juin 2017 représente la somme qu'il est proposé de prélever sur le résultat net de l'exercice 17 et de transférer à la Réserve générale, sur approbation du Conseil des Administrateurs en date du 3 août 2017.
- Le 3 août 2017, le Conseil des Administrateurs a recommandé au Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) d'approuver le transfert de 123 millions de dollars à l'Association internationale de développement.
- Le capital disponible comprend le capital libéré, les bénéfices mis en réserve et les réserves.
- Le ratio fonds propres/prêts compare le capital disponible de la BIRD et ses engagements pour évaluer l'adéquation du capital de l'institution. Le seuil minimum actuel est établi à 20 %.

**TABLEAU 20 TOTAL DES PRÊTS, EXERCICES 13-17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

PRÊTS	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17
Total des engagements	15 249	18 604	23 528	29 729	22 611



**TABLEAU 21 PRÊTS DE LA BIRD PAR SECTEUR, EXERCICES 13-17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17
Agriculture, pêche et foresterie	886	829	843	561	754
Éducation	1 100	1 192	1 496	1 788	1 074
Énergie et industries extractives	1 207	2 359	3 361	4 599	4 434
Secteur financier	1 613	1 360	3 433	2 657	1 879
Santé	698	793	893	1 181	1 189
Industrie, commerce et services	750	1 106	1 684	3 483	2 694
Technologies de l'information et des communications	102	262	90	194	503
Administrations publiques	3 670	4 162	3 175	5 111	4 754
Protection sociale	1 772	1 006	2 687	1 393	778
Transports	2 675	4 089	3 202	4 569	2 551
Eau, assainissement et gestion des déchets	777	1 447	2 664	4 192	2 000
<b>Total</b>	<b>15 249</b>	<b>18 604</b>	<b>23 528</b>	<b>29 729</b>	<b>22 611</b>

**Note :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué. À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories sectorielles ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Les données de l'exercice précédent présentées dans ce rapport ayant été révisées de manière à tenir compte des nouvelles catégories, elles pourraient ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les rapports annuels précédents. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues sur le site [projects.worldbank.org/sector](http://projects.worldbank.org/sector).

**TABLEAU 22 PRÊTS DE LA BIRD PAR THÈME, EXERCICES 17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 17
Politique économique	1 677
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	7 237
Finances	3 330
Développement humain et genre	2 687
Développement du secteur privé	5 741
Gestion du secteur public	3 516
Développement et protection sociaux	939
Développement urbain et rural	5 937

**Note :** À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories thématiques ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Les données par thème de l'exercice précédent ont été reconfigurées, mais pas révisées selon la nouvelle méthode. Elles n'ont donc pas été incluses dans le présent rapport puisqu'elles ne sont pas directement comparables. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues sur le site [projects.worldbank.org/theme](http://projects.worldbank.org/theme).

**TABLEAU 23 LES 10 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE LA BIRD, EXERCICE 17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENT	PAYS	ENGAGEMENT
Chine	2 420	Égypte, Rép. arabe d'	1 500
Inde	1 776	Iraq	1 485
Indonésie	1 692	Turquie	1 083
Colombie	1 687	Ukraine	650
Argentine	1 525	Roumanie	625

**Note :** Les montants se rapportant aux opérations plurinationales sont répartis entre les emprunteurs.

## Données de l'exercice pour l'IDA : principales informations financières et opérations de prêt

TABLEAU 24 PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS DE L'IDA, EXERCICES 13-17

EN MILLIONS DE DOLLARS

INDICATEUR	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17
<b>Opérations de développement</b>					
Engagements au titre de prêts, dons et garanties	16 298	22 239	18 966	16 171	19 513 <sup>a</sup>
Décaissements bruts au titre de prêts et dons	11 228	13 432	12 905	13 191	12 718 <sup>a</sup>
Décaissements nets au titre de prêts et dons	7 371	9 878	8 820	8 806	8 154
<b>Bilan</b>					
Total actifs	165 806	183 445	178 685	180 475	197 041
Placement net	27 487	28 300	28 418	29 908	29 673
Encours des prêts	121 157	132 010	126 760	132 825	138 351
Emprunts	0	0	2 150	2 906	3 660
Montants à verser au titre de dons (« dons non décaissés »)	6 436	6 983	6 637	6 099	6 583
Total fonds propres	143 462	153 749	147 149	154 700	158 476
<b>Compte de résultat</b>					
Produit des intérêts sur prêts	1 019	1 012	1 065	1 149	1 232
Produit des placements, net	472	459	419	384	391
Transferts provenant d'organisations affiliées et autres	964	881	993	990	599
Dons (« Décaissements au titre de dons »)	(2 380)	(2 645)	(2 319)	(1 232)	(2 577)
Résultat net/(perte)	(1 752)	(1 612)	(731)	371	(2 296)
<b>État des activités</b>					
Total sources des fonds	13 590	12 812	15 469	13 834	13 171
Total emploi des fonds	(11 215)	(13 441)	(12 941)	(13 260)	(12 800)
Résultat des activités d'exploitation	2 296	(741)	2 471	623	154

**Note :** Pour une présentation complète des données de l'exercice, voir les états financiers exhaustifs sur le site [worldbank.org/financialresults](http://worldbank.org/financialresults).

a. Ces chiffres incluent l'engagement et le décaissement au titre d'un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

TABLEAU 25 TOTAL DES PRÊTS DE L'IDA, EXERCICES 13-17

EN MILLIONS DE DOLLARS

PRÊTS	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17
Total des engagements	16 298	22 239	18 966	16 171	19 513 <sup>a</sup>

a. Ce chiffre inclut un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

**TABLEAU 26 PRÊTS DE L'IDA PAR SECTEUR, EXERCICES 13-17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

SECTEUR	EX. 13	EX. 14	EX. 15	EX. 16	EX. 17 <sup>a</sup>
Agriculture, pêche et foresterie	1 358	2 382	2 525	1 849	2 025
Éducation	1 788	2 426	2 124	1 431	1 773
Énergie et industries extractives	2 231	4 438	1 461	2 814	1 891
Secteur financier	485	669	661	443	1 227
Santé	1 710	758	2 197	1 191	1 246
Industrie, commerce et services	732	850	687	841	1 541
Technologies de l'information et des communications	209	266	265	78	519
Administrations publiques	2 075	2 624	2 744	1 500	1 954
Protection sociale	1 504	1 515	1 928	2 475	1 913
Transports	2 843	3 187	2 191	2 277	3 271
Eau, assainissement et gestion des déchets	1 363	3 125	2 183	1 271	2 102
<b>Total</b>	<b>16 298</b>	<b>22 239</b>	<b>18 966</b>	<b>16 171</b>	<b>19 463</b>

**Note :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut différer du total indiqué. À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories sectorielles ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Les données de l'exercice précédent présentées dans ce rapport ayant été révisées de manière à tenir compte des nouvelles catégories, elles pourraient ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les rapports annuels précédents. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues sur le site [projects.worldbank.org/sector](http://projects.worldbank.org/sector).

a. La répartition des prêts de l'IDA par secteur pour l'exercice 17 inclut un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

**TABLEAU 27 PRÊTS DE L'IDA PAR THÈME, EXERCICE 17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

THÈME	EX. 17 <sup>a</sup>
Politique économique	1 791
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	5 776
Finances	1 507
Développement humain et genre	6 471
Développement du secteur privé	4 837
Gestion du secteur public	1 936
Développement et protection sociaux	2 544
Développement urbain et rural	8 352

**Note :** À compter de l'exercice 17, de nouvelles catégories thématiques ont remplacé la taxonomie précédente dans le cadre d'une initiative interne de modernisation des données. Comme les engagements au titre des prêts pour chaque opération peuvent s'appliquer à plusieurs catégories thématiques, la somme des chiffres organisés par thème ne correspond pas aux montants totaux des engagements de l'exercice, aussi ne convient-il pas de procéder à une telle addition. Les données par thème de l'exercice précédent ont été reconfigurées, mais pas révisées selon la nouvelle méthode. Elles n'ont donc pas été incluses dans le présent rapport puisqu'elles ne sont pas directement comparables. De plus amples informations concernant ces changements peuvent être obtenues sur le site [projects.worldbank.org/theme](http://projects.worldbank.org/theme).

a. La répartition des prêts de l'IDA par thème pour l'exercice 17 inclut un don de 50 millions de dollars pour le Mécanisme de financement d'urgence en cas de pandémie.

**TABLEAU 28 LES 10 PRINCIPAUX PAYS EMPRUNTEURS DE L'IDA, EXERCICE 17**

EN MILLIONS DE DOLLARS

PAYS	ENGAGEMENT	PAYS	ENGAGEMENT
Nigéria	1 601	Kenya	900
Viet Nam	1 512	Yémen, Rép.	783
Tanzanie	1 205	Pakistan	736
Bangladesh	1 152	Côte d'Ivoire	710
Éthiopie	903	Népal	640

**Note :** Les montants se rapportant aux opérations plurinationales sont répartis entre les emprunteurs.

# Une volonté de résultats

La Banque mondiale aide à promouvoir le développement durable dans les pays partenaires en fournissant des financements, en partageant ses connaissances et en travaillant avec les secteurs public et privé. L'apport de solutions intégrées pour aider les pays à surmonter les obstacles à leur développement exige de mettre l'accent sur les résultats. Ces dernières années, la Banque a largement contribué aux résultats obtenus par ses pays partenaires dans de nombreux domaines du développement. La carte correspondante indique les pays actuellement admis à bénéficier des financements de l'institution. Pour en savoir plus, veuillez consulter le site [worldbank.org/results](http://worldbank.org/results).

- 1 Afghanistan** : 5 500 groupes d'épargne comprenant 60 700 membres de zones rurales (dont 52 % de femmes) dans 694 villages ont aidé leurs membres à épargner plus de 4,7 millions de dollars depuis 2010.
- 2 Argentine** : l'accès à l'eau a été donné à 85 700 personnes et des services d'évacuation des eaux usées assurés pour 229 000 personnes dans les zones les plus pauvres de la province de Buenos Aires entre 2005 et 2015.
- 3 Arménie** : l'administration fiscale est à présent plus efficace et recouvre des impôts dont le montant représente 20 % du PIB, contre 16,3 % en 2012.
- 4 Bangladesh** : au total 3,9 millions de ménages vivant dans des zones reculées et commerces ruraux ont été dotés de systèmes solaires pour l'alimentation en électricité entre 2012 à 2016.
- 5 Bosnie-Herzégovine** : plus de 510 000 personnes vivant dans des zones touchées par des inondations ont bénéficié d'une aide d'urgence qui leur a permis de se relever et d'une remise en état des infrastructures régionales et locales depuis 2014.
- 6 Brésil** : à Bahia, l'un des États les plus pauvres du Brésil, le nombre de municipalités disposant de centres de référence pour aider les femmes victimes d'abus et d'actes de violence a doublé, passant de 13 en 2011 à 27 en 2015.
- 7 Cameroun** : le taux d'accouchements assistés par des professionnels de la santé a été porté de 43 à 63 % dans les formations sanitaires de quatre régions entre 2012 et 2015.
- 8 République centrafricaine** : l'aide d'urgence apportée suite à la crise alimentaire a permis de fournir des moyens de subsistance à plus de 720 000 personnes et d'accroître la production agricole de 140 000 agriculteurs entre 2014 et 2016.
- 9 Chine** : 470 000 ménages ont bénéficié de nouveaux biodigesteurs ainsi que de cuisines, toilettes et porcheries améliorées entre 2008 et 2014, au profit de leur santé et de la qualité de leur vie.
- 10 Côte d'Ivoire** : entre 2012 et 2015, quelque 27 500 personnes ont bénéficié d'un programme de développement des compétences et de création d'emplois visant à offrir de meilleures perspectives aux jeunes.
- 11 République démocratique du Congo** : entre 2008 et 2016, plus de 1 600 km de routes prioritaires ont été remis en état, ce qui a aidé à rétablir les liaisons entre des villes et des collectivités qui étaient isolées depuis plus de 20 ans.
- 12 République dominicaine** : le pourcentage des chefs de ménages extrêmement pauvres qui ne disposaient pas de pièces d'identité a été ramené de 28 % en 2005 à 7 % en 2016.
- 13 République arabe d'Égypte** : depuis 2015, plus de 1,5 million de ménages ont bénéficié des programmes de transferts monétaires Takaful et Karama, 90 % des détenteurs de la carte de ce programme étant des femmes.
- 14 Éthiopie** : la productivité agricole a augmenté de 10 % en moyenne et le rendement des principales cultures s'est accru dans 45 districts entre 2008 et 2013.
- 15 Haïti** : entre 2009 et 2015, 10 ponts d'urgence ont été achetés et posés, et 20 autres ponts affaiblis et des tronçons de route ont été réparés, ce qui a permis de stabiliser l'accessibilité routière tout au long de l'année pour 2 millions de personnes.



**16 Jordanie** : plus de 7 600 emplois ont été créés dans de très petites, petites et moyennes entreprises privées entre 2012 et 2016.

**17 Kenya** : en fin 2015, 2,6 millions de personnes avaient bénéficié d'une aide sous forme de transfert monétaire par le biais du Programme national de filet de protection sociale, contre 1,7 million de personnes en 2013.

**18 République démocratique populaire lao** : quelque 780 000 personnes pauvres vivant dans des zones rurales ont gagné accès à un ensemble de services essentiels dans les domaines de la santé, de la nutrition ou de la santé génésique entre 2011 et 2015.

**19 Madagascar** : environ 1,8 million d'enfants d'âge scolaire ont reçu un traitement vermifuge et un traitement préventif contre les maladies tropicales négligées de 2012 à 2016, et les enseignants ont par la suite fait état d'une meilleure fréquentation scolaire.

**20 Mexique** : en 2012, environ 8 millions de familles mexicaines ont échangé leurs ampoules à incandescence contre des lampes fluorescentes compactes basse consommation, dont le nombre s'élevait à 45,8 millions.

**21 Moldova** : environ 3 000 hectares d'exploitations agricoles irriguées ont été réhabilités, et 38 000 agriculteurs ont été formés aux techniques d'irrigation de 2011 à 2016.

**22 Maroc** : plus de 13 500 kilomètres de routes rurales ont été aménagés, ce qui a porté le taux d'accessibilité dans les régions rurales accusant des retards en ce domaine de 54 % en 2005 à 79 % en 2015.

**23 Myanmar** : plus de 150 000 élèves et étudiants ont bénéficié d'un programme de bourses en 2016-2017, contre 37 000 en 2014-2015.

**24 Nicaragua** : en 2016, des vaccins pentavalents ont été administrés à 100 % des enfants de moins d'un an dans les réseaux d'établissements de santé municipaux ciblés, contre 88 % en 2009.

**25 Papouasie-Nouvelle-Guinée** : plus de 15 000 jeunes, dont 40 % de femmes, ont participé à un programme de formation et d'emploi à court terme depuis 2011.

**26 Pérou** : l'accès à la justice a été amélioré par l'augmentation du nombre de centres d'aide juridique gratuite dans tout le pays, qui est passé de 25 en 2011 à 49 en 2016.

**27 Tadjikistan** : plus de 10 000 enfants étudient dans des salles de classe de meilleure qualité, dotées notamment d'un accès amélioré pour les enfants handicapés, grâce à la construction et à la réhabilitation de 40 écoles depuis 2013.

**28 Tanzanie** : la bande passante internet qui dessert le pays a augmenté de plus de 1 300 fois depuis 2008 ; 34 % de la population bénéficient à présent de la couverture internet, contre moins de 1 % en 2008.

**29 Viet Nam** : la proportion des enfants de moins de cinq ans qui fréquentent l'école maternelle à temps plein est passée de 66 % en 2011 à 84 % en 2016.

**30 Zambie** : 128 000 ménages de petits exploitants agricoles au total (dont 48 % dirigés par des femmes) ont vu leurs revenus agricoles augmenter de plus de 300 % entre 2006 et 2014.

# Rapport annuel 2017 de la Banque mondiale

**Intégration des États financiers par renvoi.** Le Rapport de gestion et les États financiers vérifiés de la BIRD et de l'IDA (les « États financiers ») sont réputés être intégrés au présent Rapport annuel et en faire partie. Les États financiers peuvent être consultés à l'adresse [worldbank.org/financialresults](http://worldbank.org/financialresults).

Des informations complémentaires sur les questions financières et organisationnelles et sur les opérations de prêt de la BIRD et de l'IDA sont disponibles sur le site internet du Rapport annuel 2017 de la Banque mondiale : [worldbank.org/annualreport](http://worldbank.org/annualreport).

**Production.** Le Rapport annuel 2017 de la Banque mondiale a été produit par l'Unité des relations extérieures et institutionnelles du Groupe de la Banque mondiale sous la direction de Jeremy Hillman du Département de la communication institutionnelle et la coordination éditoriale de Daniel Nikolits, avec les contributions principales de Marjorie Bennington, Denise Bergeron, Nicole Frost, Susan Graham, Paul McClure, Christine Montgomery, Peggy Nasir, Flora Rezaei Mood, Janet Sasser et Maria Velez. La conception du site web du Rapport a été assurée par Chuck Rose, la conception graphique de la version imprimée par Naylor Design, Inc. et la composition typographique par BMWW. Le Rapport annuel a été traduit par le Service de traduction et d'interprétation de la Banque mondiale. Il a été imprimé par Professional Graphics Printing Co.

**Crédits photos.** Première de couverture : Sarah Farhat/Banque mondiale ; page 3 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; pages 8-9 : Grant Ellis/Banque mondiale ; page 13 : Grant Ellis/Banque mondiale ; pages 14-15 : Resolution Studios/Banque mondiale ; page 16 : Chhor Sokunthea/Banque mondiale ; page 21 : Drik/Banque mondiale ; page 26 : Nico Muñoz/Banque mondiale ; page 38 : Diana Styvanley/Banque mondiale ; page 42 : Chris Stowers (Matahati)/Banque mondiale ; page 46 : Sergei Torbik/Banque mondiale ; page 50 : Matière/Eccomar/Banque mondiale ; page 54 : Dominic Chavez/Banque mondiale ; page 58 : Dominic Chavez/Banque mondiale.

Cet ouvrage respecte les normes d'utilisation de papier recommandées par Green Press Initiative. Le papier utilisé contient de la fibre recyclée, est certifié FSC® et EcoLogo, et est fabriqué au moyen d'un procédé sans chlore élémentaire qui utilise de l'énergie renouvelable à base de biogaz.

## © 2017 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale

1818 H Street NW, Washington, DC 20433

Téléphone : 202-473-1000

Site internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés  
1 2 3 4 20 19 18 17

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Aucune des dispositions précédentes ne constitue une limite ou une renonciation à l'un quelconque des privilèges et immunités de la Banque mondiale, et ne peut être interprétée comme telle. Tous les droits réservés et immunités de la Banque mondiale sont expressément réservés.

## Droits et licences



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution — Pas

d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO)  
Creative Commons URL: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/deed.fr>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification —, il est possible de copier, distribuer et transmettre le contenu de l'ouvrage, à des fins non commerciales uniquement, sous réserve du respect des conditions suivantes :

**Paternité** — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Banque mondiale. 2017. *Rapport annuel 2017 de la Banque mondiale*. Washington, DC : Banque mondiale. doi : 10.1596/978-1-4648-1122-7.  
Licence : Creative Commons Attribution — Pas d'utilisation commerciale — Pas de modification 3.0 Organisations internationales (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).

**Pas d'utilisation commerciale** — Cet ouvrage ne peut être utilisé à des fins commerciales.

**Pas de modification** — Cet ouvrage ne peut être modifié, transformé ou utilisé pour créer des œuvres dérivées.

**Contenu tiers** — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamation ou de plainte pour violation des droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

ISBN : 978-1-4648-1122-7

e-ISBN : 978-1-4648-1132-6

doi : 10.1596/978-1-4648-1122-7

# Ces dernières années, les opérations de la Banque mondiale ont aidé les pays clients à



## Accélérer le rythme d'une croissance économique durable et inclusive

**11 millions de particuliers** et de très petites, petites et moyennes entreprises ayant bénéficié de services financiers

**3 millions** d'hectares ayant bénéficié de services d'irrigation

**90 500 kilomètres** de routes construites ou remises en état

**5 000 mégawatts** de capacité de production d'énergie conventionnelle et

**2 400 mégawatts** de capacité de production d'énergie renouvelable dont les installations ont été construites ou remises en état



## Investir dans la population pour accroître le capital humain

**9 millions** d'enseignants recrutés ou formés

**310 millions** de personnes ayant bénéficié de services essentiels de santé, nutrition et population

**49 millions** de personnes ayant gagné accès à une source d'eau améliorée

**17 millions** de personnes ayant gagné accès à des installations sanitaires améliorées



## Promouvoir la résilience face aux menaces et aux chocs mondiaux

**39 millions** de bénéficiaires de programmes de protection sociale

**44 millions** de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> d'émissions réduites chaque année grâce à des instruments climatiques spéciaux

**35 pays** ayant bénéficié d'un soutien au processus d'institutionnalisation de la réduction des risques liés aux catastrophes comme priorité nationale

La Banque mondiale se compose de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA). La mission de l'institution est de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée de manière durable. Forte de la portée mondiale singulière de son action et de sa détermination à travailler avec des partenaires de longue date, la Banque mondiale fournit des financements et des connaissances techniques ainsi que des services de mobilisation pour aider ses pays clients à atteindre leurs objectifs de développement prioritaires. Les quelques résultats présentés ci-dessus ont été rapportés par les clients de la Banque mondiale et obtenus avec l'appui d'opérations financées par la Banque entre 2014 et 2016.

[worldbank.org/annualreport](http://worldbank.org/annualreport)



**LA BANQUE MONDIALE**  
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

SKU 211122